ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

1^{re} LégislatureREUNION DE PLEIN DROIT DU PARLEMENT EN APPLICATION DE L'ARTICLE 16 DE LA CONSTITUTION
ET 2^e SESSION ORDINAIRE DE 1960-1961COMPTE RENDU INTEGRAL — 24^e SEANCE2^e Séance du Jeudi 22 Juin 1961.

SOMMAIRE

1. — Dévolution successorale des exploitations rurales. — Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 1246).

Discussion générale: M. Dubuis.

Rappel au règlement: M. Voisin, Mme la présidente.

Discussion générale (suite): MM. Cance, Rousselot, Villedieu. — Clôture.

Art. 1^{er} (Art. 815 du code civil).

Amendement n° 2 de MM. Rochet et Villon: M. Cance. — Rejet.

Amendement n° 9 de la commission des lois constitutionnelles: M. Hogue, rapporteur. — Adoption.

Amendement n° 41 de la commission de la production et des échanges: MM. Collette, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, le rapporteur. — Adoption.

Amendement n° 10, de la commission, sous-amendement n° 43, de la commission de la production et des échanges à l'amendement n° 10; amendement n° 47 de M. Halbout: MM. le rapporteur, Collette, rapporteur pour avis, Halbout, Michelet, garde des sceaux, ministre de la justice, Méhaignerie. — Retrait du sous-amendement n° 43.

MM. Halbout, le rapporteur, le garde des sceaux, Sammarcelli, président de la commission. — Adoption de l'amendement n° 10. — L'amendement n° 47 devient sans objet.

Amendement n° 11 de la commission: M. le rapporteur. — Adoption.

Amendement n° 12 de la commission et de M. Dejean: M. le rapporteur. — Adoption.

Amendement n° 13 de la commission et de M. Dejean: M. le rapporteur. — Adoption.

Amendement n° 14 de la commission: MM. le rapporteur, Halbout. — Adoption.

Adoption de l'article 1^{er} modifié.

Art. 2. (Art. 832 du code civil).

Amendement n° 4 de MM. Rochet et Villon: M. Cance. — Rejet.

Amendement n° 15 de la commission et sous-amendement n° 35 de la commission de la production et des échanges: MM. le rapporteur, Collette, rapporteur pour avis, Boscher, le garde des sceaux. — Adoption du sous-amendement n° 35 dans une nouvelle rédaction et de l'amendement n° 15 modifié.

M. le président de la commission: nouvelle présentation de l'alinéa 3.

Amendement n° 18 de la commission: MM. le rapporteur, le garde des sceaux, Villedieu. — Adoption de l'amendement modifié.

*

Amendement n° 17 de la commission: M. le rapporteur. — Adoption.

Adoption de l'article 2 modifié.

Art. 3 (art. 832-1 du code civil).

Amendement n° 5 de MM. Rochet et Villon. — Rejet.

Amendement n° 18 de la commission et sous-amendement n° 36 de la commission de la production et des échanges: MM. le rapporteur, Collette, rapporteur pour avis; le garde des sceaux. — Adoption du sous-amendement n° 36 et de l'amendement n° 18 modifié.

Amendements n° 19, n° 20, n° 21, n° 22 et n° 23 de la commission: M. le rapporteur. — Adoption.

Amendement n° 37 de la commission de la production et des échanges et de M. Japiot: MM. Collette, rapporteur pour avis; le rapporteur, Bertrand Denis, Villedieu, le garde des sceaux. — Rejet.

Amendement n° 24 de la commission: M. le rapporteur. — Adoption.

Adoption de l'article 3 modifié.

Après l'article 3.

Amendement n° 25 de la commission tendant à insérer un nouvel article et sous-amendement n° 38 de la commission de la production et des échanges: MM. le rapporteur, Collette, rapporteur pour avis; le garde des sceaux. — Adoption du sous-amendement n° 38 et de l'amendement n° 25 modifié qui devient l'article 3 bis.

Art. 4 (art. 866 du code civil).

Amendement n° 8 de MM. Rochet et Villon. — Rejet.

Amendements n° 26, n° 27, n° 29, n° 30 et n° 28 de la commission: MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Amendement n° 39 de la commission de la production et des échanges et de M. Japiot: MM. Collette, rapporteur pour avis; le garde des sceaux. — Rejet.

Amendements n° 31 et n° 32 de la commission: MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Adoption de l'article 4 modifié.

Art. 5 (art. 807 et 808 du code rural).

Amendement n° 33 de la commission et sous-amendement n° 42 de M. Villedieu: MM. le rapporteur, Villedieu, le garde des sceaux. — Rejet du sous-amendement n° 42. — Adoption de l'amendement n° 33 qui devient l'article 5.

Amendement n° 7 de MM. Rochet et Villon. — Devenu sans objet.

Art. 6 (art. 710 du code général des impôts).

Amendement n° 40 de la commission de la production et des échanges: MM. Collette, rapporteur pour avis, le rapporteur, le garde des sceaux. — Retrait.

M. Crouan.

Adoption de l'article 6.

Art. 7. — Adoption.

Art. 8. — Adoption.

Article additionnel.

Amendement n° 34 de la commission tendant à insérer un article additionnel: MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

2. — Dépôt de rapports (p. 1263).

3. — Ordre du jour (p. 1264).

PRESIDENCE DE Mme JACQUELINE THOME-PATENOTRE,
vice-présidente.

La séance est ouverte à vingt et une heures trente minutes.

Mme la présidente. La séance est ouverte.

M. André Voisin. Je demande la parole.

Mme la présidente. A quel sujet ?

M. André Voisin. Pour un fait personnel.

Mme la présidente. Dans ces conditions, mon cher collègue, aux termes de l'article 58 du règlement, je vous donnerai la parole à la fin de la séance.

— 1 —

**DEVOLUTION SUCCESSORALE
DES EXPLOITATIONS RURALES**

Suite de la discussion d'un projet de loi.

Mme la présidente. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi modifiant les articles 815, 832 et 866 du code civil, les articles 807 et 808 du code rural, et certaines dispositions fiscales (n° 863-1234).

Cet après-midi, l'Assemblée a entendu le Gouvernement et les rapporteurs.

Je signale à l'Assemblée que quatre orateurs sont inscrits dans la discussion générale, auxquels il convient d'ajouter le Gouvernement, et que nous devons examiner quarante-six amendements. Je demande donc à tous nos collègues d'être brefs, afin que nous puissions terminer cette discussion avant minuit.

La parole est à M. Dubuis, premier orateur inscrit.

M. Emile Dubuis. Mesdames, messieurs, la discussion du projet de loi que nous examinons a été avancée de huit jours et, à mon avis, cette précipitation est fâcheuse.

Elle présente, en effet, plusieurs inconvénients. En premier lieu, le rapport de la commission des lois constitutionnelles n'a pu être imprimé en temps utile. En second lieu, le rapport de la commission de la production et des échanges n'a pas été distribué. Par ailleurs, de toute évidence, la plupart de nos collègues avaient fait pour ce soir, et très légitimement, d'autres prévisions. Enfin, Mme la présidente a dû demander aux intervenants d'être brefs et c'est peut-être dommage pour une matière aussi importante.

En effet, le Gouvernement nous propose de modifier trois articles du code civil, deux articles du code rural et certaines dispositions fiscales.

Personne n'éprouve, bien sûr, de crainte à toucher au droit fiscal qui est en perpétuel mouvement. Personne non plus ne se fait grand scrupule de modifier les textes relatifs aux baux ruraux. Ils sont de création relativement récente et peuvent supporter des aménagements.

En revanche, on hésite beaucoup plus à affronter le code civil, non seulement parce qu'il est plus vénérable, mais parce qu'il a une portée plus générale et plus profonde.

Il faut ajouter que notre esprit cartésien répugne à briser la belle harmonie logique de ce code. Il semble qu'à force d'enlever une pierre par-ci, une pierre par-là, l'édifice risque de

s'écrouler. Si même nous remplaçons les pierres une à une, ne doit-on pas craindre que le monument devienne disparate et sans unité ?

Je pense, mes chers collègues, qu'il convient de vaincre cette appréhension trop sentimentale. Le droit n'est pas fait pour la satisfaction intellectuelle des juristes. Il est fait pour le service des hommes. Il doit donc s'adapter à l'époque ou au milieu, et nous devons le modifier lorsqu'il constitue un obstacle au progrès humain ou au progrès économique.

M. Edmond Michelet, garde des sceaux, ministre de la justice. Très bien !

M. Emile Dubuis. Le code civil restera comme une œuvre juridique sans égale qu'il sera toujours bon d'étudier, à laquelle il sera toujours utile de se référer. Il est cependant trop souvent dépassé et il ne faut pas redouter d'y porter quelquefois le bistouri du chirurgien.

Ce qu'il faut regretter, c'est la méthode qui est trop souvent employée pour le modifier. Le Gouvernement n'avait-il pas imaginé de bouleverser une partie de notre droit successoral à l'occasion du vote d'une loi économique, la loi d'orientation agricole ? C'était risquer des contradictions et des erreurs.

Le Gouvernement est revenu à une plus saine technique en élaborant un projet séparé. Celui-ci a pu être ainsi étudié très complètement par la commission des lois, et l'excellent rapport de M. Hoguef démontre suffisamment que le travail de la commission, guidée par un président et par un rapporteur compétents, a été sérieux. Mon éloge tombe certes de moins haut que cet après-midi, lorsqu'il émanait de M. le garde des sceaux, mais il n'en est pas moins sincère.

Mais, dans cette ligne de pensée, on peut encore reprocher au Gouvernement de n'avoir pas, comme pour les régimes matrimoniaux, proposé une refonte plus large et plus complète. Prenons du moins ce qui nous est offert, même si c'est insuffisant, et tâchons d'en tirer parti.

Constatons d'abord que, sauf sur un point très important et sur lequel je reviendrai, le projet n'apportait pas à l'origine d'innovations essentielles. La vraie réforme qui a battu en brèche le principe connu: « nul n'est tenu de rector dans l'indivision », a été accomplie par le décret-loi du 17 juin 1938, et le Gouvernement, aujourd'hui, ne fait qu'essayer d'améliorer cette réforme qui avait institué le maintien temporaire de l'indivision et l'attribution préférentielle.

Il s'agit bien d'amélioration et, sur le premier point, il est judicieux de permettre ce maintien de l'indivision à toutes les exploitations agricoles.

La commission des lois a précisé que toutes les exploitations agricoles constituaient une unité économique. Certes, ces mots trop vagues risquent de déclencher des procès. Ils permettront cependant aux tribunaux de procéder, dans certains cas limites, à de justes corrections, afin d'éviter quelques fraudes ou quelques abus, et ils donneront plus de souplesse à l'institution.

Les améliorations apportées au régime de droit commun de l'attribution préférentielle me paraissent également très appréciables: extension de l'attribution préférentielle à ceux qui ont participé à l'exploitation dans le passé ou, après le décès, jusqu'au jour de la demande; application au cas où le conjoint de l'héritier a seul participé à l'exploitation.

Il a été particulièrement heureux de permettre l'attribution préférentielle conjointe à deux ou plusieurs successibles, à une époque où les jeunes ruraux s'orientent de plus en plus vers l'association et il faut encourager de telles formules.

Il n'est pas mauvais de permettre à ce régime de droit commun quelques exceptions et de créer une attribution préférentielle de plein droit en faveur des exploitations d'une valeur vénale limitée.

Il convient encore d'approuver les délais que le Gouvernement et la commission — il est vrai, avec une moindre générosité — accordent à l'attributaire dans le dernier cas que je viens de citer.

Je me bornerai à énumérer rapidement, en y donnant mon adhésion, l'extension aux entreprises industrielles, artisanales et commerciales du maintien temporaire de l'indivision et de l'attribution préférentielle comme, aussi, l'extension de l'article 866 du code civil sur la réduction en valeur des libéralités excédant la quotité disponible.

Il est probable que nous serons unanimes à trouver insuffisantes les mesures d'allègement fiscal. Marquons-le avec force car la nécessité de payer des droits de succession provoque

parfois de véritables drames dans les familles paysannes. On devrait trouver là un moyen de faciliter la promotion de la jeunesse rurale. Mais nous savons que le Parlement se trouve, à cet égard, dépourvu de moyens d'action puisqu'il ne peut diminuer les ressources de l'État. Je n'insisterai donc pas.

J'ai, dans l'ensemble et jusqu'à maintenant, approuvé les grandes lignes du projet gouvernemental.

Si le Gouvernement avait maintenu l'alinéa 2 de l'article 832, paragraphe 1^{er}, du code civil, qui accordait la quotité disponible, lorsque le défunt n'en avait pas disposé, au bénéficiaire de l'attribution préférentielle, j'aurais protesté avec vigueur. S'il n'y avait eu là qu'une anomalie juridique j'aurais très vite tiré le rideau mais, à mon avis, ce dessein gouvernemental constituait une faute psychologique et, pour tout dire, une faute politique. C'est pourquoi je veux y revenir un court instant.

C'était une disposition audacieuse et, même, révolutionnaire puisqu'elle rompait l'égalité entre les héritiers. Il ne faut pas redouter — je l'ai dit — les solutions juridiques audacieuses, mais à condition qu'elles ne soient pas, comme celle-ci, dangereuses et injustes. Elle aurait risqué, si elle avait été adoptée, de perturber gravement la vie des familles. Elle aurait provoqué, dans certains cas, une sorte de course à l'attribution préférentielle susceptible de procurer cette magnifique prime de la quotité disponible. Les cohéritiers alors privés de la quotité disponible auraient considéré le bénéficiaire comme un usurpateur. Ceux qui pratiquent les tribunaux et qui savent trop quels conflits navrants entraînent les règlements de succession comprennent mal que le Gouvernement ait tenté de créer de nouvelles causes de dissension.

Fait plus grave encore, cette proposition aurait été souverainement injuste à l'égard des familles qui appartiennent au monde rural. Pourquoi ces familles auraient-elles été privées de l'égalité entre les héritiers dont bénéficient toutes les autres familles françaises ? Ainsi donc, des héritiers se seraient vu frustrer d'une partie de l'héritage de leurs parents uniquement parce qu'ils étaient d'origine paysanne ! Quelle erreur psychologique et, sur le plan moral, quelle insupportable discrimination !

Je crois pouvoir affirmer que par cette proposition, non seulement le Gouvernement manquait à sa mission qui est d'aider l'agriculture, mais encore il transmettait injustement cette charge à des particuliers.

C'est à l'État qu'il incombe de faciliter le démarrage des jeunes paysans ; ce n'est pas à leurs cohéritiers. Il ne serait pas admissible que des frères et sœurs aient à suppléer à des déficiences économiques générales et qui tiennent aux structures du pays.

La commission des lois a jeté bas, vous le savez, une telle proposition. Le Gouvernement a été bien inspiré de s'incliner.

Mais après avoir décausé il faut recoudre. Le groupe des républicains populaires et du centre démocratique estime que, tout en respectant les droits des parents et des cohéritiers, il faut permettre à celui qui reprend une exploitation par voie de succession de faire face aux nécessités de l'économie moderne. Il faut notamment lui permettre de réaliser des investissements.

Il nous paraît, dans cette optique, qu'il faudrait prévoir et faciliter le fonctionnement de sociétés d'entraide foncière et de sociétés civiles de cohéritiers. L'un d'eux serait le fermier de la société. Il pourrait racheter les parts de ses cohéritiers par priorité. Les parts pourraient servir à cautionner des emprunts.

Quoi qu'il en soit, la commission des lois s'est orientée vers une autre formule moins ambitieuse qui ne répond pas à tous les aspects de la question, mais qui paraît tout de même très acceptable. Elle maintient l'unité de l'exploitation dans le cadre d'un bail à longue durée. Ce système, même s'il n'est pas parfait, est sûrement beaucoup moins mauvais que la curieuse extrapolation du droit d'ainesse qui avait été imaginée par le Gouvernement.

En dépit de cette critique je terminerai mon propos en félicitant le Gouvernement d'avoir tenu sa promesse faite au cours de la discussion de l'article 7 de la loi d'orientation agricole. Il s'était engagé à déposer à bref délai un projet de loi concernant les dévolutions successorales. Voilà qui est fait ; c'est bien. A nous de discuter et à nous d'amender.

Mais le Gouvernement devrait se souvenir que d'autres promesses avaient été faites, beaucoup plus solennelles parce qu'elles figurent dans la loi d'orientation agricole elle-même. Faut-il rappeler son article 1^{er} ? « La loi d'orientation de l'agriculture

française a pour but, dans le cadre de la politique économique et sociale, d'établir la parité entre l'agriculture et les autres activités économiques... »

Comment parvenir à cette parité ? Le texte le précisait : « en faisant participer équitablement l'agriculture au bénéfice de cette expansion par l'élimination des causes de disparité existant entre le revenu des personnes exerçant leur activité dans l'agriculture et celui des personnes occupées dans d'autres secteurs, afin de porter notamment la situation sociale des exploitants et des salariés agricoles au même niveau que celui des autres catégories professionnelles ; en mettant l'agriculture, et plus spécialement l'exploitation familiale, en mesure de compenser les désavantages naturels et économiques auxquels elle reste soumise comparativement aux autres secteurs de l'économie ».

Il ne suffit pas de tenir une promesse de la loi d'orientation, il faut tenir toutes celles qui y sont inscrites. C'est une tâche difficile, certes, mais qu'il faut entreprendre immédiatement.

Nous savons gré au Gouvernement de nous appeler à réformer les successions agricoles mais nous lui demandons surtout d'appliquer rapidement et résolument une politique qui aboutisse à la parité du niveau de vie de l'agriculture et de l'industrie, comme l'a promis la loi d'orientation agricole. (*Applaudissements au centre gauche.*)

M. André Voisin. Je demande la parole.

Mme la présidente. A quel propos ?

M. André Voisin. Madame la présidente, c'est par erreur que je vous ai demandé la parole au début de la séance pour un fait personnel. En fait, j'entendais présenter un rappel au règlement.

Lors de la séance de cet après-midi, un scrutin a eu lieu sur l'amendement n° 18 présenté par M. Mare Jacquet, rapporteur général de la commission des finances. Au même moment, certains de mes collègues de la commission spéciale sur le lait et moi-même délibérions avec M. le ministre de l'agriculture dans le cabinet des ministres de l'Assemblée.

Or, ce cabinet est peut-être le seul bureau de l'Assemblée où ne retentisse pas la sonnerie qui annonce les scrutins.

Dans ces conditions, si je n'ai pu prendre part au vote, ce n'est pas parce que j'étais absent cet après-midi, mais parce que je participais à une séance de travail.

M. Edmond Bricout. Il est normal qu'il n'y ait pas de sonnerie dans ce cabinet puisque les ministres ne votent pas !

M. André Voisin. Mais ils peuvent y recevoir des parlementaires !

Mme la présidente. Acte vous est donné, monsieur Voisin, de votre déclaration.

Dans la suite de la discussion générale sur la dévolution successorale, la parole est à M. Cance.

M. René Cance. Mesdames, messieurs, je serai très bref.

En trois quarts de siècle, le nombre des petites exploitations agricoles a sensiblement diminué. 1.300.000 de ces petites exploitations ont disparu.

Plusieurs voix. Et en Russie ?

M. René Cance. Nous ne sommes pas en Russie où la terre appartient à ceux qui la travaillent ! (*Exclamations sur plusieurs bancs.*)

Je disais donc que 1.300.000 petites exploitations ont disparu, dont 800.000 entre 1929 et 1956.

M. Michel Crucis. Et combien de millions en Russie ?

M. René Cance. Mais depuis l'avènement du pouvoir gaulliste l'élimination des petites exploitations et la concentration agraire sont accélérées par des mesures d'initiative gouvernementale.

M. Jean Poudevigne. En faveur des koulaks !

M. René Cance. C'est précisément le sens de la loi dite d'orientation agricole du 5 août 1960 qui a permis au Gouvernement de fixer par décret la superficie minima de l'exploitation qu'il juge normale pour une utilisation rationnelle des capitaux et des techniques et qui réserve exclusivement l'aide de l'État aux exploitations ainsi définies.

M. André Voisin. Donnez des exemples !

M. René Cance. De ce fait, les petites exploitations d'une superficie inférieure à la norme fixée par le Gouvernement sont vouées à la disparition.

M. Michel Crucis. Comme en Russie !

M. René Cance. D'ailleurs, l'objectif que s'assigne le grand capital est bien connu : il faut liquider en dix ans 800.000 petites exploitations familiales afin de favoriser le développement d'une agriculture capitaliste basée sur les grandes exploitations agricoles.

M. Pierre Massé, commissaire général au plan, vient de déclarer, il y a trois jours seulement : « La solution n'est pas dans la hausse générale des prix agricoles ; le remède est dans la diminution du nombre des cultivateurs ».

Le projet de loi sur la dévolution successorale des exploitations rurales qui nous occupe aujourd'hui a exactement la même inspiration. D'ailleurs, son exposé des motifs ne cache pas qu'il est destiné à compléter la loi dite d'orientation agricole.

Ce projet de loi prévoit pour l'essentiel, car il est très complexe :

Premièrement, que le maintien de l'indivision est de droit pendant cinq ans pour certaines exploitations agricoles et que toutes les exploitations peuvent être maintenues dans l'indivision ;

Deuxièmement, que la possibilité d'attribution préférentielle sera étendue à toute les exploitations agricoles, alors que jusqu'à présent elle ne concernait que les exploitations familiales ;

Troisièmement, que l'attribution préférentielle est de droit si un des héritiers prend l'engagement de mettre personnellement l'exploitation en valeur pendant au moins quinze ans ;

Quatrièmement, que, sauf volonté expresse du défunt, la quotité disponible sera attribuée de droit au bénéficiaire de l'attribution préférentielle. C'est là une disposition qui abolit en fait — des orateurs l'ont dit tout à l'heure — le principe de l'égalité des héritiers dans le partage de la succession.

M. Emmanuel Villedieu. N'êtes-vous pas pour la suppression du partage ?

M. René Cance. Cinquièmement, que dans le cas de libéralités excédant la quotité disponible, son bénéficiaire peut exiger de ses cohéritiers des délais de dix ans au plus pour leur payer tout ou partie de l'indemnité qui leur est due.

Les modifications que le projet de loi envisage d'apporter en ce sens aux articles 815, 832, 866 du code civil ont donc bien, à notre avis, pour objet de faciliter la concentration agraire et la concentration industrielle et commerciale puisqu'elles tendent à éviter le partage ou la vente des terres ou des fonds entrant dans une succession.

M. Michel Crucis. Quelle démagogie !

M. René Cance. L'analyse des dispositions des articles 1^{er}, 2, 3 et 4 du projet le prouve clairement.

L'article 1^{er}, en modifiant l'article 815 du code civil, d'une part, permet le maintien de l'indivision dans toutes les exploitations agricoles quelle que soit leur valeur alors que jusqu'à maintenant, vous le savez, cette faculté n'existait que pour les exploitations familiales. D'autre part, il institue une indivision forcée d'une durée de cinq ans pour les exploitations présentant plus ou moins un caractère familial. Cette disposition a été conçue en fonction précisément de l'attribution préférentielle qui est la pièce maîtresse du projet qui nous est présenté.

D'ailleurs, l'exposé des motifs du projet de loi ne le dissimule pas. On peut lire en effet qu'« il est permis de penser que, le plus souvent, le maintien dans l'indivision sera suivi, à plus ou moins brève échéance, d'une attribution préférentielle ».

Passons aux articles 2 et 3 du projet qui concernent précisément l'attribution préférentielle et dont il faut dire qu'ils modifient profondément l'article 832 du code civil. L'article 2 étend d'abord l'attribution préférentielle, qui n'était prévue jusqu'à maintenant que pour les exploitations familiales, à toutes les exploitations agricoles. Il institue ensuite l'attribution préférentielle aux entreprises commerciales, industrielles ou artisanales ayant plus ou moins — le texte le dit — un caractère familial.

Mais je me permets d'ajouter que l'article 3 va beaucoup plus loin encore et qu'il abolirait, s'il était adopté, le principe du partage égal entre héritiers du même degré.

C'est ainsi que l'attribution préférentielle serait de droit pour les exploitations agricoles dont la valeur vénale serait inférieure à une somme fixée par décret et à la condition que le demandeur s'engage à exploiter personnellement pendant au moins quinze ans.

A droite. La terre à ceux qui la travaillent !

M. René Cance. Si l'article était voté, il se produirait — ce qui nous paraît exorbitant — qu'au cas où le défunt n'aurait pas attribué expressément la quotité disponible celle-ci irait de droit au bénéficiaire de l'attribution préférentielle. Autrement dit, l'attributaire ne serait pas tenu au paiement de la soulte à ses cohéritiers.

L'article 4 du projet modifie l'article 866 du code civil en étendant aux entreprises commerciales, industrielles et artisanales les dispositions applicables jusqu'à maintenant — je le répète encore — aux seules exploitations agricoles et relatives aux dons, legs faits à un successible, lorsque ces libéralités excèdent la quotité disponible.

Mme la présidente. Monsieur Cance, M. Villedieu demande à vous interrompre.

M. René Cance. Laissez-moi terminer mon intervention, monsieur Villedieu. Je vous écouterai ensuite.

Le bénéficiaire peut retenir en totalité l'objet de la libéralité, sauf à verser aux cohéritiers une indemnité dans des délais qui ne peuvent dépasser cinq ans à compter de l'ouverture de la succession.

Il faut cependant indiquer que, d'après l'article 4, si la libéralité a pour objet une exploitation agricole, le bénéficiaire, s'il s'engage à exploiter personnellement pendant quinze ans au moins, pourra exiger de ses cohéritiers des délais de paiement de l'indemnité qui pourront aller jusqu'à dix ans.

En ce qui concerne les modifications envisagées par l'article 5 au code rural, elles ont le même objet que celles qui sont proposées pour certains articles du code civil.

En résumé, le projet de loi — je le rappelle — vise à favoriser la concentration agraire.

M. Michel Crucis. Et les kolkhozes ?

M. René Cance. Il rétablit même sous une forme nouvelle le droit d'aînesse qui existait sous la monarchie.

Il restreindra encore les possibilités si limitées — vous le savez bien — des jeunes agriculteurs désireux de s'installer dans des exploitations rurales, à moins évidemment qu'ils ne soient les héritiers directs d'un propriétaire exploitant.

Certes, ne le nions pas, il est très vrai, il est trop vrai que de nombreux petits paysans n'ont pas assez de terres pour les exploiter normalement, puisque 1.100.000 petits exploitants cultivant moins de dix hectares disposent d'une superficie presque moitié moindre que les 96.000 gros exploitants qui disposent de plus de cinquante hectares.

Comme le déclarait récemment mon ami M. Waldeck Rochet, nous estimons que la bonne solution n'est pas d'accélérer l'élimination des petites exploitations agricoles, mais de procéder au contraire à une réforme agraire qui fasse passer les terres des grands propriétaires fonciers et des gros paysans aux mains des paysans travailleurs qui en manquent ou qui n'en ont pas assez. (*Mouvements divers.*)

Nous sommes opposés à la plupart des dispositions du projet de loi en discussion ce soir. Nous avons déposé en faveur des exploitations familiales des amendements à plusieurs de ses articles. Si ces amendements ne sont pas adoptés — nous ne nous faisons aucune illusion car il est douteux qu'ils le soient en raison de la composition et de l'orientation de cette Assemblée — alors nous serons contraints de voter contre le projet qui nous est soumis. (*Exclamations diverses.*)

M. Michel Crucis. Ce sera dommage ! Mais parlez-nous des kolkhozes.

M. Maurice Nilès. L'Union soviétique n'a pas besoin de vos mauvais conseils.

M. René Cance. Laissez l'Union soviétique qui produira bientôt plus par tête d'habitant que les Etats-Unis. Attendez encore quelques années. Soyez patients.

M. Michel Crucis. Voyez les rapports Khrouchtchev sur l'agriculture soviétique.

M. Maurice Nilès. Je répète que M. Khrouchtchev n'a pas besoin de vos mauvais conseils.

Mme la présidente. La parole est à M. Rousselot.

M. René Rousselot. Madame la présidente, monsieur le ministre, mes chers collègues, c'est une louable intention qu'il faut reconnaître au Gouvernement d'avoir déposé un projet destiné à favoriser la reprise de l'exploitation agricole familiale par les enfants d'exploitants qui acceptent de continuer à faire valoir le patrimoine de leurs aïeux.

Ces dispositions qui recevront certainement un accueil favorable du Parlement étaient contenues dans l'article 7 de la loi d'orientation agricole votée il y a près d'un an et elles nous reviennent sous la forme d'un projet de loi n° 863.

Nous abordons aujourd'hui la discussion de ce projet au moment où se multiplient de graves manifestations paysannes dans plusieurs départements français. Le malaise est profond. Il est très grave mais, mis à part les actes de violence qu'on ne peut que déplorer, il correspond au retard apporté par les pouvoirs publics à mettre en œuvre une véritable politique agricole valable et durable votée par le Parlement aussi bien en ce qui concerne les prix que le soutien et l'organisation des marchés.

La paysannerie française a besoin d'être protégée. Les prix des produits agricoles non garantis sont soumis périodiquement à un genre d'adjudication dont la marge entre le prix de production et celui de consommation représente dans certains cas plusieurs fois le prix de production.

Le malaise est général et il touche plusieurs problèmes.

Les générations paysannes ont supporté jusqu'à notre époque, sans mot dire ou à peu près, de lourds sacrifices préférant se priver plutôt que se plaindre bruyamment.

Mais notre belle jeunesse paysanne, qui a assisté non sans méditer à la vie dure supportée par leurs pères et leurs mères et qui est notamment plus évoluée aussi que ses aînés, est pleine de courage, magnifique au travail; elle ne veut plus, et elle a raison, être traitée en parente pauvre de la nation.

Elle veut, comme la plupart des citoyens français, bénéficier d'une existence socialement plus acceptable. Elle sait ce qu'elle veut et semble vouloir l'obtenir non pas demain mais tout de suite. Pour elle, les promesses n'ont plus de valeur. Aux grands maux, les grands remèdes. Il faut les regarder en face pour pouvoir les résoudre plus facilement. Il y a de nombreuses réformes à entreprendre et pour qu'elles soient valables, il faut aussi qu'elles soient justes.

A titre d'exemple, une loi sur le cumul des exploitations agricoles a été votée. Quel en a été l'esprit si ce n'est de permettre au plus grand nombre de foyers paysans de pouvoir vivre du métier d'agriculteurs?

Ne serait-il pas normal que le cumul des professions soit, lui aussi, réglementé? Est-il juste, par exemple, qu'un industriel ou un commerçant soit en même temps exploitant agricole, alors que cette dernière activité est réglementée? Il suffirait d'appliquer des mesures semblables à celles qui ont abouti à l'interdiction du cumul des exploitations agricoles, c'est-à-dire de permettre à un plus grand nombre de foyers de vivre de la profession qui est la leur.

Il m'arrive fréquemment d'assister à des réunions de cultivateurs. Nombreux sont ceux qui se plaignent, lorsqu'il y a une industrie implantée dans un village, que l'acquéreur d'un pré, d'une maison ou d'une terre à vendre soit la plupart du temps l'industriel.

Plusieurs lois promulguées sous le régime de Vichy ont été maintenues. Celle qui protégeait les exploitants agricoles dans le domaine aurait pu l'être aussi. Il ne serait nullement honteux d'envisager des dispositions semblables pour soutenir l'agriculture.

Je sais bien que M. le ministre de l'agriculture ne sera pas d'accord avec moi, mais pourquoi n'instituerait-on pas une carte professionnelle agricole à laquelle seraient attachés certains droits et privilèges? Cela semble nécessaire.

La ce qui concerne le fermage, le décret du 7 janvier 1960 avait permis certaines reprises exagérées et entraîné la hausse, exagérée elle aussi, de certains fermages. Tout cela fait partie du malaise paysan actuel.

Je sais bien que j'aborde là un problème d'autant plus délicat que dans beaucoup de cas, si le fermier a de sérieuses difficultés pour s'acquitter de son fermage, le propriétaire, de

son côté, après s'être acquitté de ses charges et après avoir effectué les réparations des bâtiments, ne dispose que d'un revenu bien faible pour vivre. Cela aussi résulte du manque d'harmonisation entre les prix agricoles et l'importance des charges de toutes sortes.

Je considère, pour ma part, qu'il y a deux catégories de propriétés. Il y a d'abord celles qui forment un patrimoine familial constitué par de sérieuses économies et, dans certains cas, par les privations de plusieurs générations. Je considère qu'il s'agit là d'un patrimoine sacré. Il y a, d'autre part, les propriétés acquises par des personnes ou des sociétés disposant de capitaux importants. Ces personnes ou ces sociétés ont acheté des domaines à grand prix, parfois pour mettre en sécurité leurs disponibilités financières. Ces achats ont même pu entraîner une augmentation importante des prix de fermage.

Cette dernière catégorie de propriétés ne peut avoir un caractère aussi sacré que la précédente.

Bien entendu, je n'ai rien contre qui que ce soit. Mon raisonnement repose simplement sur des constatations.

Nous avons, l'an dernier, au sein de cette Assemblée, discuté un projet de promotion sociale. Où est la promotion des paysans français, dont le pouvoir d'achat diminue alors que leurs charges augmentent?

Pour la plupart des agriculteurs, les jeunes en particulier, l'avenir est dans les dossiers des caisses de crédit agricole. Ils n'ont cependant fait que répondre aux sollicitations et aux directives officielles les invitant à se moderniser et à s'équiper pour produire davantage. C'est bien là qu'est tout le drame.

Le Gouvernement n'a pas le droit de les abandonner à leur sort. Il doit les aider. Mais il ne doit pas attendre qu'ils fassent violence pour prendre des décisions valables. S'il devait en être ainsi, nous serions portés à croire que seule la violence est rentable.

De cette tribune, qu'il me soit permis de dire aux jeunes paysans et aux jeunes paysannes que nous comprenons leurs difficultés et leurs soucis.

Personnellement, je les comprends d'autant mieux que, ces difficultés et ces soucis, je les ai connus et vécus. Je n'ai pas à en donner les détails ici. Il me suffira de dire que ma mère est restée veuve avec quatre enfants dont l'ainé n'avait que onze ans.

Dans la vie de chacun de nous, il y a des moments difficiles comme il y a des malaises collectifs. Mais si nous comprenons les raisons valables du mécontentement des jeunes paysans, nous ne pouvons approuver les actes de violence qui, dans certains cas, ont eu un caractère de sabotage.

Ne vous livrez pas, leur dis-je, à des actes que vous seriez les premiers à réprouver demain s'ils étaient commis par d'autres. Cela, je tenais à le dire. (Applaudissements.)

Mme la présidente. La parole est à M. Villedieu.

M. Emmanuel Villedieu. Madame la présidente, monsieur le ministre, mes chers collègues, je voudrais très brièvement attirer votre attention sur quelques points seulement de la loi qui nous est soumise.

Certes, on pourrait se demander si c'est à dessein que le Gouvernement a choisi, dans ces temps de violence agricole, le calme d'une soirée un peu désertée pour discuter d'un problème purement juridique.

Je ne le pense pas, mais peut-être, après tout, la présence tranquille de gens qui connaissent ces problèmes est-elle préférable à des assemblées tumultueuses.

Je voudrais attirer d'abord l'attention de l'Assemblée sur le fait que le Gouvernement, lorsqu'il a déposé son projet, dans la mesure où celui-ci touchait la quotité disponible — dont on a déjà longuement débattu — ne semble pas s'être avisé qu'il touchait à un problème de principe. Ce problème de principe est inscrit dans un article qui, à cent points près, est celui dont nous discutons: c'est l'article 732 du code civil, qui dispose qu'en France on ne distingue pas, pour le régime des successions, suivant la nature des biens qui sont dévolus.

Tout le problème est là, car, en fait, tout ce que nous allons débattre maintenant tourne autour de la question de savoir s'il faut, pour des problèmes économiques, changer le régime successoral français.

Je suis heureux que les travaux de la commission nous aient fait progressivement avancer vers une solution qui satisfait à la

fois les soucis légitimes du Gouvernement et ceux de l'Assemblée, du point de vue économique, du point de vue de l'organisation des marchés agricoles et de l'organisation de l'agriculture française, et qui, en même temps, maintient et consolide le régime français du code civil de façon à éviter une rupture dans le régime successoral français.

A ce sujet, je présenterai deux brèves observations concernant l'une l'indivision, l'autre l'attribution préférentielle.

S'il est apparemment souhaitable de maintenir l'indivision des héritages dans certains cas et pour une durée limitée, la sagesse du code civil, qui voulait qu'on ne demeurât pas trop longtemps dans l'indivision, me paraît encore la sagesse, non seulement des nations, mais de la France.

En effet, tant qu'on ne l'aura pas organisé, il sera impossible de vivre longtemps sous le régime de l'indivision, qui est un régime unanimiste, où tout le monde doit absolument être d'accord pour faire n'importe quoi, même pour mettre une ardoise sur une toiture. Dans ces conditions, il est évident qu'on risque de laisser perdre des héritages à cause d'un différend mineur entre des héritiers.

En ce qui concerne l'attribution préférentielle, j'attire votre attention sur un problème plus grave et plus important.

Je le reconnais, l'attribution préférentielle répond au souci du Gouvernement, qui ne veut pas voir démanteler tous les trente ans, à l'occasion de la transmission par décès, des fonds de ferme qui ont peut-être été rassemblés grâce aux capitaux que l'Etat aura fournis lui-même pour aider au remembrement. Et je comprends parfaitement le souci du Gouvernement de maintenir l'unité de l'exploitation.

Mais il faut ajouter que, dans la mesure où l'un des héritiers prendra en capital la totalité du fonds de ferme, il devra à ses cohéritiers une soulte parfois importante.

Si vous le voulez bien, et parce que chacun d'entre vous pourra extrapoler comme il l'entendra mon exemple, je ne veux considérer que le cas limite, celui où la succession ne comprend pratiquement que l'exploitation agricole. C'est très souvent dans ce cas que jouera l'attribution préférentielle. Si, en effet, il y a d'autres biens, valeurs, immeubles, espèces, le partage sera possible. Le cas de l'attribution préférentielle se présentera donc plus particulièrement lorsqu'il n'y aura que l'exploitation.

Si elle est commode dans certains cas, et peut-être souhaitable, l'attribution préférentielle est aussi très dangereuse sur un autre plan, celui du crédit. Et je veux attirer votre attention sur ce sujet.

En effet, l'héritier qui se voit attribuer un bien doit une soulte, qui est garantie par une hypothèque sur ce bien. Il perd ainsi pratiquement la totalité de son crédit et ne pourra plus emprunter auprès du Crédit agricole, par exemple, qui ne prêterait pas sur une seconde hypothèque. En même temps, ses cohéritiers, qui normalement devraient recevoir leur part immédiatement, mais ne reçoivent rien, se trouvent également privés de tout crédit.

Si bien que celui qui espérait quelque chose de l'héritage pour s'acheter ce dont il a besoin, un cabinet de dentiste par exemple, n'aura rien, alors que celui qui reçoit l'héritage au titre de l'attribution préférentielle ne pourra pas moderniser ce bien comme il convient.

Tels sont donc les inconvénients de l'indivision et de l'attribution préférentielle. En les signalant, je ne veux condamner ni l'une ni l'autre. Je désire seulement souligner qu'elles ne constituent pas une panacée; je pense qu'il faut aller plus loin.

C'est la raison pour laquelle vous vous souvenez que lorsque vint en discussion devant votre Assemblée la loi d'orientation agricole j'avais, à l'article 7, déposé un amendement tendant à ce que, lorsqu'un fonds de ferme pouvait être divisé en nature, celui des héritiers qui recevait dans son lot les bâtiments d'habitation et d'exploitation puisse demander, par préférence et par priorité, le bail des parcelles qui tombaient dans le lot de ses cohéritiers.

L'idée de cet amendement était la suivante: ce qui compte, pour maintenir la prospérité de l'agriculture, ce n'est pas l'unité foncière, c'est l'unité d'exploitation. Et il n'y a pas de commune mesure entre l'unité foncière et l'unité d'exploitation.

En effet, l'unité d'exploitation peut recouvrir d'innombrables parcelles appartenant à de nombreux propriétaires. Dans toutes les communes de France nous connaissons des gens qui ont réussi à constituer des fermes qui sont des unités d'exploitation, en louant les champs, les herpages, les terres à blé ou

à orge qui se trouvent dans un certain rayon. Bien entendu, ils paient un fermage à leurs bailleurs, mais ils ont une unité d'exploitation.

C'est à cette idée d'unité d'exploitation que se réfère l'amendement que j'avais déposé. Le Gouvernement a bien voulu le reprendre, et je dois dire que j'ai été confus de voir qu'il l'avait repris dans les termes mêmes où je l'avais déposé.

Mais la commission a voulu aller plus loin et, à l'instigation de notre ami M. Hogue, elle a voulu envisager la manière dont les choses pouvaient s'organiser. Je rends hommage au travail important qu'elle a accompli à ce sujet. Elle a essayé de résoudre le problème de l'attribution en jouissance sur lequel, pour ma part, je me déclare d'accord, à une réserve près, que je me contente de signaler, car elle fait l'objet d'un amendement qui sera appelé tout à l'heure: je ne pense pas qu'il soit possible d'aller jusqu'au bail de dix-huit ans. En défendant cet amendement, je dirai pourquoi.

Je termine, ne voulant pas alourdir ce débat. Je suis certain que de la collaboration fructueuse du Gouvernement, de la commission, du groupe de travail et de l'ensemble des praticiens est sorti un texte qui sera utile à l'agriculture française.

C'est notre vœu le plus cher, et je pense y avoir apporté ma modeste contribution. (Applaudissements.)

Mme la présidente. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale?...

La discussion générale est close.

Aucune motion de renvoi n'étant présentée, le passage à la discussion des articles du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

[Article 1^{er}.]

(Art. 815 du code civil).

Mme la présidente. « Art. 1^{er}. — Les alinéas 3 et suivants de l'article 815 du code civil sont remplacés par les dispositions suivantes :

« A défaut d'accord amiable entre les indivisaires, l'indivision résultant du décès peut, compte tenu des intérêts en présence, des possibilités d'existence que la famille peut tirer des biens indivis et de l'utilité de maintenir des unités économiques viables, être maintenue par décision du tribunal de grande instance du lieu d'ouverture de la succession, à la demande des personnes visées aux alinéas 5 et 6 ci-dessous, et dans les conditions fixées par ce tribunal, en ce qui concerne toute entreprise agricole dont l'exploitation était assurée par le défunt ou par son conjoint. Le maintien de l'indivision demeure possible lorsque l'exploitation comprend des éléments dont l'héritier ou le conjoint était déjà propriétaire ou copropriétaire avant l'ouverture de la succession.

« L'indivision résultant du décès peut également être maintenue à la demande des mêmes personnes et dans les conditions fixées par le tribunal, en ce qui concerne la propriété ou le droit au bail du local d'habitation ou à usage professionnel qui, au jour du décès, était effectivement utilisé pour cette habitation ou à cet usage par le défunt ou son conjoint. Il en est de même des objets mobiliers servant à l'exercice de la profession ou des objets mobiliers d'usage courant garnissant le local d'habitation.

« Si le défunt laisse un ou plusieurs descendants mineurs, le maintien de l'indivision peut être demandé, soit par le conjoint survivant, soit par tout héritier, soit par le représentant légal des mineurs.

« A défaut de descendants mineurs, le maintien de l'indivision ne peut être demandé que par le conjoint survivant et à la condition qu'il ait été, avant le décès ou soit devenu du fait du décès, copropriétaire de l'entreprise agricole, de l'immeuble ou de la partie d'immeuble, ou colocataire des locaux d'habitation ou à usage professionnel. S'il s'agit d'un immeuble d'habitation, le conjoint doit avoir habité dans les lieux au jour du décès.

« Le maintien de l'indivision ne peut être prescrit pour une durée supérieure à cinq ans. Il peut être renouvelé, dans le cas prévu à l'alinéa 5, jusqu'à la majorité du plus jeune des descendants et, dans le cas prévu à l'alinéa 6, jusqu'au décès du conjoint survivant.

« Par dérogation à l'alinéa 3 du présent article, et à moins que l'attribution préférentielle ne soit demandée en application de l'article 832, le maintien de l'indivision est de droit, pour

une durée ne pouvant excéder cinq ans, en ce qui concerne toute exploitation agricole dont la valeur vénale au jour du décès, compte tenu de l'ensemble des éléments mobiliers et immobiliers qui la composent, n'est pas supérieure à une somme fixée par décret en Conseil d'Etat. Le maintien de l'indivision cesse d'être de droit si, avant l'expiration du délai de cinq ans, le conjoint survivant décède et si les descendants mineurs décèdent ou atteignent leur majorité. A défaut d'accord amiable entre les indivisaires sur les conditions de fonctionnement de l'indivision, ces conditions sont fixées par le président du tribunal de grande instance statuant en la forme des référés. »

MM. Waldeck Rochet et Pierre Villon ont présenté un amendement n° 2 tendant à rédiger ainsi cet article :

« Il est ajouté au code civil, après l'article 815, un article 815-1 ainsi conçu :

« L'indivision peut, nonobstant l'opposition d'un copropriétaire ou de ses ayants droit, être maintenue en ce qui concerne le bail d'habitation qui constituait le principal établissement du de cujus :

« 1° A la demande du conjoint survivant, s'il habitait lors du décès de son conjoint ;

« 2° A la demande du conjoint survivant ou de tout héritier si le défunt laisse des descendants mineurs.

« Ces dispositions sont applicables aux baux à usage professionnel lorsque le conjoint survivant coopérait à l'activité professionnelle du de cujus. »

La parole est à M. Cance, pour défendre cet amendement.

M. René Cance. J'ai déjà défendu cet amendement lors de mon intervention dans la discussion générale.

Nous estimons que l'article 1^{er} tend à favoriser la concentration dans l'agriculture, au détriment des exploitations familiales agricoles, puisqu'il a pour effet, notamment, d'étendre la possibilité du maintien dans l'indivision.

Notre amendement a donc un double objet : d'une part, il tend à maintenir dans sa rédaction actuelle l'article 815-5 du code civil qui, je le répète, ne prévoit le maintien de l'indivision que pour les exploitations familiales et, d'autre part, à compléter le code civil par un nouvel article, afin que la possibilité de l'indivision soit étendue aux baux d'habitation ou à usage professionnel.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission et du Gouvernement ?

M. Michel Hoguet, rapporteur. La commission repousse l'amendement.

M. Edmond Michelet, garde des sceaux, ministre de la justice. Le Gouvernement également.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 2.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

Mme la présidente. M. Hoguet, rapporteur, a présenté, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, un amendement n° 9 qui tend, dans la première phrase du texte modificatif proposé pour le troisième alinéa de l'article 815 du code civil, avant les mots : « des possibilités d'existence », à insérer les mots : « et notamment ».

La parole est à M. Hoguet.

M. le rapporteur. Cet amendement s'explique de lui-même. Il s'agit d'une modification purement rédactionnelle.

La commission demande d'ajouter au texte du Gouvernement le mot « notamment », car c'est l'un des éléments qui devront être pris en considération par le tribunal et par les héritiers.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement est d'accord.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 9.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. Collette a présenté, au nom de la commission de la production et des échanges, saisie pour avis, un amendement n° 41 tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'alinéa 3 de l'article 815 du code civil, après les

mots : « dans les conditions fixées par ce tribunal », à insérer les mots : « qui désignera l'administrateur de cette indivision ».

La parole est à M. Collette, rapporteur pour avis.

M. Henri Collette, rapporteur pour avis. Cet amendement tend à prévoir la désignation par le tribunal d'un administrateur de l'indivision.

En effet, on conçoit mal que, si le président du tribunal ordonne l'indivision, ne soit pas prévue la désignation d'un administrateur.

C'est pour répondre à la difficulté soulevée tout à l'heure par M. Villedieu que la commission a demandé la désignation d'un administrateur, qui administrera l'indivision et qui sera connu des tiers.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission pense qu'en effet il est préférable de porter cette indication dans le texte, étant entendu qu'il serait souhaitable que cet administrateur de l'indivision soit l'un des cohéritiers.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement s'en remet à la sagesse de l'Assemblée.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 41 présenté par M. Collette, rapporteur pour avis.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Je suis saisie de deux amendements et d'un sous-amendement pouvant être soumis à discussion commune.

Le premier amendement, n° 10, présenté par M. Hoguet, rapporteur, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, tend à rédiger comme suit la fin de la première phrase du texte modificatif proposé pour le troisième alinéa de l'article 815 du code civil :

« ... en ce qui concerne toute exploitation agricole constituant une unité économique dont la mise en valeur était assurée par le défunt ou par son conjoint. »

A l'amendement n° 10, M. Collette a présenté un sous-amendement n° 43 tendant, dans le texte proposé par cet amendement, après les mots : « constituant une unité économique », à ajouter le mot : « viable ».

Le second amendement, n° 47, présenté par M. Halbout, tend, à la fin de la première phrase du texte proposé pour le troisième alinéa de l'article 815 du code civil, à remplacer les mots : « toute entreprise agricole dont l'exploitation », par les mots : « toute exploitation agricole dont la mise en valeur ».

La parole est à M. Hoguet, rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 10.

M. le rapporteur. Il s'agit simplement de remplacer dans le texte du Gouvernement le terme « entreprise » par le terme « exploitation ».

Il s'agit également d'une modification d'ordre rédactionnel.

Mme la présidente. La parole est à M. Collette, pour soutenir son sous-amendement.

M. Henri Collette, rapporteur pour avis. Par ce sous-amendement, je demande qu'on veuille bien ajouter, après les mots : « constituant une unité économique », le mot : « viable ».

M. le garde des sceaux. Vous dites bien, monsieur Collette, « ajouter » et non pas « insérer » comme il est écrit dans le texte imprimé de votre amendement ?

M. Henri Collette, rapporteur pour avis. Je dis bien « ajouter ».

Je dois signaler que la commission de la production s'est refusée à ce que ce mot soit ajouté.

Or, avec le texte de la commission, nous voyons qu'il est précisé que l'article 815, comme les autres articles, s'appliquera en faveur de toute exploitation constituant une unité économique. Il paraît donc qu'un critère devra être déterminé. Et s'il doit l'être, je demande qu'on veuille bien y ajouter le terme « viable ».

Une discussion s'instaurera dans ce débat à propos d'un autre article qui demande que les types d'exploitations familiales agricoles devant bénéficier des dispositions de l'article 832 soient désignés par décret pris en conseil d'Etat après avis des chambres d'agriculture.

Dans ces conditions, si nous sommes appelés à fixer des maxima, il serait utile aussi que nous fixions des minima.

Mme la présidente. La parole est à M. Halbout, pour soutenir l'amendement n° 47.

M. Emile-Pierre Halbout. Si j'ai déposé cet amendement, c'est que j'estime la rédaction du projet gouvernemental préférable à celle des amendements qui viennent de nous être présentés, qu'ils soient amendés ou non par le mot « viable ». Pour moi, ces deux amendements me paraissent inviables. (Sourires.) Voici pourquoi.

Le présent projet étend les possibilités de maintenir dans l'indivision des terres d'une superficie plus grande qu'auparavant. Cela est profitable.

Mais un plafond doit être fixé. Il n'est pas possible de maintenir dans l'indivision plusieurs entreprises, plusieurs exploitations agricoles. Il faut qu'il s'agisse d'une seule entreprise agricole.

Toutefois, il ne faudrait pas que par le biais d'un texte qui donne la faculté de maintenir l'indivision pour des entreprises plus grandes, on restreigne les possibilités de maintenir l'indivision pour les fermes les plus modestes.

Il faut éviter le morcellement. Or, le morcellement paraît facilité par le nouveau texte qui écarterait les possibilités de maintenir l'indivision pour une ferme dont on aurait déclaré qu'elle n'est pas « une unité économique viable ». On arriverait bien vite à faire des parcelles de la grandeur d'un jardin.

Par conséquent, j'estime qu'on doit maintenir, dans l'esprit justement de la loi, la possibilité de faire durer l'indivision au profit de petits bordages, de petites métairies. Ceux-ci sont viables parce que, dans nos régions mi-agricoles, mi-industrielles, ils permettent souvent à la femme d'augmenter les ressources de la famille lorsque le mari travaille dans un autre genre d'activité.

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Dans le texte du Gouvernement figurait, en effet, l'expression : « en ce qui concerne toute entreprise agricole dont l'exploitation était assurée par le défunt ou par son conjoint ».

Il a paru nécessaire à la commission des lois de préciser d'avantage quelles étaient les exploitations qui pourraient bénéficier des dispositions de ce texte. En effet, il peut se faire que le défunt ait exploité une entreprise agricole, puis un certain nombre de terres détachées et peut-être même d'autres entreprises agricoles situées ailleurs, géographiquement.

Il a paru nécessaire de maintenir l'intégrité d'une exploitation agricole qui formait un ensemble. C'est ce que la commission des lois a entendu préciser en utilisant l'expression « unité économique ».

Mme la présidente. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement se demande ce que signifie exactement l'expression « unité économique viable ». Si cette unité n'est pas viable, ce n'est pas une unité économique, me semble-t-il. Par conséquent, j'ai le sentiment que le texte proposé risque de donner matière à un contentieux interminable.

Le Gouvernement serait donc plutôt opposé à l'amendement, encore qu'il ne fasse pas une opposition irréductible à ce texte.

Par contre, je retiens avec beaucoup d'intérêt les explications de M. Halbout, dans la mesure où, comme il l'a souligné lui-même, son amendement traduit excellentement l'économie de l'ensemble du projet que nous examinons. Le Gouvernement se rallie très volontiers à l'amendement de M. Halbout.

Mme la présidente. La parole est à M. Méhaignerie, pour répondre au Gouvernement.

M. Alexis Méhaignerie. Je suis opposé à ce que l'on ajoute le mot « viable » à l'expression « entité économique ».

M. Henri Collette, rapporteur pour avis. Je retire mon sous-amendement.

Mme la présidente. Le sous-amendement n° 43 est retiré.

M. Alexis Méhaignerie. Dans ces conditions, je n'insiste pas sur ce point.

Mais je ne suis pas non plus d'accord avec M. le rapporteur dans sa définition de l'exploitation. Elle tend, en effet, à favoriser les concentrations, qui ont été faites, parfois, au détriment des exploitations familiales.

Ce serait une erreur de définir l'exploitation ainsi que vous l'avez fait, monsieur le rapporteur. Cette définition serait contraire aux intérêts de l'exploitation familiale tout court.

Mme la présidente. Je vais mettre aux voix les amendements n° 10 de la commission et n° 47 de M. Halbout.

M. Emile-Pierre Halbout. Je demande la parole.

Mme la présidente. La parole est à M. Halbout.

M. Emile-Pierre Halbout. Je suis prêt à retirer mon amendement et à me rallier au texte déposé par le Gouvernement afin que le vote soit clair. Ainsi l'idée exprimée serait nette.

Je propose donc de ne pas introduire la notion d'unité économique à ce point du texte. D'ailleurs, les mots « unité économique » figurent quelques lignes plus haut.

Je me rallie donc au texte du Gouvernement et j'espère que l'Assemblée voudra bien l'adopter.

Mme la présidente. L'amendement n° 47 de M. Halbout est retiré.

Je ne suis donc plus saisie que de l'amendement n° 10. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Je tiens seulement à attirer au nom de la commission l'attention de l'Assemblée sur le fait que l'ensemble de l'économie du projet repose sur la notion d'unité économique. Il a paru souhaitable de l'insérer dès le début du texte, afin qu'il ne subsiste plus de contradiction entre les diverses parties des dispositions que nous examinons et de celles que nous allons discuter au moment de l'examen des amendements.

J'insiste au nom de la commission pour que l'expression : « unité économique » soit maintenue, comme le veut l'amendement qu'elle a déposé.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement est embarrassé. Il s'était rallié à l'amendement de M. Halbout, dans la mesure où ce texte lui semblait préférable à celui de la commission.

M. Emile-Pierre Halbout. Puisque le Gouvernement estime que mon amendement est plus clair que son propre texte, je le reprends.

M. le garde des sceaux. J'ai dit cet après-midi, au début de la discussion, que ce texte avait l'avantage d'être le fruit d'une collaboration confiante entre l'exécutif et le législatif. Je m'efforce de le prouver ce soir, minute après minute.

M. Marcel Semmarcelli, président de la commission. Je demande la parole.

Mme la présidente. La parole est à M. le président de la commission.

M. le président de la commission. Je tiens seulement à faire observer à l'Assemblée que le maintien de l'indivision postule précisément une « unité économique ».

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 10 présenté par M. le rapporteur, au nom de la commission.

(Après une épreuve à main levée déclarée douteuse par le bureau, l'amendement, mis aux voix par assis et levé, est adopté.)

Mme la présidente. L'amendement n° 47 repris par M. Halbout devient donc sans objet.

M. le rapporteur, au nom de la commission, a déposé un amendement n° 11 qui tend, dans la première phrase du texte modificatif proposé pour le quatrième alinéa de l'article 815 du code civil, à supprimer les mots : « ou le droit au bail ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Dans le texte du Gouvernement figurait, parmi les éléments susceptibles de bénéficier du maintien de l'indivision, le droit au bail. Nous en demandons la suppression.

Il ne s'agit pas là d'une position de principe ; il s'agit d'une position de circonstance. En effet, l'Assemblée est saisie, à la suite du Sénat, d'un projet de loi relatif aux conditions de l'attribution du bail à la suite du décès. Nous avons craint qu'en maintenant cette disposition dans le texte actuel une contradiction puisse se révéler dans les jours à venir entre le texte que nous aurions voté ici et celui qui serait voté ultérieurement sur la base de la rédaction adoptée par le Sénat.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement s'en remet à la sagesse de l'Assemblée.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 11 présenté par M. le rapporteur.

M. Maurice Nilès. Nous votons contre.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. Hoguet, rapporteur, et M. Dejean ont présenté un amendement n° 12 qui tend, dans la deuxième phrase du texte modificatif proposé pour le quatrième alinéa de l'article 815 du code civil, à supprimer les mots : « ou des objets mobiliers d'usage courant garnissant le local d'habitation ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Il a paru à la commission que si le défunt n'avait pas lui-même réglé l'attribution du mobilier personnel, c'est qu'il avait des raisons de ne pas le faire. S'agissant d'objets qui constituent habituellement des souvenirs de famille, il a paru préférable de laisser la succession *ab intestat* se dérouler comme l'a voulu le défunt plutôt que d'imposer une attribution qui ne correspondrait pas à ses volontés.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 12.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. Hoguet, rapporteur, et M. Dejean ont présenté un amendement n° 13 tendant à rédiger comme suit la fin de la première phrase du texte modificatif proposé pour le sixième alinéa de l'article 815 du code civil :

« du fait du décès, copropriétaire de l'exploitation agricole ou des locaux d'habitation ou à usage professionnel. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Il s'agit, là encore, madame la présidente, d'une modification d'ordre rédactionnel.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 13.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. Hoguet, rapporteur, a déposé, au nom de la commission, un amendement n° 14 qui tend à supprimer le texte proposé pour le huitième alinéa de l'article 815 du code civil.

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Il a paru à la commission qu'il n'était pas souhaitable de maintenir l'indivision avec un caractère obligatoire, étant donné précisément les difficultés de règlement de cette indivision. Tant qu'un texte organisant l'indivision elle-même n'aura pas été promulgué, il semble délicat de l'imposer, le tribunal n'ayant aucun cadre auquel se référer. C'est à ce danger que voulait parer l'amendement déposé par M. Colette au nom de la commission de la production.

En attendant que soit prévue cette organisation, l'administrateur sera nommé. Mais il n'est pas souhaitable que le caractère obligatoire de l'indivision s'ensuive.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

Mme la présidente. La parole est à M. Halbout, contre l'amendement.

M. Emile-Pierre Halbout. Il ne me paraît pas souhaitable que l'indivision soit évoquée devant le tribunal de grande instance, car cela risque d'amener un grand nombre d'affaires devant celui-ci. J'estime que la disposition dont M. le rapporteur demande la suppression a sa place dans le projet et qu'elle doit être maintenue. C'est pourquoi je suis hostile à l'amendement en discussion.

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Il n'est pas question d'imposer le recours au tribunal pour l'organisation de l'indivision, car l'accord amiable interviendra dans la plupart des cas. Ce n'est qu'en cas de discussion que le tribunal pourra être saisi et désigner un administrateur.

Je crois utile, cependant, de donner connaissance à l'Assemblée d'un avis formulé à ce sujet par le doyen Savatier, qui considère que le maintien forcé de l'indivision ne serait pas souhaitable.

Voici, en effet, comment il s'exprime :

« Il ne faut pas sans doute craindre de prolonger quelquefois une indivision pour des raisons sérieuses, mais l'indivision reste, en soi, un état fâcheux et il serait, je crois, absurde de décider de la proroger de droit en imposant cette solution à un tribunal qui la considérerait fâcheuse et cela contre le gré de la majorité des indivisaires. »

Je me rallie entièrement à l'avis formulé par M. Savatier.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 14 présenté par M. le rapporteur.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}, modifié par les amendements que l'Assemblée a adoptés.

M. Maurice Nilès. Nous votons contre.

(L'article 1^{er}, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 2.]

(Art. 832 du code civil.)

Mme la présidente. « Art. 2. — Les alinéas 3 et suivants de l'article 832 du code civil sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Le conjoint survivant ou tout héritier peut demander l'attribution préférentielle par voie de partage, à charge de soulte s'il y a lieu, de toute entreprise agricole, même formée, pour une part, de biens dont il était déjà propriétaire ou copropriétaire avant le décès, à l'exploitation de laquelle il a participé ou participe effectivement et qui n'était pas exploitée sous forme sociale ; dans le cas de l'héritier, la condition de participation peut avoir été remplie ou être remplie par son conjoint. Les mêmes règles sont applicables en ce qui concerne toute entreprise commerciale, industrielle ou artisanale, non exploitée sous forme sociale, dont l'importance ne lui fait pas perdre un caractère familial.

« Le conjoint survivant ou tout héritier peut également demander l'attribution préférentielle, soit de la propriété, soit du droit au bail du local qui lui sert effectivement d'habitation, ainsi que des objets mobiliers d'usage courant garnissant ce local, à condition qu'il l'ait habité lors du décès ; il en est de même en ce qui concerne le local à usage professionnel servant effectivement à l'exercice de sa profession et les objets mobiliers garnissant ce local.

« A défaut d'accord amiable sur la demande d'attribution préférentielle, celle-ci est portée devant le tribunal, qui statue compte tenu des intérêts en présence. L'attribution préférentielle peut être faite au profit de plusieurs successibles ayant présenté, à cet effet, une demande conjointe.

« Les biens faisant l'objet de l'attribution sont estimés à leur valeur au jour du partage.

« Sauf accord amiable entre les copartageants, la soule éventuellement due est payable comptant. »

MM. Waldeck Rochet et Pierre Villon ont présenté un amendement n° 4 tendant à rédiger comme suit cet article :

« Il est ajouté au code civil, après l'article 832, un article 832-1 ainsi conçu :

« Le conjoint survivant, ou tout héritier du droit au bail, d'un bien rural, d'un local d'habitation ou à usage professionnel, dont bénéficiait le *de cujus*, a la faculté de se faire attribuer ce droit au bail, à la condition qu'il habite les lieux lors de l'ouverture de la succession, qu'il participe à l'exploitation, s'il s'agit d'un bien rural et à l'activité professionnelle, s'il s'agit d'un bail à usage professionnel. »

La parole est à M. Cance pour soutenir l'amendement.

M. René Cance. Nous proposons de supprimer cet article. Je reprendrai — je m'excuse de le faire — les arguments que j'ai déjà développés.

L'article 2 du projet tend à modifier l'article 832 du code civil. Il prévoit l'attribution préférentielle pour toutes les exploitations agricoles ou pour toute entreprise commerciale, industrielle ou artisanale, non exploitée sous forme sociale. Incontestablement son application accélérerait la concentration, tant dans le domaine agricole que dans les domaines industriel et commercial. C'est la raison pour laquelle nous demandons la suppression de l'article.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission a repoussé l'amendement.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement s'oppose à l'amendement.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 4.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

Mme la présidente. M. Hoguet, rapporteur, a déposé au nom de la commission, un amendement n° 15, qui tend, à l'article 2, à rédiger comme suit la première phrase du texte modificatif proposé pour le troisième alinéa de l'article 832 du code civil.

« Le conjoint survivant ou tout héritier copropriétaire peut demander l'attribution préférentielle par voie de partage, à charge de soule s'il y a lieu, de toute exploitation agricole non exploitée sous forme sociale, constituant une unité économique, même formée, pour une part, de biens dont il était déjà propriétaire ou copropriétaire avant le décès, à la mise en valeur de laquelle il participe ou a participé effectivement au cours de la période ouverte cinq années avant le décès ; dans le cas de l'héritier, la condition de participation peut avoir été remplie ou être remplie par son conjoint. »

Sur cet amendement je suis saisi de deux sous-amendements.

Le premier sous-amendement, n° 44, présenté par M. Collette tend, dans l'amendement n° 15, après les mots : « constituant une unité économique », à insérer le mot : « viable ».

Le second sous-amendement, n° 35, présenté par M. Collette, au nom de la commission de la production et des échanges, saisi pour avis, tend à compléter le texte proposé par l'amendement n° 15, par la disposition ci-après :

« Cette faculté est ouverte, que l'exploitation soit fondée sur la propriété du fonds exploité ou sur le bénéfice d'un bail rural. Toutefois, dans ce dernier cas, seuls peuvent demander l'attribution préférentielle le conjoint et les héritiers remplissant les conditions prévues à l'alinéa 3 de l'article 831 du code rural. »

M. Henri Collette, rapporteur pour avis. Je retire le sous-amendement n° 44.

Mme la présidente. Le sous-amendement n° 44 est retiré.

La parole est à M. le rapporteur pour soutenir son amendement n° 15.

M. le rapporteur. Dans cette nouvelle rédaction, nous avons d'abord inséré le mot de copropriétaire au début de l'article, ce qui d'ailleurs ne modifie pas le sens général ; nous avons ensuite substitué le terme d'exploitation à celui d'entreprise ; nous avons repris l'expression « unité économique » que nous avons vue tout à l'heure au texte proposé pour l'article 815.

Enfin, la participation à l'exploitation au cours de la période ouverte cinq années avant le décès est seule prise en considération.

Mme la présidente. La parole est à M. Collette pour soutenir le sous-amendement n° 35.

M. Henri Collette, rapporteur pour avis. Ce sous-amendement a pour objet d'étendre l'attribution préférentielle au bénéfice d'un bail rural et aux éléments mobiliers composant une exploitation agricole.

La commission de la production et des échanges désire étendre le bénéfice de l'attribution préférentielle aux éléments mobiliers et notamment au droit au bail et au cheptel vif ou mort, alors que, jusqu'à maintenant, elle était réservée aux seuls éléments immobiliers.

C'est la raison pour laquelle la commission a voté cet amendement qui prend place dans le texte de celui de la commission des lois constitutionnelles.

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La commission serait favorable au sous-amendement déposé par M. Collette, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges ; mais elle préférerait que sa rédaction soit modifiée, afin que ne soit pas créées deux catégories de bénéficiaires.

A cet effet, la référence à l'article 831 du code rural pourrait être transformée dans les conditions suivantes.

Nous pensons que la faculté en cause pourrait être ouverte, que l'exploitation soit fondée sur la propriété du fonds exploité ou sur le bénéfice d'un bail rural, mais sans qu'il soit, dans ce dernier cas, porté atteinte au droit que le bailleur tient de l'article 831 du code rural.

En effet, le code rural ouvre un délai de six mois, durant lequel le propriétaire, après le décès, peut demander la résiliation du bail. Passé ce délai, il ne peut plus le faire.

Il semble souhaitable que les cohéritiers visés par le surplus des textes que nous sommes en train de discuter, puissent bénéficier, dans ce cas, du bail rural qui avait été passé au défunt, sans que les catégories d'héritiers soient limitées, comme elles le sont au début de l'article 831, auquel il est fait référence dans le sous-amendement n° 35 déposé par M. Collette.

Je propose donc que la rédaction en soit modifiée de la façon suivante :

« Cette faculté est ouverte, que l'exploitation soit fondée sur la propriété du fonds exploité ou sur le bénéfice d'un bail rural, sans qu'il soit, dans ce dernier cas, porté atteinte aux droits que le bailleur tient de l'article 831 du code rural. »

Mme la présidente. M. le rapporteur pour avis, acceptez-vous cette modification de votre sous-amendement ?

M. Henri Collette. Je me rallie entièrement à ce texte.

M. Michel Boscher. Je demande la parole.

Mme la présidente. La parole est à M. Boscher.

M. Michel Boscher. Je voudrais poser à M. le rapporteur une question qui concerne la notion de l'unité économique.

J'imagine le cas pratique d'une exploitation agricole formée pour une faible part de l'héritage et pour la part la plus importante de terres données à bail, mais provenant d'autres propriétaires. Est-ce que, dans ce cas, la notion d'unité économique ne fera pas obstacle au droit d'attribution préférentielle de la terre provenant de l'héritage, qui aurait un caractère de faible importance par rapport à la totalité de l'exploitation ?

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Il n'y a pas lieu d'avoir d'inquiétude à cet égard, en raison notamment de la référence qui est faite, dans le sous-amendement, à l'article 831 du code rural, celui-ci visant précisément le bail de l'exploitation dont le bénéfice reviendrait à l'héritier.

Mme la présidente. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement n° 15 présenté par M. Hoguet au nom de la commission.

Il accepte également dans son principe le sous-amendement n° 35 de M. Collette. Mais, je crois qu'il aurait mieux sa place à l'article 831 du code rural.

« Ce perfectionnement technique pourra, d'ailleurs, être effectué à l'occasion de la navette.

Mme la présidente. Je vais mettre aux voix le sous-amendement n° 35 dans la nouvelle rédaction suivante, proposé par M. le rapporteur et acceptée par son auteur :

« Cette faculté est ouverte, que l'exploitation soit fondée sur la propriété du fonds exploité, ou sur le bénéfice d'un bail rural, sans qu'il soit, dans ce dernier cas, porté atteinte aux droits que le bailleur tient de l'article 831 du code rural. »

Je mets aux voix ce sous-amendement ainsi rédigé et accepté par le Gouvernement.

(Le sous-amendement n° 35, ainsi rédigé, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 15 présenté par M. le rapporteur et complété par le sous-amendement n° 35.

(L'amendement, ainsi complété, mis aux voix, est adopté.)

M. Henri Collette, rapporteur pour avis. Je demande la parole.

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. Henri Collette, rapporteur pour avis. Pour la clarté du texte de l'article 2, il serait préférable de créer un alinéa 3 bis, constitué par la dernière phrase de l'alinéa 3.

M. le président de la commission. Madame la présidente, je me proposais de faire la même remarque.

Il conviendrait, en effet, que la dernière phrase de l'alinéa 3 de l'article 2 constitue un alinéa distinct. Cette phrase — je le rappelle — est ainsi rédigée :

« Les mêmes règles sont applicables en ce qui concerne toute entreprise commerciale, industrielle ou artisanale, non exploitée sous forme sociale, dont l'importance ne lui fait pas perdre un caractère familial. »

M. le garde des sceaux. Je suis d'accord avec M. le président de la commission.

Mme la présidente. La commission propose que la dernière phrase du troisième alinéa fasse l'objet d'un alinéa distinct.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

M. Hoguet, rapporteur, et M. Dejean ont présenté un amendement n° 16 tendant à rédiger comme suit le texte modificatif proposé pour le quatrième alinéa de l'article 832 du code civil :

« Le conjoint survivant ou tout héritier copropriétaire peut également demander l'attribution préférentielle de la propriété du local qui lui sert effectivement d'habitation, à condition qu'il l'ait habité lors du décès ; il en est de même en ce qui concerne le local à usage professionnel servant effectivement à l'exercice de sa profession et les objets mobiliers à usage professionnel garnissant ce local, lorsque le demandeur continue l'activité professionnelle du défunt. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Cet amendement a pour objet : d'une part, d'insérer le mot « copropriétaire » comme nous l'avons déjà vu précédemment ; d'autre part, de supprimer l'attribution préférentielle en ce qui concerne le droit au bail d'habitation — nous l'avons déjà voté — ainsi que le droit au bail du local à usage professionnel pour les mêmes motifs.

Cet amendement tend également à écarter de cette attribution préférentielle les meubles d'usage courant ; nous en avons parlé il y a un instant.

Enfin — et c'est le quatrième point de la modification résultant de l'amendement — la commission entend ainsi limiter l'attribution préférentielle du local professionnel au cas où le demandeur continue l'activité professionnelle du défunt.

Il semble, en effet, que si l'héritier ne continue pas cette exploitation professionnelle, il n'y a pas de raison pour lui attribuer par préférence le local dans lequel le défunt l'exerçait.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement estime qu'il serait préférable de maintenir son texte, tout au moins en ce qui concerne le droit au bail.

Je sais bien que la commission était d'avis de réserver la discussion des dispositions jusqu'à l'examen d'un projet de loi déjà adopté par le Sénat et tendant à modifier la législation sur les loyers. Mais le Sénat, lors du vote de ce projet, a lui-même écarté l'examen des dispositions concernant l'attribution préférentielle pour le motif que la question était réglée par le texte qui est examiné aujourd'hui.

Nous sommes donc en présence d'une double décision négative qui ne manquerait pas de créer un vide juridique. C'est pourquoi le Gouvernement s'en tient à son texte.

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La commission avait déposé cet amendement simplement pour éviter une contradiction.

Mais on arriverait à une impossibilité de régler la question. Il est donc préférable qu'elle soit réglée dans le cadre des textes en discussion.

Mme la présidente. L'amendement n° 16 est donc retiré ?

M. le rapporteur. Non, j'accepte simplement une modification de l'amendement qui serait ainsi rédigé :

« Le conjoint survivant ou tout héritier copropriétaire peut également demander l'attribution préférentielle soit de la propriété, soit du droit au bail du local qui lui sert effectivement d'habitation, à condition qu'il l'ait habité lors du décès ;... »

Le reste de l'amendement serait maintenu sans changement.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement ainsi modifié.

M. Emmanuel Villedieu. Je demande la parole.

Mme la présidente. La parole est à M. Villedieu.

M. Emmanuel Villedieu. Je désire intervenir sur la seconde partie de l'amendement, celle que M. le rapporteur vient d'abandonner avec beaucoup de libéralité à la demande de M. le ministre.

Je ne pense pas qu'il faille l'abandonner aussi facilement. En effet, il y a là une question de principe extrêmement importante, sur laquelle l'Assemblée nationale doit se prononcer.

Il est certain que la transmission du bail par voie d'attribution préférentielle est souhaitable en ce qui concerne les locaux professionnels. Mais elle ne peut pas l'être, on ne peut pas concevoir qu'elle le soit, en dehors du cas où le conjoint survivant ou l'un des héritiers ne continue pas la profession exercée.

Or, c'est très exactement cette disposition que nous avons écrite dans le texte et que vous venez d'abandonner.

M. le rapporteur. Pas du tout, nous la maintenons.

M. Emmanuel Villedieu. Je n'insiste donc pas.

Mme la présidente. L'amendement n° 16, après la modification acceptée par son auteur, se trouve ainsi rédigé :

« Le conjoint survivant ou tout héritier copropriétaire peut également demander l'attribution préférentielle soit de la propriété, soit du droit au bail du local qui lui sert effectivement d'habitation à condition qu'il l'ait habité lors du décès ; il en est de même en ce qui concerne le local à usage professionnel servant effectivement à l'exercice de sa profession et les objets mobiliers à usage professionnel garnissant ce local, lorsque le demandeur continue l'activité professionnelle du défunt. »

Je mets aux voix l'amendement ainsi modifié.

(L'amendement n° 16, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. Hoguet, rapporteur, a déposé un amendement n° 17 tendant à remplacer le texte modificatif proposé pour le 5^e alinéa de l'article 832 du code civil par les deux alinéas suivants :

« L'attribution préférentielle peut être demandée conjointement par plusieurs successibles.

« A défaut d'accord amiable, la demande d'attribution préférentielle est portée devant le tribunal qui se prononce en fonction

des intérêts en présence ; en cas de pluralité de demandes concernant une exploitation ou une entreprise, le tribunal tient compte de l'aptitude des différents postulants à gérer cette exploitation ou cette entreprise et à s'y maintenir. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Le premier alinéa de notre amendement tend à une modification de forme, mais le principe reste le même que dans le projet du Gouvernement.

Nous demandons par celui-ci l'attribution conjointe, l'attribution préférentielle unique ou conjointe étant laissée, à défaut d'accord amiable, à l'appréciation du tribunal. Les critères du choix de l'attributaire, en cas de demandes concurrentes, sont également précisés par ce texte.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 17, présenté par M. le rapporteur et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 2, modifié par les amendements adoptés.

M. Maurice Nilès. Nous votons contre.

(L'article 2 ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 3.]

(Après l'article 832 du code civil.)

Mme la présidente. « Art. 3. — Il est ajouté au code civil, après l'article 832, un article 832-I ainsi conçu :

« Par dérogation aux alinéas 5 et 7 de l'article 832, et à moins que le maintien de l'indivision ne soit demandé en application de l'article 815, l'attribution préférentielle est de droit en ce qui concerne toute exploitation agricole dont la valeur vénale, compte tenu de l'ensemble des éléments mobiliers et immobiliers qui la composent, n'est pas supérieure à la somme fixée par le décret prévu au dernier alinéa de l'article 815, à la condition que le ou les demandeurs s'engagent à mettre personnellement en valeur cette exploitation pendant au moins quinze ans. En cas de pluralité de demandes n'ayant pas pour objet une attribution conjointe, le tribunal se prononce en fonction des intérêts en présence et, notamment, de l'aptitude des différents postulants à gérer l'exploitation et à s'y maintenir.

« Dans l'hypothèse prévue à l'alinéa précédent, même si l'attribution préférentielle a été accordée judiciairement, l'attributaire n'est tenu au paiement d'une soulte, sauf volonté contraire ou de *cujus* exprimée dans un testament, que dans la mesure où, compte tenu des libéralités ayant pu être consenties par le défunt, il serait porté atteinte à la réserve des autres héritiers ou aux droits successoraux *ab intestat* du conjoint survivant non exhérité ; si des héritiers non réservataires sont appelés à la succession, ils ne peuvent être privés, du fait de l'attribution préférentielle, de plus de la moitié de la valeur de leur part héréditaire.

« Dans la même hypothèse, l'attributaire peut, en outre, exiger de ses copartageants, pour le paiement de tout ou partie de la soulte éventuellement due, des délais ne pouvant excéder dix ans. Sauf convention contraire, le paiement différé a lieu par annuités égales, et les sommes restant dues portent intérêt au taux légal en matière civile, diminué de 1 p. 100.

« Si l'attribution préférentielle est accordée pour une exploitation agricole dont la valeur vénale, compte tenu de l'ensemble des éléments mobiliers et immobiliers qui la composent, est supérieure à la somme fixée par le décret prévu au dernier alinéa de l'article 815, l'attributaire peut, s'il s'engage à mettre personnellement cette exploitation en valeur pendant au moins quinze ans, exiger de ses copartageants, pour une fraction de la soulte égale au plus à la moitié, des délais ne pouvant excéder cinq ans. Sauf convention contraire, le paiement, différé à lieu par annuités égales, et les sommes restant dues portent intérêt au taux légal en matière civile, diminué de 1 p. 100.

« En cas de vente de la totalité du bien attribué, la fraction de soulte restant due devient immédiatement exigible ; en cas de

ventes partielles, le produit de ces ventes est versé aux copartageants et imputé sur la fraction de soulte encore due ; les dispositions du présent alinéa sont également applicables en cas de cessation totale ou partielle, par l'attributaire ou ses héritiers, avant l'expiration du délai de quinze ans, de la mise en valeur personnelle de l'exploitation, à moins que cette cessation ne soit due à des circonstances indépendantes de la volonté.

« Si, par suite des circonstances économiques, la valeur du bien augmente ou diminue de plus du quart depuis son attribution, les sommes restant dues à titre de soulte augmentent ou diminuent dans la même proportion. »

MM. Waldeck Rochet et Pierre Villon ont déposé un amendement n° 5 tendant à supprimer cet article.

La parole est à M. Cance, pour soutenir l'amendement.

M. René Cance. J'ai défendu cet amendement lors de mon intervention dans la discussion générale. Je n'insiste pas, mais nous le maintenons.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 5.

(L'amendement n° 5, mis aux voix, n'est pas adopté.)

Mme la présidente. M. Hoguet, rapporteur, a déposé, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, un amendement n° 18 qui tend à rédiger comme suit la première phrase du texte proposé pour le premier alinéa de l'article 832-1 du code civil :

« Par dérogation aux alinéas 5 bis et 7 de l'article 832, et à moins que le maintien de l'indivision ne soit demandé en application de l'article 815, l'attribution préférentielle est de droit en ce qui concerne toute exploitation agricole qui, compte tenu de l'ensemble des éléments mobiliers et immobiliers qui la composent, ne dépasse pas par son importance les normes de superficie et de valeur vénale fixées par décret en Conseil d'Etat ».

A cet amendement, M. Collette a présenté, au nom de la commission de la production et des échanges, saisie pour avis, un sous-amendement n° 36 qui tend, après les mots : « éléments mobiliers et immobiliers qui la composent », à modifier ainsi la fin du texte proposé par cet amendement : « ... correspond aux normes de superficie et de valeur vénale fixées dans chaque département et pour chaque région naturelle après avis des chambres d'agriculture dans les conditions qui seront définies par décret en Conseil d'Etat ».

La parole est à M. Hoguet, pour défendre son amendement.

M. le rapporteur. Le texte du projet de loi fait seulement référence aux exploitations agricoles « dont la valeur vénale, compte tenu des éléments mobiliers et immobiliers qui la composent, n'est pas supérieure à la somme fixée par le décret prévu au dernier alinéa de l'article 815 » qui a été supprimé par un vote tout à l'heure. Il s'agit là d'un amendement important puisqu'il tend à déterminer les exploitations dont l'attribution préférentielle sera de droit. Le sous-amendement de M. Collette tend à préciser davantage les critères qui permettront de déterminer les exploitations qui doivent en profiter.

Mme la présidente. La parole est à M. Collette, pour défendre son sous-amendement.

M. Henri Collette, rapporteur pour avis. Il paraît juste de tenir compte de la valeur des biens agricoles et de leur superficie pour l'application de l'article 832-1 mais, la signification de ces deux critères variant selon les conditions départementales et régionales, la commission a tenu à ce que ces précisions soient définies après avis des chambres d'agriculture.

Mme la présidente. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement tient à souligner l'importance, à la fois, de l'amendement et du sous-amendement.

Il a expliqué, au début de cette discussion, qu'il se ralliait, sur ce point, au texte des deux commissions.

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La commission est d'accord, également, sur le sous-amendement présenté par M. Collette.

Il apparaît, en effet, très utile que les deux critères soient fixés non pas seulement par départements mais, en outre, par régions naturelles.

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement n° 36 présenté par la commission de la production et accepté par le Gouvernement.

(Le sous-amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Je mets maintenant aux voix l'amendement n° 18 présenté par M. le rapporteur; accepté par le Gouvernement et modifié par le sous-amendement 36.

(L'amendement ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. Hoguet, rapporteur, au nom de la commission, a présenté un amendement n° 19 tendant à rédiger comme suit la deuxième phrase du texte proposé pour le premier alinéa de l'article 832-1 du code civil :

« En cas de pluralité de demandes, le tribunal désigne l'attributaire ou les attributaires conjoints en fonction des intérêts en présence et de l'aptitude des différents postulants à gérer l'exploitation et à s'y maintenir. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Il s'agit là simplement d'une question de choix en cas de demandes concurrentes et la commission souhaite que le tribunal exerce ce droit en fonction des intérêts en présence et de l'aptitude des différents postulants à gérer l'exploitation.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement est d'accord.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 19 présenté par M. le rapporteur, et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. Hoguet, rapporteur, au nom de la commission, a présenté un amendement n° 20 tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 832-1 du code civil.

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Par cet amendement, la commission demande la suppression du deuxième alinéa qui prévoit l'attribution de la quotité disponible à celui qui aurait bénéficié de l'attribution préférentielle.

Je crois qu'il est inutile que la commission s'explique davantage, étant donné ce qui a été dit et ce qui est écrit dans le rapport.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement est d'accord.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 20 présenté par M. le rapporteur et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. Hoguet, rapporteur, au nom de la commission, a présenté un amendement n° 21 tendant à rédiger comme suit le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 832-1 du code civil :

« Dans l'hypothèse prévue à l'alinéa précédent, même si l'attribution préférentielle a été accordée judiciairement, l'attributaire peut exiger de ses copartageants, pour le paiement d'une fraction de la soulte, égale au plus à la moitié, des délais ne pouvant excéder cinq ans. Sauf convention contraire, les sommes restant dues portent intérêt au taux légal en matière civile. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Cet amendement a pour but de déterminer le délai de paiement de la soulte et le taux d'intérêt, délai et taux d'intérêt conformes à ceux qui existent dans les textes actuels, c'est-à-dire cinq ans pour la moitié de la soulte.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement est d'accord.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 21 présenté par la commission et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. Hoguet, rapporteur, au nom de la commission, a déposé un amendement n° 22 tendant à supprimer le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 832-1 du code civil.

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Cet amendement a pour but de supprimer le quatrième alinéa qui prévoyait des délais différents pour le paiement de la soulte quand la valeur vénale de l'exploitation dépassait le plafond.

Cette disposition ne présente plus d'intérêt étant donné les votes qui sont intervenus.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 22 présenté par la commission et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. Hoguet, rapporteur, au nom de la commission, a présenté un amendement n° 23 tendant à rédiger comme suit le cinquième alinéa du texte proposé pour l'article 832-1 du code civil :

« En cas de vente de la totalité du bien attribué, la fraction de soulte restant due devient immédiatement exigible; en cas de ventes partielles, le produit de ces ventes est versé aux copartageants et imputé sur la fraction de soulte encore due. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Cet amendement a simplement pour but de supprimer la dernière partie de l'alinéa 5 du projet qui avait trait à l'engagement que devrait prendre le cohéritier d'exploiter pendant quinze ans.

Nous avons également expliqué qu'il ne pouvait y avoir que des sanctions fiscales. Il n'y a pas lieu d'insérer cet engagement et cette condition dans le texte lui-même puisqu'il ne pouvait y avoir de sanction logique hormis la remise en cause du partage, ce qui ne serait pas concevable.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 23 présenté par la commission et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. Collette, au nom de la commission de la production et des échanges, saisie pour avis, et M. Japiot ont présenté un amendement n° 37 tendant à supprimer le 6° alinéa du texte proposé pour l'article 832-1 du code civil.

La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. Henri Collette, rapporteur pour avis. La commission de la production et des échanges n'a pas cru devoir retenir l'alinéa 6 du texte proposé par la commission des lois.

Ce texte dit : « Si, par suite des circonstances économiques, la valeur du bien augmente ou diminue de plus du quart depuis son attribution, les sommes restant dues à titre de soulte augmentent ou diminuent dans la même proportion ».

Les membres de la commission de la production et des échanges ont cru voir dans ce texte une source de procès, de difficultés qui pourraient se produire lors du règlement partiel des soultes.

Je vous demande donc, au nom de la commission de la production et des échanges, de bien vouloir annuler cet alinéa 6.

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La commission demande le maintien de cette disposition.

En effet, elle estime que si celle-ci disparaissait, les conventions amiables entre cohéritiers pourraient en être gravement compromises puisqu'un délai de cinq ans est imposé aux cohéritiers pour percevoir les soultes. Il est à penser que ceux-ci l'accorderont d'autant plus facilement qu'ils sauront ce rajustement possible dans le cas où les circonstances économiques varieraient de plus du quart, c'est-à-dire dans le cas seulement où un bouleversement économique interviendrait.

Je pense, par suite, qu'il y a intérêt à maintenir cette disposition qui constitue une contrepartie équitable pour le cohéritier à qui l'on impose ce délai pour être mis en possession de la soule qui doit lui revenir.

Mme la présidente. La parole est à M. Bertrand Denis.

M. Bertrand Denis. Ce matin, à la commission de la production et des échanges, nous avons cherché longuement une solution nous permettant de conserver l'idée en évitant les difficultés qui y sont inhérentes.

Dans certains cas particuliers, la découverte, par exemple, d'un gisement dans la région, la création d'une ville d'eau à proximité ou toutes autres circonstances économiques pourraient provoquer une modification importante de la valeur des biens et des difficultés entre les héritiers.

Après cette discussion qui fut assez longue, sur laquelle nous nous sommes appesantis, nous sommes arrivés à cette conclusion que, dans toute circonstance, il y aurait des procès.

Estimant qu'il valait mieux renoncer à cette possibilité d'indexation, nous nous sommes prononcés pour la suppression de cet alinéa, car l'adopter, c'était aller vers des difficultés certaines entre héritiers et, cela, il fallait avant tout l'éviter.

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Nous avons pris le soin, madame la présidente, de préciser dans l'exposé des motifs, et je l'ai rappelé cet après-midi au cours de mon exposé oral, qu'il était bien entendu que l'expression « circonstances économiques » ne recouvrirait que les circonstances économiques générales telles que celles qui servent de bases aux dispositions de la loi sur les locaux commerciaux et qui précisent que le loyer pourra être révisé lorsque les circonstances économiques auront entraîné une variation de plus de 15 p. 100 des prix.

Ici, le cadre est le même et c'est en excluant tout cas particulier qu'il faut envisager la portée du texte qui, d'ailleurs, ne fait que reprendre celui du Gouvernement.

Si un amendement a été déposé, c'est seulement pour remplacer les termes « la valeur du bien augmente ou diminue » par les termes « la valeur du bien a augmenté ou a diminué ». Il s'agit d'une simple modification rédactionnelle, mais le fond reste le même et je crois qu'il est important de maintenir cet alinéa.

Mme la présidente. Mais nous en sommes toujours à l'amendement n° 37 qui est un amendement de suppression.

La parole est à M. Villedieu.

M. Emmanuel Villedieu. Il s'agit bien du problème de l'indexation...

M. le garde des sceaux. En effet !

M. Emmanuel Villedieu. ...et il nous est proposé de supprimer cette indexation.

Je demande pour ma part qu'on la maintienne.

A cet effet, je tiens à mettre en avant l'argument suivant : on accorde déjà à l'attributaire un certain nombre d'avantages, des délais pour le paiement des soultes et des indemnités. Il n'y a pas lieu de ruiner sous ce prétexte le principe fondamental, très bien mis en valeur par notre rapporteur, de l'égalité de valeur dans le partage.

Or l'égalité de valeur dans le partage serait compromise, voire annulée, si, finalement, au moment du paiement de la soule, celle-ci ne représentait plus la valeur qu'elle avait lors de sa détermination.

Il peut arriver — nous en avons des exemples assez récents — que l'argent ait perdu de sa valeur par suite d'une dévaluation de la monnaie, par exemple. Il peut même arriver que des conditions économiques diverses, étrangères à l'évolution de la monnaie, aient modifié la valeur du bien.

Dans ces conditions, puisqu'on a donné un délai à l'héritier, celui-ci doit supporter, en contrepartie, la charge de verser à celui auquel il doit la soule la valeur de la plus-value que le bien a pu acquérir entre ses mains.

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. Henri Collette, rapporteur pour avis. Je tiens à préciser que la commission de la production et des échanges n'a pas pris cette décision à l'unanimité.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement observe avec intérêt que c'est la commission de la production et des échanges qui, par la voix de son rapporteur, M. Collette, et par celle de M. Denis, s'oppose au principe de la réévaluation des sommes dues par l'attributaire.

Dans l'état actuel des choses, le Gouvernement ne peut, certes, que se féliciter de cette prise de position. Mais il est un peu embarrassé, se trouvant en présence de son propre texte (*Souires*) et compte tenu des explications que viennent de fournir à la fois M. Hoguet et M. Villedieu.

Effectivement, le principe de l'égalité en valeur dans les partages doit être maintenu. C'est pourquoi le Gouvernement se rallie à la thèse exprimée par la commission des lois constitutionnelles par la voix de M. le rapporteur et, par conséquent, repousse l'amendement de la commission de la production et des échanges.

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Je pense que, pour apaiser les craintes de nos collègues, il est bon de préciser qu'il s'agit seulement du rajustement, dans le cadre de l'article 832, alinéa 3, des soultes qui doivent être payées au maximum dans un délai de cinq ans.

Cette disposition ne jouera donc que sur un laps de temps assez réduit et le risque qui a été mis en relief par la commission de la production, et notamment par M. Bertrand Denis, me paraît minime.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 37, présenté par M. Collette, rapporteur pour avis, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

Mme la présidente. M. Hoguet, rapporteur au nom de la commission, a déposé un amendement n° 24 qui tend, dans le sixième alinéa du texte proposé pour l'article 832-1 du code civil, à remplacer les mots : « augmente ou diminue », par les mots : « a augmenté ou a diminué ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Il s'agit, madame la présidente, d'une simple modification de rédaction.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement est d'accord.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 24 présenté par M. le rapporteur et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix l'article 3, compte tenu des modifications apportées au texte initial par les amendements adoptés.

(L'article 3, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Après l'article 3.]

Mme la présidente. M. Hoguet, rapporteur au nom de la commission a présenté un amendement n° 25 tendant à insérer un nouvel article, ainsi conçu :

« Il est ajouté au code civil, après l'article 832-1, un article 832-2 ainsi conçu :

« Si une exploitation agricole constituant une unité économique et non exploitée sous forme sociale n'est pas maintenue dans l'indivision en application de l'article 815 et n'a pas fait l'objet d'une attribution préférentielle dans les conditions prévues à l'article 832 ou à l'article 832-1, le conjoint survivant ou tout héritier copropriétaire qui désire poursuivre l'exploitation à laquelle il participe ou a participé effectivement au cours de la période ouverte cinq années avant le décès, peut exiger que le partage soit conclu sous la condition que ses copartageants lui consentent un bail sur les terres de l'exploitation qui leur échoient. L'unité économique peut être formée, pour une part, de biens dont le conjoint survivant ou l'héritier était déjà propriétaire ou copropriétaire avant le décès. Dans le cas de l'héritier, la condition de participation peut avoir été remplie ou être remplie par son conjoint.

« Celui qui demande à bénéficier des dispositions de l'alinéa précédent reçoit, par priorité, les bâtiments d'exploitation et d'habitation ; les terres mises dans les lots de ses copartageants sont évaluées compte tenu du droit au bail dont elles sont grevées.

« Les articles 807 et 808 du code rural déterminent les règles applicables au bail visé au premier alinéa du présent article.

« En cas de pluralité de demandes, le tribunal de grande instance désigne le bénéficiaire, en fonction des intérêts en présence et de l'aptitude des différents postulants à gérer l'exploitation et à s'y maintenir ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Cet amendement tend à ajouter un article complémentaire à l'article 852 du code civil afin de prévoir l'attribution préférentielle en jouissance dont j'ai largement exposé le principe tant dans mon rapport écrit qu'au cours d'une de mes interventions.

Je n'insisterai donc pas.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement s'est rallié à cet amendement au cours de son exposé introductif.

Mme la présidente. M. Collette a présenté au nom de la commission de la production et des échanges, saisie pour avis, un sous-amendement n° 38 à l'amendement n° 25, et tendant, après l'article 3, après les mots : « au cours de la période ouverte cinq années avant le décès, peut exiger... », à insérer les mots : « nonobstant toute demande de licitation ».

La parole est à M. Collette, rapporteur pour avis.

M. Henri Collette, rapporteur pour avis. Bien que cette précision ne paraisse pas indispensable selon les observations générales du rapport de la commission de la législation, votre commission de la production a estimé nécessaire de prévoir qu'une demande de licitation ne pouvait en aucun cas faire échec à l'application de l'article 332-2 nouveau proposé.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission est parfaitement d'accord.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement est d'accord également.

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement n° 38 présenté par M. Collette, rapporteur pour avis.

(Le sous-amendement, mis aux voix est adopté.)

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 25 présenté par M. le rapporteur et modifié par le sous-amendement adopté.

(L'amendement, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Cet amendement devient donc l'article 3 bis.

[Article 4.]

(Art. 866 du code civil.)

Mme la présidente. « Art. 4. — L'article 866 du code civil est remplacé par les dispositions suivantes :

« Lorsque le don ou le legs d'un immeuble ou d'une exploitation agricole, commerciale, industrielle ou artisanale, fait sans obligation de rapport en nature, à un successible ou à plusieurs successibles conjointement, excède la portion disponible, ceux-ci peuvent, quel que soit cet excédent, retenir en totalité l'objet de la libéralité, sauf à récompenser les cohéritiers en argent ou autrement.

« Il en est de même si la libéralité porte sur des objets mobiliers ayant été à l'usage commun du défunt et du bénéficiaire.

« L'indemnité due aux cohéritiers est assimilée à une soulte pour l'application de l'article 2103-3° du présent code.

« Sauf accord amiable entre les cohéritiers, cette indemnité est payable au moment du partage. Le tribunal peut toutefois, compte tenu des intérêts en présence, accorder des délais au

bénéficiaire de la libéralité, pour le paiement d'une fraction de l'indemnité égale au plus à la moitié, sans que chaque héritier réservataire puisse être privé, de ce fait, du paiement comptant de plus du tiers de sa part de réserve; les délais ainsi accordés ne peuvent être supérieurs à cinq années à compter de l'ouverture de la succession; le tribunal peut les subordonner à l'octroi de garanties; il fixe les modalités du paiement.

« A défaut de convention contraire, les sommes dues sont productives d'intérêts au taux légal en matière civile, à compter de l'ouverture de la succession.

« En cas de vente de la totalité du bien donné ou légué, les sommes restant dues deviennent immédiatement exigibles; en cas de ventes partielles, le produit de ces ventes est versé aux cohéritiers et imputé sur les sommes encore dues.

« Si par suite des circonstances économiques, la valeur du bien augmente ou diminue de plus du quart depuis l'ouverture de la succession, les sommes restant dues augmentent ou diminuent dans la même proportion.

« Dans l'hypothèse où la libéralité a pour objet une exploitation agricole, et par dérogation aux alinéas 4 et 5 du présent article, le bénéficiaire de cette libéralité peut, s'il s'engage à mettre personnellement en valeur cette exploitation pendant au moins quinze ans, exiger de ses cohéritiers, pour le paiement de tout ou partie de l'indemnité, des délais ne pouvant excéder dix ans. Toutefois, si la valeur vénale de l'exploitation, compte tenu de l'ensemble des éléments mobiliers et immobiliers qui la composent, est supérieure à la somme fixée par le décret prévu au dernier alinéa de l'article 815, les délais ne peuvent concerner qu'une fraction de l'indemnité égale au plus à la moitié, ni excéder cinq ans.

« Dans la même hypothèse, sauf convention contraire, le taux de l'intérêt est diminué de 1 p. 100.

« Les dispositions de l'alinéa 6 du présent article sont applicables en cas de cessation totale ou partielle, par le bénéficiaire de la libéralité ou ses héritiers, avant l'expiration du délai de quinze ans, de la mise en valeur personnelle de l'exploitation, à moins que cette cessation ne soit due à des circonstances indépendantes de la volonté. »

MM. Waldeck Rochet et Pierre Villon ont présenté un amendement n° 6 tendant à supprimer cet article.

La parole est à M. Cance.

M. René Cance. Nous maintenons notre amendement.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission repousse l'amendement.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement repousse aussi l'amendement.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 6 présenté par MM. Waldeck Rochet et Pierre Villon, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

Mme la présidente. M. Hoguet, rapporteur, au nom de la commission, a déposé un amendement n° 26 tendant à rédiger comme suit le premier alinéa du texte modificatif proposé pour l'article 866 du code civil :

« Lorsque le don ou le legs d'un immeuble, d'immeubles formant un ensemble indivisible, d'une exploitation agricole ou d'une entreprise commerciale, industrielle ou artisanale... » (Le reste sans changement.)

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Cet amendement a pour objet de reprendre une proposition faite précédemment par M. Collette et rapportée par M. Crouan, destinée à éviter toute difficulté lorsqu'il s'agit d'un immeuble ou d'immeubles formant l'ensemble indivisible d'une exploitation agricole.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement est d'accord.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 26 présenté par M. le rapporteur et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. Hoguet, rapporteur, au nom de la commission, a présenté un amendement n° 27 tendant à supprimer le troisième alinéa du texte modificatif proposé pour l'article 866 du code civil.

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Cet amendement a pour objet de supprimer le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 866, afin de le reporter plus loin.

Nous le reverrons tout à l'heure.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 27 présenté par la commission et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. Hoguet, rapporteur au nom de la commission, a déposé un amendement n° 29 tendant à remplacer le quatrième alinéa du texte modificatif proposé pour l'article 866 du code civil par les deux alinéas suivants :

« Sauf accord amiable entre les cohéritiers, l'indemnité due par le bénéficiaire de la libéralité est payable au moment du partage.

« Toutefois, lorsque la libéralité a pour objet une exploitation agricole, des délais peuvent être accordés par le tribunal, compte tenu des intérêts en présence, s'ils ne l'ont pas été par le disposant. L'octroi de ces délais ne peut, en aucun cas, avoir pour effet de différer le paiement de l'indemnité au-delà de dix années à compter de l'ouverture de la succession. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Il est apparu nécessaire de maintenir ce délai de dix années pour les exploitations agricoles, afin de ne pas être en retrait sur les dispositions existant dans l'article 866 actuel.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement se rallie au texte de la commission.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 29 présenté par la commission et accepté par le Gouvernement.

M. René Cance. Nous votons contre.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. Hoguet, rapporteur, au nom de la commission, a déposé un amendement n° 30 tendant à rédiger comme suit le cinquième alinéa du texte modificatif proposé pour l'article 866 du code civil :

« A défaut de convention ou de stipulation contraire, les sommes dues sont productives d'intérêts au taux légal en matière civile. Les avantages résultant des délais et modalités de paiement accordés ne constituent pas une libéralité. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Il s'agit d'apporter simplement une modification en ce qui concerne le taux d'intérêt. Nous stipulons, dans cet amendement, qu'à défaut de convention ou de stipulation contraire, les sommes dues sont productives d'intérêts au taux légal en matière civile.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement est d'accord.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 30 présenté par la commission et accepté par le Gouvernement

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. Hoguet, rapporteur, au nom de la commission, a présenté un amendement n° 28 tendant, après le cinquième alinéa du texte modificatif proposé pour l'article 866 du code civil, à insérer le nouvel alinéa suivant :

« Pour l'application de l'article 2103 — 3° du présent code — l'indemnité due aux cohéritiers est assimilée à une soulte et l'immeuble, objet de la libéralité, à un immeuble de la succession, même en cas de donation entre vifs. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Cet amendement a pour objet de rétablir le troisième alinéa que nous avons tout à l'heure supprimé car il se trouve mieux à sa place à cet endroit du texte.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement est d'accord.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 28 présenté par la commission et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. Collette, au nom de la commission de la production et des échanges, saisie pour avis, et M. Japiot, ont déposé un amendement n° 39 tendant à supprimer l'alinéa 7 du texte proposé pour l'article 866 du code civil.

La parole est à M. Collette, rapporteur pour avis.

M. Henri Collette, rapporteur pour avis. Cet amendement rejoint l'objet de celui que j'ai défendu tout à l'heure, mais il s'applique, cette fois, à l'article 866 du code civil.

La commission de la production et des échanges n'a pas cru devoir retenir le principe de l'indexation. Elle a toujours redouté que cet article ne soit à l'origine de procès et de difficultés.

Je tiens à préciser toutefois à M. Hoguet, qui a tout à l'heure fait allusion à un délai de cinq années, qu'ici, ce délai peut être porté à dix années.

Le testateur ou le tribunal a la faculté d'accorder un délai pouvant atteindre dix ans.

C'est la raison pour laquelle la commission de la production et des échanges a cru devoir rejeter l'alinéa 7 du texte proposé pour l'article 866 du code civil, supposant qu'il pourrait y avoir des difficultés entre cohéritiers au moment du paiement des soultes.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement a déjà formulé son avis en ce qui concerne l'indexation, en exprimant sa satisfaction de voir la commission de la production et des échanges adopter un point de vue de principe qui est le sien.

Mais, pour les raisons qu'il a déjà exposées tout à l'heure, le Gouvernement se rallie à la position de la commission des lois constitutionnelles et repousse l'amendement.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission le repousse, pour les raisons déjà exposées.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 39 de MM. Colette et Japiot, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

Mme la présidente. M. Hoguet, rapporteur, au nom de la commission, a déposé un amendement n° 31 qui tend, dans le septième alinéa du texte modificatif proposé pour l'article 866 du code civil, à remplacer les mots : « augmente ou diminue de plus du quart depuis l'ouverture de la succession », par les mots : « a augmenté ou a diminué de plus du quart depuis le partage ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Il s'agit d'une simple modification rédactionnelle.

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 31, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. Hoguet, rapporteur, au nom de la commission, a déposé un amendement n° 32, qui tend à supprimer les 8°, 9° et 10° alinéas du texte modificatif proposé pour l'article 866 du code civil.

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Etant donné l'adoption des amendements n° 29 et 30, les alinéas dont notre amendement demande la suppression n'ont plus de raison d'être.

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 32, proposé par la commission, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 4, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 4, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 5.]

(Art. 807 et 808 du code rural.)

Mme la présidente. « Art. 5. — La section III du chapitre premier du livre VI du code rural est intitulée « Exploitations agricoles donnant lieu à partage » et est rédigée comme suit :

« Art. 807. — Lorsque des opérations de partage entraînent la division entre les cohéritiers d'un fonds rural non affermé constituant une exploitation agricole unique, celui des cohéritiers qui reçoit dans son lot les bâtiments d'exploitation et d'habitation peut, par priorité, demander à ses cohéritiers que les terres comprises dans leurs lots lui soient données à bail.

« Art. 808. — A défaut d'accord amiable, le tribunal paritaire statue sur la demande et fixe, le cas échéant, le prix du bail. »

M. Hoguet, rapporteur, au nom de la commission, a déposé un amendement n° 33, qui tend à rédiger comme suit l'article 5 :

« Il est inséré, dans le titre premier du livre sixième du code rural, un chapitre premier bis ainsi conçu :

« Chapitre premier bis. — Dispositions relatives aux baux conclus entre copartageants d'une exploitation agricole, par application de l'article 832-2 du code civil.

« Art. 807. — Le bail passé entre les copartageants d'une exploitation agricole, par application de l'article 832-2 du code civil, est, sous les réserves ci-après énoncées, soumis aux dispositions du présent titre.

« Ne sont pas applicables, jusqu'à l'expiration du bail, les dérogations prévues au dernier alinéa de l'article 809 en ce qui concerne les parcelles ne constituant pas un corps de ferme ou des parties essentielles d'une exploitation agricole.

« Par dérogation à l'article 811, la durée du bail ne peut être inférieure à dix-huit ans. La reprise, prévue par le deuxième alinéa dudit article, ne pourra être exercée, dans les conditions fixées par ce texte, avant l'expiration de la deuxième période triennale.

« Par dérogation à l'article 790, le droit de préemption sera ouvert au premier, même s'il existe, entre l'acquéreur éventuel et le propriétaire, un lien de parenté ou d'alliance n'excédant pas le troisième degré. Sont de même exclues les limitations à l'exercice du droit de préemption résultant des dispositions de l'article 793.

« Art. 808. — A défaut d'accord amiable, le tribunal paritaire détermine les modalités du bail et, le cas échéant, en fixe le prix. »

M. Villedieu a déposé un sous-amendement n° 42, qui tend, dans le texte proposé par cet amendement pour l'article 807 du code rural, à supprimer les mots : « la durée du bail ne peut être inférieure à dix-huit ans ».

La parole est à M. le rapporteur pour soutenir son amendement.

M. le rapporteur. L'amendement de la commission tend à harmoniser les articles du code rural qui ont trait au bail avec les dispositions de l'article 832-2 assorties des modifications qui viennent d'être adoptées. Pour harmoniser ces textes, il faut modifier certaines dispositions des articles 807 et 808 du code rural. Ce texte reprend par conséquent la totalité des dispositions qui y ont trait. Nous nous en sommes expliqués dans le rapport écrit, et oralement cet après-midi, il est inutile d'en reprendre à présent le détail.

Mme la présidente. La parole est à M. Villedieu pour soutenir son sous-amendement.

M. Emmanuel Villedieu. Mon sous-amendement a pour but de modifier une seule phrase du troisième alinéa de la nouvelle rédaction de l'article 807 du code rural proposée par l'article 5 du projet.

Ce troisième alinéa prévoit que la durée du bail accordé à celui des co-partageants qui aura bénéficié de l'attribution préférentielle en jouissance telle que nous l'avons définie il y a quelques instants dans la discussion générale, sera de dix-huit ans.

Pourquoi fixer à dix-huit ans la durée du bail de celui qui bénéficiera de l'ensemble des terres de ses copartageants ? Est-ce intéressant ? possible ? utile ? C'est un problème que je veux examiner devant vous.

Je sais pourquoi on a fixé à dix-huit ans la durée du bail. On a dit : puisque dans les opérations de partage nous allons avoir à tenir compte de la dépréciation qu'apportera, aux lots que recevront les attributaires qui devront consentir le bail, l'obligation de consentir précisément ce bail, il convient de prendre en considération aussi largement que possible l'indemnisation globale que leur devra, en quelque sorte par voie de compensation en valeur, celui qui recevra les bâtiments d'habitation et d'exploitation.

On commet là une première erreur parce que l'on ne comptabilise en aucune manière ni la valeur du capital bâti ni celle du sol. C'est une règle absolue dans l'agriculture d'aujourd'hui. Je l'admets mais il s'agit d'une règle dont on devra s'écarter à coup sûr car, si on ne veut pas tenir compte de la valeur du capital bâti, il faudra bien admettre un jour que les agriculteurs devront loger à la belle étoile. Par conséquent, le capital bâti doit être estimé comme tout autre.

Mais il y a un autre problème. Si nous voulons absolument maintenir l'équilibre entre les lots, il faudra bien qu'une estimation soit faite. Or, l'estimation tenant compte d'un bail de dix-huit ans me paraît, à l'heure actuelle, pratiquement impossible. Je ne connais pas d'expert qui, aujourd'hui, puisse dire quelle diminution de valeur un bail de dix-huit ans, pratiquement inusité en agriculture, va donner à un fonds rural quelconque partagé entre des cohéritiers.

Enfin, le dernier argument que je voudrais invoquer devant vous et qui me paraît déterminant pour adopter mon sous-amendement, c'est-à-dire repousser cette durée de dix-huit ans pour le bail, est le suivant :

Dans un partage, l'un des cohéritiers dit : Moi, je prends les bâtiments et une partie des terres, et les autres donnent leur accord, conformément à la loi — le tribunal décide en cas de désaccord, mais en général ce sont des problèmes qui se règlent à l'amiable — pour laisser le bail sur cette terre.

S'il s'agit d'un bail rural normal de neuf ans, que tout le monde connaît, le bail à ferme tel qu'il existe à l'heure actuelle, tous les cohéritiers seront d'accord. Mais s'il s'agit d'un bail spécial de dix-huit ans, il est absolument certain que personne ne sera d'accord et que les autres cohéritiers demanderont tout de suite la licitation des terres ou n'importe quelle autre forme de solution, mais que de toute manière on n'aboutira pas à un accord.

Par voie de conséquence, nous nous trouvons — et j'y insiste — en présence d'une forme très particulière et très nouvelle d'attribution que j'ai soumise l'année dernière à l'Assemblée et qui a été reprise par le Gouvernement. Je ne voudrais pas qu'on l'alourdisse trop en imposant à cette forme nouvelle de l'attribution préférentielle en jouissance cette durée de bail de dix-huit ans car je crains, si nous allons jusque-là, qu'on ne ruine véritablement dans son principe et dans son application l'idée, que je crois généreuse, qui était à l'origine de mon sous-amendement.

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Il s'agit là, à mon avis, d'une des dispositions essentielles de la modification que nous avons proposée dans l'amendement qui tend à insérer l'article 832-2.

En effet, si le bail est de courte durée, loin de favoriser l'attributaire, nous aurons au contraire créé à son préjudice une charge qui, pour lui, deviendra insupportable, et il ne cherchera donc pas à profiter de la disposition que nous aurons introduite dans la loi. Je m'explique : au moment du partage, le cohéritier qui désire continuer l'exploitation va se faire attribuer en propriété le lot sur lequel sont construits les bâtiments. Les autres cohéritiers vont profiter chacun d'un lot en nature qui aura été évalué selon sa rentabilité, c'est-à-dire selon le fermage, qui sera d'ailleurs, à défaut d'accord, fixé selon les prescriptions du code rural.

Par conséquent, chacun des lots des cohéritiers sera d'une rentabilité immédiate à la suite des opérations de partage, et les cohéritiers pourront les vendre puisqu'ils leur auront été attribués pour une valeur correspondant à l'intérêt que représente le fermage.

Au contraire, pour celui des cohéritiers qui s'est fait attribuer le lot avec les bâtiments, si, au cours de son bail sur les autres lots, ses cohéritiers ont repris pour leurs enfants majeurs, au bout de la sixième année, l'un ou l'autre des lots, et si en fin de bail surtout, certains autres, eux-mêmes cultivateurs, reprennent la jouissance de leur part, il restera avec un lot sur lequel les bâtiments seront une charge puisqu'il n'aura plus que des bâtiments et rien à exploiter autour.

C'est un risque qu'il est prêt à envisager s'il a un bail de dix-huit ans, mais qu'en aucun cas il ne courra s'il a un bail de neuf ou de douze ans seulement. Je puis en attester car j'ai posé la question à de nombreux cultivateurs et à des représentants de la profession agricole, qui m'ont répondu que le minimum était le bail de dix-huit ans. Pendant ce délai, l'attributaire aura pu peu à peu soit reprendre d'autres terres autour de sa ferme, soit exercer son droit de préemption sur les lots que ses cohéritiers auraient voulu vendre, soit amortir ses investissements. Si on ne lui donne pas une sécurité minimum de dix-huit ans, il est certain qu'aucun cultivateur ne cherchera à solliciter l'attribution en jouissance du bail des terres dépendant de la succession. Nous aurons alors, je crois, adopté des dispositions qui resteront lettre morte.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement, comme vous-mêmes, mesdames, messieurs, a entendu avec beaucoup d'intérêt les exposés contradictoires et éloquentes de ces deux praticiens du droit rural que sont vos collègues M. Villedieu et M. Hoguet, rapporteur. Voilà bien un cas précis où c'est l'occasion ou jamais, pour le Gouvernement de s'en remettre à la sagesse de l'Assemblée. (Sourires.)

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement n° 42 présenté par M. Villedieu et repoussé par la commission, le Gouvernement laissant l'Assemblée libre de son choix.

(Le sous-amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 33 présenté par M. le rapporteur et accepté par le Gouvernement. (L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. L'amendement n° 7 de MM. Waldeck Rochot et Pierre Villon devient sans objet après l'adoption de l'amendement n° 33, qui devient l'article 5.

[Article 6.]

(Art. 710 du code général des impôts.)

Mme la présidente. L'amendement n° 7 de MM. Waldeck Rochot des impôts est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 710. — Dans les partages de succession ou de communauté conjugale comportant l'attribution à un seul des copartageants, ou conjointement à plusieurs d'entre eux, de tous les biens meubles et immeubles composant une exploitation agricole unique dont la valeur n'excède pas la somme fixée par le décret pris en application de l'article 832-1 du code civil, la valeur des parts et portions de ces biens acquises par le copartageant attributaire est, à concurrence d'une somme de 50.000 NF, exonérée des droits de soulte et de retour, à la condition que ledit attributaire prenne l'engagement, pour lui et ses héritiers, de mettre personnellement en valeur l'exploitation pendant un délai minimum de cinq ans à compter de l'attribution.

« Si, avant l'expiration de ce délai, l'attributaire vient à cesser personnellement la culture ... (Le reste sans changement.)

La parole est à M. Crouan, inscrit sur l'article.

M. Jean Crouan. Madame la présidente, je souhaiterais que l'on mette d'abord en discussion l'amendement n° 40 proposé par M. Collette car mes observations risqueraient de ne plus présenter aucun intérêt si cet amendement était adopté par l'Assemblée.

Mme la présidente. M. Collette a présenté, au nom de la commission de la production et des échanges, saisie pour avis, un amendement n° 40 qui tend, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 710 du code général des impôts, à supprimer les mots : « à concurrence d'une somme de 50.000 nouveaux francs ».

La parole est à M. Collette, rapporteur pour avis.

M. Henri Collette, rapporteur pour avis. Le projet de loi nous propose de porter de 30.000 nouveaux francs à 50.000 nouveaux francs l'importance de l'exonération prévue pour le calcul des droits de soulte.

La commission de la production a estimé cette mesure tout à fait insuffisante. En effet, si dans le temps où nous cherchons à construire des unités économiques par le jeu de l'attribution préférentielle et, partant, d'éviter le partage en nature, le droit fiscal combat les dispositions des articles 832-1 et 832-2, notre travail sera inutile.

A la tribune, j'ai donné des exemples de différents cas particuliers qui prouvent qu'un partage en nature, depuis la suppression des droits de mutation, coûtera beaucoup moins cher qu'un partage comportant une attribution préférentielle.

Dans ces conditions, la commission m'a prié de demander au Gouvernement de bien vouloir supprimer les mots : « à concurrence d'une somme de 50.000 nouveaux francs », c'est-à-dire qu'elle est en faveur, pour tous les partages se prévalant des articles 832-1 et 832-2, d'une exonération totale des droits de soulte.

Ce sera le seul moyen d'obtenir que le droit fiscal ne pénalise pas le droit civil et que les desseins recherchés par ce projet de loi ne soit pas combattus.

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La commission est tout à fait d'accord et se rallie à l'avis de la commission de la production et des échanges.

Mme la présidente. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement fait observer aux deux commissions qu'il aurait incontestablement le droit de se borner à opposer l'article 40 de la Constitution à l'amendement pour que la discussion soit close.

Mais il ne se contentera pas de ce moyen et vous fournira quelques explications.

L'article 710 du code général des impôts édicte une exonération conditionnelle du droit de soulte exigible sur les partages de succession ou de communauté conjugale comportant l'attribution à un seul des copartageants de l'ensemble de l'exploitation agricole unique sous réserve que sa valeur n'excède pas la valeur limite fixée en exécution de l'article 3 de la loi du 15 janvier 1943 et qui s'élève actuellement à 180.000 nouveaux francs.

L'article 6 du projet de loi porte le plafond de la soulte susceptible d'être exonérée à 50.000 nouveaux francs.

L'amendement de M. Collette, auquel se rallient avec enthousiasme M. Hoguet et sa commission, propose de supprimer purement et simplement ce plafond.

J'indique, par ailleurs, que le projet de loi portant réforme de l'enregistrement qui sera déposé incessamment sur le bureau de l'Assemblée nationale prévoit certains allègements fiscaux en matière de droits de mutation, dont l'adoption serait susceptible de donner, au moins partiellement, satisfaction aux préoccupations qui ont inspiré l'amendement de M. Collette.

Je demande donc à son auteur de bien vouloir le retirer, sauf à le reprendre éventuellement lors de la discussion du projet de loi auquel il vient d'être fait allusion.

Je vous prie de ne pas insister. Vous comprenez pourquoi.

Mme la présidente. Maintenez-vous votre amendement, monsieur le rapporteur pour avis ?

M. Henri Collette, rapporteur pour avis. Je le retire, madame la présidente.

Mme la présidente. L'amendement n° 40 est retiré.

M. Jean Crouan. Je demande la parole.

Mme la présidente. La parole est à M. Crouan sur l'article, puisque l'amendement est retiré.

M. Jean Crouan. Je ne surprendrai personne en disant que j'avais prévu la position du Gouvernement sur l'amendement déposé par M. Collette.

M. le garde des sceaux. Vous êtes un trop bon parlementaire pour que je m'étonne de votre absence d'étonnement !

M. Jean Crouan. Les observations que je voulais présenter trouvent naturellement leur place maintenant puisque l'amendement de M. Collette a été retiré à la demande du Gouvernement.

Le texte proposé constitue tout de même une amélioration sensible par rapport à l'état de choses précédent puisque le plafond

d'exonération des soultes est porté de 3 millions à 5 millions d'anciens francs. Je veux cependant présenter quelques remarques auxquelles l'Assemblée ne pourra pas ne pas être sensible.

Il convient de noter, en effet, que le montant des soultes assujetties aux droits proportionnels est fonction du nombre de copartageants. Dans un partage où il y a deux copartageants, le montant de la soulte est égal à la moitié de l'actif partagé. Dans un partage à trois copartageants, le montant de la soulte s'élève aux deux tiers de l'actif partagé. Quand il s'agit de cinq copartageants, le montant de la soulte représente les quatre cinquièmes de l'actif partagé. Je pourrais poursuivre ainsi le raisonnement jusqu'à dix copartageants, le montant de la soulte étant alors égal aux neuf dixièmes de l'actif partagé. Ce qui signifie que plus la famille est nombreuse, plus les droits sont importants, système qui va incontestablement à l'encontre de certaines dispositions législatives prises dans le passé...

M. le garde des sceaux. Et dans le présent.

M. Jean Crouan. ...et notamment de la loi d'avril 1952 sur les aménagements familiaux en matière de droits de mutation par décès et corrélativement en matière de droits de donation.

C'est la raison pour laquelle je voudrais que l'on retienne une idée. J'indique en passant que j'avais déposé sous le numéro 46 un amendement qui m'a été retourné par le service de la séance avec la mention suivante: « Déclaré irrecevable après application de la procédure prévue par l'article 83, alinéa 6, du règlement ».

A priori, cette décision me paraît un peu surprenante: l'amendement de M. Collette qui était sans conteste plus entier que le mien, n'a pas été rejeté. Mais comme mon amendement aurait sans nul doute subi devant l'Assemblée le même sort que celui qui a été réservé au sien, je n'insisterai pas outre mesure, sinon pour répondre à ce que vous venez de dire, monsieur le ministre.

Nous savons que le Gouvernement a l'intention de déposer prochainement un projet de refonte des droits d'enregistrement et ma suggestion pourra, je pense, y trouver largement sa place.

Pour pallier l'état de chose paradoxal que je viens de rappeler, à savoir l'uniformité de l'abattement fixé une fois pour toutes quel que soit le nombre d'enfants appelés au partage — ce qui, vous le sentez bien, est en contradiction avec l'esprit du législateur en matière de succession — je souhaiterais qu'il soit tenu compte du nombre d'enfants par le jeu d'un abattement familial, par exemple de trois millions d'anciens francs par enfant appelé au partage, sur les parts acquises, c'est-à-dire déduction faite de celle de l'attributaire.

Ainsi, nous irions dans le sens maintes fois manifesté par le législateur et nous rétablirions véritablement l'équité familiale. (Applaudissements.)

Mme la présidente. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Je remercie M. Crouan de sa très intéressante intervention.

Je ne suis pas en mesure de lui promettre moi-même qu'il en sera tenu compte dans l'élaboration du projet de texte qui sera soumis très prochainement à votre examen.

Mais je suis sûr en tout état de cause, monsieur Crouan, que le Gouvernement est disposé, comme moi-même, à étudier favorablement toutes les dispositions de nature à réaliser une politique familiale dont nous sommes tous partisans.

Mme la présidente. Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix l'article 6.

(L'article 6, mis aux voix, est adopté.)

[Article 7.]

Mme la présidente. « Art. 7. — Dans le cas prévu aux articles 832-1 et 866 du code civil, lorsque l'attributaire ou le bénéficiaire du don ou legs obtient des délais pour le règlement de la moitié au moins des soultes ou récompenses dont il est redevable envers ses cohéritiers, le paiement des droits de mutation par décès incombant à ces derniers peut, à la demande des intéressés, être différé dans les conditions fixées par décret, à concurrence de la fraction correspondant au montant des soultes ou récompenses payables à terme. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article 7.

(L'article 7, mis aux voix, est adopté.)

[Article 8.]

Mme la présidente. « Art. 8. — La loi du 15 janvier 1943, relative à la dévolution successorale des exploitations agricoles est abrogée. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article 8.

(L'article 8, mis aux voix, est adopté.)

[Article additionnel.]

Mme la présidente. M. Hoguet, rapporteur, au nom de la commission, a présenté un amendement n° 34 tendant, après l'article 8, à insérer un nouvel article ainsi conçu :

« Sous réserve des accords amiables déjà intervenus et des décisions judiciaires passées en force de chose jugée, les dispositions nouvelles des articles 815, 832, 832-1, 832-2 et 866 du code civil, ainsi que des articles 807 et 808 du code rural, sont applicables aux successions ouvertes et non encore liquidées à la date d'entrée en vigueur de la présente loi. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Mme la présidente, cet amendement a pour objet de rendre applicable la loi dans le temps.

J'en ai expliqué les raisons cet après-midi en disant que, s'il s'était agi d'adopter cette faveur considérable et nouvelle qu'aurait représenté l'octroi de plein droit de la quotité disponible, nous n'aurions pas un seul instant pensé à demander l'application immédiate du texte.

Cela aurait porté atteinte aux droits acquis des cohéritiers, alors qu'aucune des dispositions qui étaient proposées et qui viennent d'être votées n'entame sensiblement ces droits acquis, puisque chacun doit toucher en valeur ce qu'il aurait peut-être autrefois touché en nature.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte cet article additionnel.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 34, présenté par M. le rapporteur et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

M. Maurice Niles. Nous votons contre.

(L'ensemble du projet de loi, mis aux voix, est adopté.)

— 2 —

DEPOT DE RAPPORTS

Mme la présidente. J'ai reçu de M. Tebib un rapport, fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'accès des Français musulmans à certains grades de la hiérarchie militaire.

Le rapport sera imprimé sous le n° 1250 et distribué.

J'ai reçu de M. Chazelle un rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi de MM. Barniaudy, Delemontex et Laurent, tendant à modifier l'article L. 506 du code de la santé publique relatif à l'exercice de la profession d'opticien-lunetier détaillant (n° 917).

Le rapport sera imprimé sous le n° 1251 et distribué.

J'ai reçu de M. Marc Jacquet, rapporteur général, un rapport, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires (n° 663).

Le rapport sera imprimé sous le n° 1252 et distribué.

J'ai reçu de M. Lecocq un rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi de M. Roulland et plusieurs de ses collègues, relative à la création d'un grade de directeur d'école (n° 654).

Le rapport sera imprimé sous le n° 1253 et distribué.

J'ai reçu de M. Guillon un rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur les propositions de loi: 1° de M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues, tendant à remplacer dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai

1951 les mots : « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi », par les mots : « victimes de la déportation du travail », et à modifier, en conséquence, le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ; 2^e de M. van der Meersch et plusieurs de ses collègues, tendant à limiter aux seuls bénéficiaires des articles L. 272, L. 275 et L. 286 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre les appellations de « déporté » et « déportation » ; 3^e de M. Darchicourt et plusieurs de ses collègues, tendant à remplacer dans le titre et dans la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots : « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi » par les mots : « victimes de la déportation du travail » (n° 760, 861 rectifié, 980).

Le rapport sera imprimé sous le n° 1254 et distribué.

— 3 —

ORDRE DU JOUR

Mme la présidente. Vendredi 23 juin, à quinze heures, première séance publique :

Nomination de deux membres du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire ;

Vote (sous réserve qu'il n'y ait pas débat) du projet de loi (n° 566) portant modification de l'article 23 du livre 1^{er} du code du travail relatif à la définition du travailleur à domicile.

(Rapport n° 771 et rapport supplémentaire n° 1025 de M. Chazelle, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales) ;

Vote en deuxième lecture (sous réserve qu'il n'y ait pas débat) du projet de loi ratifiant le décret n° 60-437 du 7 mai 1960 portant réduction provisoire de la perception des droits de douane d'importation applicables, en régime de droit commun, en tarif minimum, à certaines pâles à papier.

(Rapports n° 1045, et 1062 de M. du Halgouët, au nom de la commission de la production et des échanges) ;

Questions orales sans débat :

Question n° 10098. — M. Mazurier expose à M. le ministre de la construction la situation particulièrement difficile dans laquelle s'est trouvée la commission nationale des lotissements défectueux qui a siégé au ministère de la construction le mercredi 19 avril 1961. La réduction des crédits inscrits à cet effet n'a pas permis à la commission nationale des lotissements défectueux de subventionner comme elle aurait dû le faire l'ensemble des dossiers qui lui ont été soumis et n'a pu, de ce fait, retenir que 116 opérations en cours ainsi que 18 opérations nouvelles. Si quelques opérations supplémentaires ont pu recevoir, cette année, un commencement d'exécution, ceci n'a été dû qu'à une application très stricte de la loi en réduisant quelque peu les subventions accordées. Il lui rappelle une fois de plus la situation de ces mal-lotés qui représentent, en fait, des citoyens français qui, sur le plan fiscal, sont surimposés. En effet, la plupart d'entre eux ne sont bénéficiaires d'aucune exonération fiscale, payent l'impôt foncier, l'impôt mobilier, participent à tous les frais de la voirie communale mais par contre ne bénéficient d'aucun des avantages consentis par les communes pour l'entretien des voies reconnues et, en plus, ont bien souvent à régler des cotisations syndicales dont le montant atteint des sommes variant entre 60 et 100 nouveaux francs. Le recensement effectué voici quelques années faisait apparaître des travaux dont le montant pouvait être évalué à environ 30 milliards d'anciens francs. Si des crédits ne sont pas dégagés très rapidement, il en résultera un nouveau retard dans l'aménagement de ces lotissements et, d'autre part, le délai prévu pour l'aménagement définitif qui était de l'ordre de dix à douze ans, atteindra près de vingt ans. Il lui demande de lui faire connaître les solutions qu'il entend apporter à ce problème, et les crédits qu'il espère pouvoir inscrire à l'occasion du prochain collectif pour 1961 soumis au Parlement et au budget primitif 1962.

Question n° 4231. — M. Charret expose à M. le ministre de la construction que la législation sur les loyers ne dispose qu'en termes trop généraux des conditions d'expulsion, dans les cas de reprise par le propriétaire d'un local à usage d'habitation. On assiste, de ce fait, malgré la modération des experts, des autorités judiciaires et administratives, à des évictions cruelles, notamment dans le cas de personnes âgées ou de grands infirmes. Il lui demande si, en raison de certaines situations dramatiques, il n'envisagerait pas de revenir aux dispositions de la loi du 1^{er} avril 1926 ou de réglementer de façon beaucoup plus précise l'actuelle législation sur le droit de reprise et les expulsions

qui s'en suivent. Une telle réglementation pourrait fixer le nombre et les critères des pièces habitables et de service, par exemple, sur la base des critères des H. L. M., les localités entre lesquelles peuvent être opérés les expulsions et les relogements, les personnes (célibataires, mériages, personnes à charge, tierces personnes) qu'elles concernent.

Question n° 9149. — M. Dorey expose à M. le ministre de la construction le cas d'une société civile immobilière dont les statuts établis en conformité du décret n° 53-701 du 9 août 1953 prévoient le réinvestissement des bénéficiaires dans la construction de logements, la limitation de la rémunération des capitaux engagés à 6 p. 100, l'incessibilité pendant dix ans des titres rémunérant la participation obligatoire des employeurs à l'effort de construction. Il lui demande de confirmer que cette société civile peut considérer comme un investissement valable la remise en état de logements actuellement inoccupés et inhabitables, au titre de l'« Amélioration et de la modernisation de l'habitat rural », lorsque ces logements sont situés dans une commune de moins de 2.000 habitants.

Question n° 10602. — M. Chandernagor expose à M. le ministre de la construction que l'ordonnance n° 58-1008 du 24 octobre 1958 modifiant la loi du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés a cessé d'être applicable à dater du 1^{er} avril 1961 ; que, depuis cette date, de nombreuses expulsions ont lieu ou sont tentées contre des locataires de meublés ; que l'acuité de la crise du logement qui avait justifié en 1958 l'ordonnance précitée n'a pas diminué ; que d'après les « tableaux de l'Economie française » il existe encore près de 500.000 chefs de ménage qui occupent des chambres d'hôtel ou des logements loués en meublé. Il lui demande, devant la situation dramatique résultant de la cessation de l'application de l'ordonnance du 24 octobre 1958, s'il a l'intention de prendre les mesures nécessaires pour permettre aux familles résidant dans les hôtels meublés de continuer à bénéficier de la protection qui leur était, jusqu'alors, accordée par la loi.

Questions orales avec débat :

Question n° 10310. — M. Longequeue demande à M. le ministre de l'industrie s'il est en mesure de définir clairement la politique gouvernementale en ce qui concerne l'industrie du textile cardé. L'évolution de cette industrie, son insertion dans le Marché commun, certains aspects très particuliers de la concurrence de nos partenaires européens, rendent indispensable un tel examen, auquel certaines mesures douanières récentes donnent une pressante actualité, tant au point de vue économique que social et notamment dans la région limousine.

Question n° 10311. — M. Bayou demande à M. le ministre de l'industrie s'il est en mesure de définir clairement la politique gouvernementale en ce qui concerne l'industrie du textile cardé. L'évolution de cette industrie, son insertion dans le Marché commun, certains aspects très particuliers de la concurrence de nos partenaires européens, rendent indispensable un tel examen, auquel certaines mesures douanières récentes donnent une pressante actualité, tant au point de vue économique que social et notamment dans la région de Saint-Pons (Hérault).

Question n° 10312. — M. Durroux demande à M. le ministre de l'industrie s'il est en mesure de définir clairement la politique gouvernementale en ce qui concerne l'industrie du textile cardé. L'évolution de cette industrie, son insertion dans le Marché commun, certains aspects très particuliers de la concurrence de nos partenaires européens, rendent indispensable un tel examen, auquel certaines mesures douanières récentes donnent une pressante actualité, tant au point de vue économique que social et notamment dans la région de Lavelanet (Ariège).

Question n° 10319. — M. Béraudier demande à M. le ministre de l'industrie s'il est en mesure de définir clairement la politique gouvernementale en ce qui concerne l'industrie du textile cardé. L'évolution de cette industrie, son insertion dans le Marché commun, certains aspects très particuliers de la concurrence de nos partenaires européens, rendent indispensables un tel examen, auquel certaines mesures douanières récentes donnent une pressante actualité, tant au point de vue économique que social et notamment dans la région lyonnaise.

Question n° 10320. — M. Paul Coste-Floret demande à M. le ministre de l'industrie s'il est en mesure de définir clairement la politique gouvernementale en ce qui concerne l'industrie du textile cardé. L'évolution de cette industrie, son insertion dans le Marché commun, certains aspects très particuliers de la concurrence de nos partenaires européens, rendent indispensable un tel examen, auquel certaines mesures douanières récentes donnent une pressante actualité, tant au point de vue économique que social et notamment dans la région de Lodève (Hérault).

Question n° 10323. — M. Clamens demande à M. le ministre de l'industrie s'il est en mesure de définir clairement la poli-

tique gouvernementale en ce qui concerne l'industrie du textile cardé. L'évolution de cette industrie, son insertion dans le Marché commun, certains aspects très particuliers de la concurrence de nos partenaires européens rendent indispensable un tel examen, auquel certaines mesures douanières récentes donnent une pressante actualité, tant au point de vue économique que social et notamment dans la région de l'Aude.

Question n° 10324. — M. Chapuis demande à M. le ministre de l'industrie s'il est en mesure de définir clairement la politique gouvernementale en ce qui concerne l'industrie du textile cardé. L'évolution de cette industrie, son insertion dans le Marché commun, certains aspects très particuliers de la concurrence de nos partenaires européens rendent indispensable un tel examen, auquel certaines mesures douanières récentes donnent une pressante actualité, tant au point de vue économique que social et notamment dans la région de Vienne (Isère).

Question n° 10331. — M. Radius expose à M. le ministre de l'industrie que l'industrie du textile cardé a pris depuis son insertion dans le Marché commun un aspect très particulier, compte tenu de la concurrence de nos partenaires européens, notamment en ce qui concerne certaines mesures douanières, et qu'il en a résulté certaines complications au point de vue économique et social dans les départements alsaciens. Il lui demande de définir clairement la politique gouvernementale au sujet de cette industrie.

Question n° 10333. — M. Bourne demande à M. le ministre de l'industrie s'il est en mesure de définir clairement la politique gouvernementale en ce qui concerne l'industrie du textile cardé. L'évolution de cette industrie, son insertion dans le Marché commun, certains aspects très particuliers de la concurrence de nos partenaires européens rendent indispensable un tel examen, auquel certaines mesures douanières récentes donnent une pressante actualité, tant au point de vue économique et social et, notamment, dans la région de Vienne.

Question n° 10345. — M. Blin demande à M. le ministre de l'industrie s'il est en mesure de définir clairement la politique gouvernementale en ce qui concerne l'industrie du textile cardé. L'évolution de cette industrie, son insertion dans le Marché commun, certains aspects très particuliers de la concurrence de nos partenaires européens rendent indispensable un tel examen, auquel certaines mesures douanières récentes donnent une pressante actualité, tant au point de vue économique que social, et notamment dans la région de Sedan.

Question n° 10346. — M. Yrissou demande à M. le ministre de l'industrie s'il est en mesure de définir clairement la politique gouvernementale en ce qui concerne l'industrie du textile cardé. L'évolution de cette industrie, son insertion dans le Marché commun, certains aspects très particuliers de la concurrence de nos partenaires européens rendent indispensable un tel examen, auquel certaines mesures douanières récentes donnent une pressante actualité, tant au point de vue économique que social, et notamment dans le département du Tarn.

Question n° 10347. — M. Joseph Rivière demande à M. le ministre de l'industrie s'il est en mesure de définir clairement la politique gouvernementale en ce qui concerne l'industrie du textile cardé. L'évolution de cette industrie, son insertion dans le Marché commun, certains aspects très particuliers de la concurrence de nos partenaires européens, rendent indispensable un tel examen, auquel certaines mesures douanières récentes donnent une pressante actualité, tant au point de vue économique que social, et notamment dans la région d'Amplepuis, Thizy et Cours.

Question n° 10364. — M. Cathala demande à M. le ministre de l'industrie s'il est en mesure de définir clairement la politique gouvernementale en ce qui concerne l'industrie du textile cardé. L'évolution de cette industrie, son insertion dans le Marché commun, certains aspects très particuliers de la concurrence de nos partenaires européens, rendent indispensable un tel examen, auquel certaines mesures douanières récentes donnent une pressante actualité, tant au point de vue économique que social et notamment dans la région de Toulouse.

Question n° 10365. — M. Vidal demande à M. le ministre de l'industrie s'il est en mesure de formuler, dans une perspective d'une certaine ampleur, la politique gouvernementale en ce qui concerne l'industrie du textile cardé. L'évolution de cette industrie, son insertion dans le Marché commun, certains aspects très particuliers de la concurrence de nos partenaires européens rendent indispensable un tel examen, auquel des mesures douanières récentes donnent une pressante actualité, tant au point de vue économique qu'au point de vue social, et particulièrement dans le département du Tarn.

Question n° 10391. — M. Collomb demande à M. le ministre de l'industrie s'il est en mesure de définir clairement la poli-

tique gouvernementale en ce qui concerne l'industrie du textile cardé. L'évolution de cette industrie, son insertion dans le Marché commun, certains aspects très particuliers de la concurrence de nos partenaires européens rendent indispensable un tel examen, auquel certaines mesures douanières récentes donnent une pressante actualité, tant au point de vue économique que social, et notamment dans la région de Lyon.

Question n° 10392. — M. Noiret demande à M. le ministre de l'industrie s'il est en mesure de définir clairement la politique gouvernementale en ce qui concerne l'industrie du textile cardé. L'évolution de cette industrie, son insertion dans le Marché commun, certains aspects très particuliers de la concurrence de nos partenaires européens rendent indispensable un tel examen, auquel certaines mesures douanières récentes donnent une pressante actualité, tant au point de vue économique que social, et notamment dans la région de Sedan.

Question n° 10393. — M. Ricnaud demande à M. le ministre de l'industrie s'il est en mesure de définir clairement la politique gouvernementale en ce qui concerne l'industrie du textile cardé. L'évolution de cette industrie, son insertion dans le Marché commun, certains aspects très particuliers de la concurrence de nos partenaires européens, rendent indispensable un tel examen, auquel certaines mesures douanières récentes donnent une pressante actualité, tant au point de vue économique que social, et notamment dans la région du Tarn.

Question n° 10394. — M. Raymond-Clergue demande à M. le ministre de l'industrie s'il est en mesure de définir clairement la politique gouvernementale en ce qui concerne l'industrie du textile cardé. L'évolution de cette industrie, son insertion dans le Marché commun, certains aspects très particuliers de la concurrence de nos partenaires européens, rendent indispensable un tel examen, auquel certaines mesures douanières récentes donnent une pressante actualité, tant au point de vue économique que social, et notamment dans la région de l'Aude.

Question n° 10395. — M. André Bégouin demande à M. le ministre de l'industrie s'il est en mesure de définir clairement la politique gouvernementale en ce qui concerne l'industrie du textile cardé. L'évolution de cette industrie, son insertion dans le Marché commun, certains aspects très particuliers de la concurrence de nos partenaires européens, rendent indispensable un tel examen, auquel certaines mesures douanières récentes donnent une pressante actualité, tant au point de vue économique que social, et notamment dans le département de la Charente-Maritime.

Question n° 10425. — M. Bettencourt demande à M. le ministre de l'industrie s'il est en mesure de définir clairement la politique gouvernementale en ce qui concerne l'industrie du textile cardé. L'évolution de cette industrie, son insertion dans le Marché commun, certains aspects très particuliers de la concurrence de nos partenaires européens rendent indispensable un tel examen, auquel certaines mesures douanières récentes donnent une pressante actualité, tant au point de vue économique que social et notamment dans la région de la Seine-Maritime.

Question n° 10426. — M. Tony Larue demande à M. le ministre de l'industrie s'il est en mesure de définir clairement la politique gouvernementale en ce qui concerne l'industrie du textile cardé. L'évolution de cette industrie, son insertion dans le Marché commun, certains aspects très particuliers de la concurrence de nos partenaires européens rendent indispensable un tel examen, auquel certaines mesures douanières récentes donnent une pressante actualité, tant au point de vue économique que social et notamment dans la région de la Seine-Maritime.

Question n° 10467. — M. Jean Loiné demande à M. le ministre de l'industrie s'il peut définir clairement la politique gouvernementale en ce qui concerne l'industrie du textile cardé et l'industrie cotonnière française. L'évolution de ces industries, leur insertion dans le Marché commun, certains aspects très particuliers de la concurrence de nos partenaires européens rendent indispensable un tel examen, auquel certaines mesures douanières récentes donnent une pressante actualité, tant au point de vue économique que social et notamment dans la région normande.

Eventuellement, à vingt et une heures trente, deuxième séance publique :

Suite des discussions inscrites à l'ordre du jour de la première séance.

La séance est levée.

(La séance est levée à minuit.)

Le Chef du service de la sténographie
de l'Assemblée nationale,

RENÉ MASSON.

Ordre du jour établi par la conférence des présidents.
(Réunion du mercredi 21 juin 1961.)

M. le président de l'Assemblée nationale a convoqué pour le mercredi 21 juin 1961 la conférence des présidents constituée conformément à l'article 48 du règlement.

En conséquence, la conférence s'est réunie et a établi comme suit l'ordre du jour des séances que l'Assemblée tiendra à partir du jeudi 22 juin au vendredi 7 juillet inclus :

En application de l'article 3 de la résolution du 4 mai 1961, l'élection des vice-présidents, questeurs et secrétaires aura lieu le mardi 4 juillet, après-midi, étant entendu que l'élection des vice-présidents aura lieu à la tribune et celle des questeurs et secrétaires dans les salles voisines. Au cas où un deuxième tour de scrutin serait nécessaire, il aurait lieu dans les salles voisines à 21 heures 30.

En outre, il sera procédé à la nomination des membres des commissions au début de la séance du jeudi 6 juillet.

Le calendrier concernant l'ensemble des opérations de renouvellement du bureau et des commissions sera envoyé à MM. les présidents de groupes.

I. — Ordre du jour prioritaire fixé par le Gouvernement.

Jeudi 22 juin, après-midi, et, éventuellement soir :

Fin de la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris (n° 1196, 1239) ;

Discussion du projet de loi modifiant les articles 815, 832 et 866 du code civil, les articles 807 et 808 du code rural et certaines dispositions fiscales (n° 863, 1234), étant entendu que ce débat devra être poursuivi jusqu'à son terme.

Mardi 27 juin, à 15 heures 30, la séance devant se terminer à 17 heures :

Discussion du projet de loi adopté par le Sénat relatif à l'accès des français musulmans à certains grades de la hiérarchie militaire (n° 1233) ;

Discussion du projet de loi rendant applicables aux territoires d'outre-mer les dispositions de l'ordonnance n° 58-1371 du 29 décembre 1958 sur la protection des installations d'importance vitale (n° 1102, 1238) ;

Discussion du projet de loi relatif à la constitution de l'état civil des Français des départements algériens et des départements des Oasis et de la Saoura qui ont conservé leur statut personnel israélite et à leur accession au statut civil de droit commun (n° 862, 1180) ;

Discussion du projet de loi relatif à la protection des animaux (n° 666, 1181) ;

Discussion du projet de loi organique, modifiant l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958, portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires (n° 1104, 1247) ;

Mercredi 28 juin, après-midi :

Suite de la discussion des affaires inscrites à l'ordre du jour du mardi 27 juin ;

Discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1961 (n° 1219).

Jeudi 29 juin, après-midi et soir :

Suite des affaires inscrites à l'ordre du jour du mercredi 28 juin ;

Discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires (n° 663).

Mardi 4 juillet, soir :

Suite de la discussion des affaires inscrites à l'ordre du jour du jeudi 29 juin, étant entendu que la discussion du projet sur la réforme de la taxe locale devra être poursuivie jusqu'à son terme.

Mercredi 5 juillet, après-midi :

Discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1961 ;
Discussion du projet de loi relatif au financement de l'arrachage des pommiers.

Vendredi 7 juillet, après-midi et éventuellement soir :

Suite de la discussion des affaires inscrites à l'ordre du jour du mercredi 5 juillet ;

Discussion du projet de loi relatif à l'organisation des Comores (n° 1163) ;

Discussion du projet de loi adopté par le Sénat conférant aux Iles Wallis et Futuna le statut de T. O. M. (n° 1207), ces débats devant être poursuivis jusqu'à leur terme.

II. — Votes sans débat inscrits par la conférence des présidents.

La conférence des présidents a décidé d'inscrire, en tête de l'ordre du jour de la séance du vendredi 23 juin, après-midi, les votes sans débat :

Du projet de loi portant modification de l'article 33 du livre I^{er} du code du travail relatif à la définition du travailleur à domicile (n° 566, 771, 1025) ;

Du projet de loi, en deuxième lecture, ratifiant le décret n° 60-437 du 7 juin 1960 portant réduction provisoire de la perception des droits de douane d'importation applicables, en régime de droit commun, en tarif minimum, à certaines pâtes à papier (n° 1045, 1062).

III. — Questions orales inscrites par la conférence des présidents.

Vendredi 23 juin, après-midi et, éventuellement, soir :

Quatre questions orales sans débat de MM. Mazurier, Charret, Dorey, Chandernagor (n° 10098, 4231, 9149, 10602) ;

Vingt-deux questions orales jointes avec débat de MM. Longueue, Bayou, Durroux, Béraudier, Coste-Floret, Clamens, Chapuis, Radius, Bourne, Blin, Yrissou, Rivière, Cathala, Vidal, Collomb, Noiret, Rieunaud, Raymond-Clergue, André Bégouin, Bettencourt, Tony Larcq, Jean Lainé (n° 10310, 10311, 10312, 10319, 10320, 10323, 10324, 10331, 10333, 10345, 10346, 10347, 10364, 10365, 10391, 10392, 10393, 10394, 10395, 10425, 10426, 10467).

Vendredi 30 juin, après-midi et, éventuellement, soir :

Trois questions orales sans débat de MM. Palmero, Marcenet, Cerneau (n° 10471, 10061, 7984) ;

Six questions orales jointes avec débat de MM. Rombeaut, Grenier, Darchicourt, Laurent, Diligent, Marcenet (n° 9533, 9536, 10097, 10313, 10332, 10604).

Jeudi 6 juillet, après-midi :

Deux questions orales sans débat de MM. Ebrard et Beauguitte (n° 8168, 7176) ;

Quatre questions orales avec débat de MM. Fanton, Dalbos, Guillon et Molte (n° 5717, 9666, 8143, 10287).

Le texte des questions inscrites à l'ordre du jour de la séance du jeudi 6 juillet est reproduit ci-après en annexe.

ANNEXE

QUESTIONS ORALES VISÉES AU PARAGRAPHE II

1^o Questions orales inscrites à l'ordre du jour du vendredi 23 juin et du vendredi 30 juin 1961.

(Le texte des questions inscrites à l'ordre du jour de ces séances a été publié en annexe à l'ordre du jour établi par la conférence des présidents du 13 juin 1961.)

2^o Questions orales inscrites à l'ordre du jour du jeudi 6 juillet 1961 :

a) Questions orales sans débat :

1^o Question n° 8168. — M. Guy Ebrard expose à M. le ministre du travail que le régime fixant la retraite complémentaire des employés, techniciens et agents de maîtrise des sociétés d'exploitation et de recherches d'hydrocarbures a été signé le 12 mai 1959. Il lui demande les raisons du retard apporté à la mise en application de ces dispositions et les mesures qu'il compte prendre pour en assurer d'urgence l'application.

2^o Question n° 7176. — M. Beauguitte attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation véritablement défavorisée qui est faite aux adjoints d'enseignement, dans certaines disciplines, et notamment en philosophie. Il souligne l'utilité évidente, même dans une période aussi obsédée par des préoccupations techniques et matérielles que la nôtre, d'un enseignement spéculatif, mais indispensable à la formation intellectuelle, morale et civique des jeunes. Il pense que l'on aurait dû éviter la suppression de chaires de philosophie pour créer des classes mixtes et tout mettre en œuvre pour réaliser

le dédoublement de nombreuses classes terminales et qu'il convient avant tout de permettre, sans tarder, aux « philosophes » de pouvoir enseigner la philosophie. Or, la plupart des licenciés en philosophie sont utilisés dans les lycées, par suite du petit nombre de postes à pourvoir, comme professeurs de lettres, histoire, géographie et même de mathématiques, où ils obtiennent du reste d'excellents résultats pédagogiques. Par ailleurs, lorsqu'ils ont le bonheur de remplacer le titulaire de la chaire de philosophie de leur lycée, leur valeur intellectuelle et leur conscience professionnelle sont telles qu'ils arrivent à surclasser ce dernier, ainsi qu'en font foi de nombreux rapports d'inspection générale. Il lui demande s'il n'envisage pas de faire de ces adjoints d'enseignement des professeurs à part entière, au lieu de les maintenir dans une position tout à fait injuste à tous égards et dangereuse pour l'avenir de l'enseignement en France. En effet, invoquer l'argument du C. A. P. E. S. pour opposer une fin de non-recevoir aux doléances des adjoints d'enseignement pour la philosophie serait encore aggraver le sort injuste qui leur est fait. On ne peut exiger d'un adjoint d'enseignement, surchargé par plusieurs années de travail effectif et varié, d'entrer en compétition avec des étudiants dégagés de toute autre préoccupation professionnelle, dans une épreuve n'offrant que des postes très rares. Il conviendrait, semble-t-il, de remettre en vigueur le décret du 11 novembre 1958, ce qui permettrait aux adjoints d'enseignement de philosophie ayant fait preuve de leurs qualités pédagogiques, sanctionnées par des épreuves pratiques, de devenir, en fait et en droit, professeurs titulaires et d'enseigner également les lettres dans les lycées et collèges techniques, ce qui pourrait également, dans une certaine mesure, rémédier à la pénurie du personnel enseignant, qui devient, hélas ! de plus en plus inquiétant.

b) Questions orales avec débat :

1^o Question n^o 5717. — M. Fanton, devant l'impossibilité d'obtenir une réponse précise aux questions posées concernant le problème de transfert d'autorisations de stationnement des taxis, demande à M. le ministre du travail de lui faire connaître : 1^o s'il envisage de modifier l'arrêté du ministre du travail en date du 31 décembre 1938 concernant l'organisation de l'industrie du taxi dans le département de la Seine, et en particulier les articles 12 et suivants ; 2^o dans la négative, les raisons de son refus et les mesures qu'il compte prendre pour faire en sorte que l'administration cesse de se rendre complice de la fraude légale qui consiste à exiger des parties l'engagement de ne donner ou ne recevoir aucune somme, alors que les services compétents connaissent parfaitement la situation ; 3^o dans l'affirmative, s'il entend orienter ses décisions vers une interdiction pure et simple ou vers une réglementation de ces transferts ; 4^o dans la première hypothèse, les mesures qu'il compte prendre pour éviter que ne soient lésés les artisans qui ont bénéficié de la tolérance « frauduleuse » de l'administration et pour faire observer cette interdiction, aussi bien par les titulaires d'autorisations de la catégorie A que par ceux titulaires d'autorisations de la catégorie B ou C ; 5^o dans la deuxième hypothèse, les options choisies pour cette réglementation, notamment quant à la situation respective des titulaires d'autorisations de catégories A, B ou C, et en ce qui concerne la délivrance puis le transfert de ces autorisations.

2^o Question n^o 9666. — M. Dalbos rappelle à M. le ministre du travail que l'U. N. E. D. I. C., organisme créé le 31 décembre 1958 par un accord entre le C. N. P. F. et les syndicats ouvriers pour verser des allocations complémentaires aux chômeurs, a distribué à cet effet 3.308 millions de francs (anciens) durant sa première année d'existence, pendant laquelle elle a perçu 32 milliards 838.300.000 francs (anciens) de contributions. Il lui demande, étant donné la capitalisation importante réalisée par l'U. N. E. D. I. C. s'il n'estime pas possible d'utiliser ces fonds dus au travail, d'une part, à envisager et mettre à l'étude l'indemnisation du chômage partiel, d'autre part à financer, sur le principe de l'association du capital et du travail, des entreprises originales qui, non seulement permettraient d'occuper un grand nombre de chômeurs, mais aussi et surtout fourniraient des exemples d'industries pratiquant obligatoirement et totalement le capital-travail ;

3^o Question n^o 8143. — M. Guillon rappelant la réponse faite le 8 novembre 1960 à sa question écrite n^o 7118 fait part à M. le ministre du travail de son étonnement devant l'incompréhension que semble refléter cette réponse en ce qui concerne les conséquences pratiques des dispositions de la convention modèle annexée au décret du 22 août 1960, relative au remboursement de soins dispensés par des auxiliaires médicaux. Si les explications données se réfèrent, en partie, à des textes émanant du ministère de la santé publique et de la population, interrogé par ailleurs à ce sujet, elles se basent également sur l'arrêté du 4 juillet 1960 et le décret du 12 mai 1960 qui, l'un et l'autre,

émanent du ministère du travail. C'est pourquoi, il lui demande : 1^o s'il ne lui apparaît pas anormal qu'aucune distinction ne soit faite selon que le personnel qui dispense les soins est pourvu ou non du diplôme d'Etat ; 2^o si, reconnaissant le bien-fondé de cette différenciation, il ne croit pas opportun de se concerter avec son collègue de la santé publique afin de : soit modifier l'arrêté du 14 août 1959, soit supprimer pour l'avenir le diplôme d'Etat d'infirmière, qui nécessite deux années d'études pénibles, s'il s'avère malheureusement exact que les infirmières ayant acquis une telle qualification professionnelle doivent voir rémunérer leurs soins au même tarif que celui consenti à des personnes non diplômées ;

4^o Question n^o 10287. — M. Motte expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'un projet de décret relatif aux écoles d'ingénieurs des arts et métiers est actuellement l'objet d'une consultation auprès des conseils supérieurs de l'enseignement technique et de l'éducation nationale. Les dispositions essentielles de ce décret tendent, d'une part, à supprimer les six écoles régionales existant et à les transformer en simples « centres régionaux » dépendant de l'école nationale supérieure d'ingénieurs arts et métiers ; d'autre part, à installer exclusivement, à Paris, l'année terminale pour l'ensemble des élèves issus des centres régionaux. Il apparaît à l'évidence que ce projet de décret, dans son esprit et dans sa lettre, prend exactement le contrepied de la volonté affirmée au cours des dernières années par les pouvoirs publics de décentraliser les instruments divers de la formation, et ceci en un secteur où cette décentralisation apparaît particulièrement souhaitable, c'est-à-dire l'enseignement technique. Par ailleurs, ce texte ignore formellement la conclusion formulée par le rapport Surleau de 1957 recommandant la tenue en province de la quatrième année des arts et métiers. Il est à remarquer que ce texte ne constitue même pas la consécration d'un état de fait, mais établit un nouveau dispositif centralisateur dans une branche essentielle de l'enseignement. Il lui demande les dispositions qu'il compte prendre pour écarter un texte en contradiction évidente avec l'inspiration officielle de la politique régionale.

NOMINATION DE RAPPORTEURS

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Habib-Deloncle a été nommé rapporteur du projet de loi adopté par le Sénat autorisant : 1^o la ratification du traité de coopération conclu le 24 avril 1961 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire ; 2^o l'approbation des accords de coopération conclus à la même date entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire (n^o 1242).

M. Habib-Deloncle a été nommé rapporteur du projet de loi adopté par le Sénat autorisant : 1^o la ratification du traité de coopération conclu le 24 avril 1961 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Dahomey ; 2^o l'approbation des accords de coopération conclus à la même date entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Dahomey (n^o 1243).

M. Habib-Deloncle a été nommé rapporteur du projet de loi adopté par le Sénat autorisant : 1^o la ratification du traité de coopération conclu le 24 avril 1961 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de la Haute-Volta ; 2^o l'approbation des accords de coopération conclus à la même date entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de la Haute-Volta (n^o 1244).

M. Habib-Deloncle a été nommé rapporteur du projet de loi adopté par le Sénat autorisant : 1^o la ratification du traité de coopération conclu le 24 avril 1961 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger ; 2^o l'approbation des accords de coopération conclus à la même date entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger (n^o 1245).

M. Habib-Deloncle a été nommé rapporteur pour avis du projet de loi adopté par le Sénat autorisant l'approbation de défense conclu le 24 avril 1961 entre les Gouvernements de la République française, de la République de Côte-d'Ivoire, de la République du Dahomey et de la République du Niger (n^o 1246), dont l'examen au fond a été renvoyé à la commission de la défense nationale et des forces armées.

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES

M. Halbout a été nommé rapporteur de la proposition de loi de MM. Davoust et Diligent tendant à favoriser la coopération technique et culturelle avec divers Etats d'Afrique et d'Asie (n° 110).

M. Bignon a été nommé rapporteur du projet de loi adopté par le Sénat autorisant des admissions sur titres dans le corps des officiers d'administration de l'armement (n° 1231).

COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LA LÉGISLATION ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE

M. Le Douarec a été nommé rapporteur de la proposition de loi de MM. Biaggi et de La Malène tendant à sanctionner les manifestations d'intelligence avec la rébellion à l'autorité française en temps de paix (n° 48), en remplacement de M. Boulin ;

M. Le Douarec a été nommé rapporteur de la proposition de loi de MM. Biaggi et plusieurs de ses collègues tendant à assurer la protection du moral de l'armée (n° 85), en remplacement de M. Boulin ;

M. Mignot a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Francis Leenhardt tendant à rénover les finances locales et à libérer les détaillants et artisans de leur rôle de collecteurs d'impôts (n° 306), en remplacement de M. Boulin ;

M. Le Douarec a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Billoux et plusieurs de ses collègues tendant à majorer les rentes viagères constituées entre particuliers (n° 325), en remplacement de M. Boulin ;

M. Le Douarec a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. de Broglie portant institution de communes associées (n° 418), en remplacement de M. Boulin ;

M. Le Douarec a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Mignot et plusieurs de ses collègues portant organisation municipale et réforme de la loi du 5 avril 1834 (n° 526), en remplacement de M. Boulin ;

M. Le Douarec a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à réviser certaines rentes viagères (n° 539), en remplacement de M. Boulin ;

M. Le Douarec a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Collomb tendant à modifier les articles 62, 63, 64, 75 et 77 du code de procédure pénale (n° 675), en remplacement de M. Boulin.

M. Chelha (Mustapha) a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Chelha tendant à interdire la fabrication et la vente de tout jouet contenant de l'hydrogène (n° 1226).

M. Villedieu a été nommé rapporteur de la proposition de loi de MM. Hostache, Carous et Hoguet tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1306 du 23 décembre 1958 concernant la législation adoptive (art. 370 du code civil) (n° 1227).

COMMISSION DE LA PRODUCTION ET DES ÉCHANGES

M. Boulin a été nommé rapporteur du projet de loi portant ratification du décret n° 61-482 du 15 mai 1961, modifiant le tarif des droits de douane d'importation (n° 1186).

M. Buron a été nommé rapporteur de la proposition de loi adoptée par le Sénat autorisant l'Etat à exécuter les travaux d'infrastructure de drainage des terres humides (n° 1194).

M. Grussenmayer a été nommé rapporteur du projet de loi adopté par le Sénat, rendant applicables les articles 12 à 27 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer à certaines entreprises de transport public (n° 1195).

M. Coudray a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Denvers et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 273 du code de l'urbanisme relatif à la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1211).

M. Grussenmayer a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Ernest Denis tendant à compléter les dispositions réglementant l'indemnisation des sinistrés « mobiliers » (n° 1225).

M. Collette a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Davoust et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les dispositions de l'article 844 du code rural (n° 1229).

Désignation de candidatures pour le Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

(Application de l'article 26 du Règlement.)

Conformément à la décision prise par l'Assemblée dans sa séance du 13 juin 1961, la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République présente les candidatures de MM. Bourgeois et Dubuis pour faire partie du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

Ces candidatures seront soumises à la ratification de l'Assemblée.

Nomination de membre de commission.

(Application de l'article 33, alinéa 3, du Règlement.)

Dans sa séance du mardi 20 juin 1961, la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de finances rectificative (n° 1219) a nommé M. Roland Boudet membre de cette commission.

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

(Application des articles 133 à 138 du règlement.)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

10783. — 22 juin 1961. — **Mlle Dienesch** demande à **M. le ministre de l'agriculture** si les statuts de la société interprofessionnelle avicole seront prochainement agréés afin d'assurer l'organisation du marché intérieur de ce secteur de production.

10788. — 22 juin 1961. — **M. Laurent** rappelle à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que les plafonds de ressources fixés pour l'attribution de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité sont restés fixés, depuis 1956, à 2.010 nouveaux francs pour une personne seule, 2.580 nouveaux francs pour un ménage, malgré les hausses successives du coût de la vie. Cette stabilité du plafond, entre autres conséquences, a pour effet de rendre illusoire pour beaucoup d'allocataires les maigres majorations qui leur sont consenties. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour aboutir à un relèvement substantiel de ces plafonds.

QUESTIONS ECRITES

Art. 138 du règlement :

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés. »

« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois. »

10784. — 22 juin 1961. — **M. Marchetti** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que le propriétaire d'un appartement sis dans une ville d'eau et qu'il habite régulièrement, a sous-loué occasionnellement une pièce et une salle de bains pendant quatre mois de la saison estivale. Il lui demande : 1° si, aux termes de l'ordonnance du 24 octobre 1958 ou d'un autre texte éventuel, ce propriétaire est assujéti à la patente ; 2° s'il lui est possible de procéder à la même sous-location en dehors de la saison estivale.

10785. — 22 juin 1961. — **M. Christian Bonnet** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que l'article 53 I, alinéa 6, de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959 dispose que les sociétés immobilières ne sont pas redevables de la taxe de 3 p. 100 pour la quote-part de la réserve spéciale de réévaluation afférente

aux immeubles loués par elles à des organismes ayant un but charitable, social ou culturel. Il lui demande si cette disposition est applicable lorsque ces sociétés occupent leurs immeubles pour l'exercice d'une activité charitable, sociale ou culturelle.

10786. — 22 juin 1961. — **M. Jousault** expose à **M. le ministre du travail** que le plafond de ressources annuelles fixant le paiement de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité est resté fixé, depuis l'année 1956, à 2.010 nouveaux francs pour une personne seule, et à 2.500 nouveaux francs pour un ménage, bien que le coût de la vie ait considérablement augmenté depuis cette date. Lui rappelant que ce maximum de ressources entre également en ligne de compte pour le paiement de divers compléments d'allocation, il lui demande s'il n'estime pas nécessaire que ce plafond, ainsi que le montant de l'allocation supplémentaire, soient indexés sur le S. M. I. G.

10787. — 22 juin 1961. — **M. Ernest Denis** rappelle à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes** qu'en plus des investissements publics, le Gouvernement avait fait appel aux investissements privés pour la réalisation du plan de Constantine. Il lui demande de lui préciser par trimestre pour les années 1959-1960 et pour le semestre en cours : a) le nombre d'entreprises ayant sollicité dans le cadre du plan de Constantine de s'installer en Algérie ; b) le nombre de dossiers agréés par son ministère qui n'ont pas eu de suite pratique du fait de la défection des entreprises ; c) le montant des investissements privés dans le cadre du plan de Constantine.

10789. — 22 juin 1961. — **M. Laurent** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** que, depuis onze ans, malgré les réclamations des intéressés et de nombreuses interventions parlementaires, le problème des personnels non intégrés des préfectures, chefs de bureau, rédacteurs et commis ancienne formule est resté sans solution. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour réaliser l'intégration de ces fonctionnaires.

10790. — 22 juin 1961. — **M. Trébusc** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** qu'un certain nombre d'entreprises de transports ayant leur siège social dans le département de l'Aveyron ont demandé à ce que les cartes « zone courte » qu'ils exploitent soient transformées en « zone longue » pour leur permettre d'assurer des liaisons avec, d'une part des ports tels que Marseille ou Bordeaux, et des zones fortement industrialisées comme Paris et l'Est et, d'autre part, avec des régions qui, comme le Midi méditerranéen, constituent des débouchés naturels pour les produits agricoles et industriels de ce département. Or ces demandes n'ont pas reçu satisfaction car l'Aveyron fait partie des trente-quatre départements qui ne sont pas bénéficiaires de ces avantages. La topographie accidentée du département de l'Aveyron, le fait qu'il est accroché aux contreforts Sud-Ouest du Massif Central font qu'il se trouve à l'écart des grands axes naturels de circulation. Malgré son importante superficie qui le classe au cinquième rang des départements français il n'est traversé du Nord au Sud que par deux voies ferroviaires d'importance secondaire, reliées entre elles par une bretelle. Toutes ces lignes sont à voie unique et très accidentées. La cause essentielle du sous-équipement de cette région est due à son isolement. C'est ce même isolement qui y freine et retarde la décentralisation ou la reconversion. Il serait donc du plus grand intérêt que les transports routiers, seuls capables de suppléer à la carence du rail, bénéficient des mêmes avantages qui sont accordés à d'autres départements plus favorisés par la nature ou le relief. Il lui demande s'il n'envisage pas, compte tenu de cette situation, d'autoriser un certain nombre de transporteurs aveyronnais titulaires de cartes de transports « zone courte » à bénéficier d'une extension « zone longue ».

10791. — 22 juin 1961. — **M. Weiddeck Rochet** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, selon le rapport annuel du commissariat au plan, de 1955 à 1960, 784 entreprises ont bénéficié du soutien financier de l'Etat à raison de 153,05 millions de NF au titre des primes spéciales d'équipement et de 200,8 millions de NF au titre des prêts. Il lui demande, pour chacune des années 1955, 1956, 1957, 1958, 1959 et 1960 : a) le nombre de firmes américaines qui ont bénéficié des primes spéciales d'équipement et éventuellement de prêts ; b) le montant total de l'aide ainsi accordée à ces firmes.

10792. — 22 juin 1961. — **M. Cance** rappelle à **M. le ministre des anciens combattants** qu'une commission des vœux a été créée pour rechercher les moyens de satisfaire les revendications urgentes présentées par les associations d'anciens combattants et victimes de guerre ; que cette commission, en conclusion de ses travaux, a déposé en mars dernier un rapport qui prévoit l'établissement d'un plan dit « triennal » ; que, depuis, le Gouvernement a gardé le silence sur les propositions de la commission des vœux. Il lui demande quelle est la position du Gouvernement à l'égard de l'établissement d'un plan triennal en faveur des anciens combattants et victimes de guerre.

10793. — 22 juin 1961. — **M. Cermolacce** expose à **M. le ministre de l'industrie** que si les sociétés de production et de raffinage du pétrole réalisent des bénéfices considérables, que si le montant des droits et taxes perçus au profit de l'Etat s'élève à 73,55 AF pour

un litre de carburant-auto vendu au consommateur au prix de 98 AF, la marge des commerçants détaillants de carburant n'est que de 3,47 AF, soit 1,47 AF de plus qu'au 1^{er} avril 1951, alors que le prix du carburant-auto a presque doublé depuis cette date. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre afin de relever la marge bénéficiaire des intéressés sans qu'il en résulte une augmentation du prix du carburant-auto à la consommation, notamment en décidant par arrêté que ces marges ne seront plus fixées par voie d'autorité, mais résulteront d'une libre discussion entre commerçants détaillants de carburants et de lubrifiants et leurs fournisseurs.

10794. — 22 juin 1961. — **M. Devèze** expose à **M. le Premier ministre** que la presse quotidienne et une revue administrative ont fait état des grandes lignes d'un projet élaboré par ses collaborateurs tendant à répartir les attributions gouvernementales entre six grands départements ministériels, réorganisation qui jouerait également au niveau des administrations départementales et aboutirait à la création de nouvelles directions par intégration des services actuels. Il lui demande : 1° si ce projet de réforme des structures de l'Etat a été retenu par le Gouvernement, quand et sous quelle forme celui-ci entend promulguer les textes en matière de réforme administrative ; 2° de lui faire connaître le schéma du nouveau système et le sort réservé aux administrations traditionnelles, comme les préfectures, les travaux publics, l'agriculture, le travail, l'enseignement, la santé, dans ce système ; 3° comment il faut comprendre certaines réformes « expérimentales », telle celle qui fait l'objet du décret n° 61-481 du 13 mai 1961 aboutissant à la confusion de l'ordonnateur et du comptable dans le règlement de dépenses de l'Etat.

10795. — 22 juin 1961. — **M. Lepidl** expose à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre** que le décret n° 61-204 du 27 février 1961 a fixé les dispositions statutaires communes applicables à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B. Bien que les greffiers fonctionnaires des cours et tribunaux soient également classés en catégorie B, les dispositions du texte précité ne paraissent pas leur être applicables. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en vue de l'harmonisation de la carrière de ces fonctionnaires.

10796. — 22 juin 1961. — **M. Lascave** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** quelles sont les taxes qui peuvent être exigées d'un opticien qui achète des verres bruts et des montures, et qui monte des lunettes pour sa clientèle après les avoir adaptées. Cet opticien peut-il, sous réserve de remplir toutes autres conditions, bénéficier de la qualité d'artisan.

10797. — 22 juin 1961. — **M. Fanton** expose à **M. le ministre de l'intérieur** son étonnement de voir un membre du corps préfectoral annoncer publiquement sa décision de demander à bénéficier des dispositions de l'article 12 du décret n° 59-1141 du 1^{er} octobre 1959 en motivant son attitude par les « incompatibilités » que, selon lui, comporterait, désormais, la carrière préfectorale et par son désaccord avec certaines décisions prises en vertu de l'article 16 de la Constitution notamment dans le domaine des mesures de police. Sans vouloir mettre un seul instant en doute la valeur des scrupules de conscience de l'intéressé qui avait su pourtant y échapper tout au long d'une carrière que même l'autorité de fait du gouvernement de Vichy n'avait pas interrompu, il lui demande si de semblables déclarations lui semblent compatibles avec la fonction de « délégué et représentant du Gouvernement dans les départements » et, dans l'affirmative, s'il ne lui semblerait pas normal de prendre à l'égard de cet honorable membre du corps préfectoral une mesure telle qu'elle lui éviterait d'avoir pendant trois années de congés à accepter les émoluments d'un fonctionnaire en activité, étant donné la conception qu'il a de la fonction préfectorale depuis trente ans qu'il exerce.

REPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ECRITES

MINISTRE D'ETAT

9421. — **M. Delbacque** demande à **M. le ministre d'Etat** : 1° si l'interview de **M. Olivier Guichard**, délégué général de l'O. C. R. S., publiée par la presse le 11 février, doit être considérée comme exprimant la pensée officielle du Gouvernement ; 2° si le texte de cette interview ne lui semble pas en contradiction avec les déclarations de **M. le Premier ministre** à **Ghardaïa** le 24 février ; 3° au cas où la souveraineté française cesserait de s'exercer sur les départements français du Sahara, quelles mesures sont envisagées pour la garantie des intérêts ou l'indemnisation des épargnants français qui ont contribué à la mise en valeur du Sahara, en particulier dans le cadre des investissements pétroliers. (Question du 25 mars 1961.)

Réponse. — La politique du Gouvernement est définie par le Président de la République, le Premier ministre et les ministres.

AFFAIRES ALGÉRIENNES

9922. — M. Mollnet expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes la situation créée par l'attribution de majorations d'ancienneté aux fonctionnaires affectés en Algérie ou dans les départements des Oasis et de la Saoura à compter du 1^{er} août 1957 ou d'une date postérieure. Ces majorations d'ancienneté ont été accordées par le décret n° 58-351 du 2 avril 1958 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 57-871 du 1^{er} août 1957; l'arrêté du 14 avril 1958 définissant, en ce qui concerne l'Algérie, et l'arrêté du 19 novembre 1959 définissant, en ce qui concerne les départements des Oasis et de la Saoura, les emplois auxquels s'appliquent les dispositions du décret ci-dessus. Il résulte, en particulier, de ces textes : que le risque pour certains fonctionnaires de résider en Algérie n'est compensé qu'à ceux qui s'y trouvent depuis peu de temps; que ceux qui, par courage et devoir, sont restés en Algérie, se trouvent distancés par ceux qui y sont récemment venus ou qui y reviennent. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour mettre fin à cette injustice qui ne pourrait être réparée qu'en étendant à tous les fonctionnaires, quelle que soit leur date d'arrivée en Algérie, le bénéfice de la loi du 1^{er} août 1957. (Question du 22 avril 1961.)

Réponse. — Le titre II (art. 7 à 11) du décret n° 58-351 du 2 avril 1958 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 57-871 du 1^{er} août 1957 relative à l'affectation ou au détachement de fonctionnaires de l'Etat hors du territoire européen de la France a fixé les conditions dans lesquelles les fonctionnaires ayant accompli deux ans de service en position d'affectation ou de détachement d'office, hors du territoire métropolitain de la France, bénéficieraient pour l'avancement dans leur cadre d'origine d'une majoration de durée de leur service égale au tiers de la durée d'affectation ou détachement. Cet avantage applicable exclusivement aux fonctionnaires de catégories A et B a eu pour objet de favoriser le départ hors du territoire européen de la France des fonctionnaires métropolitains appartenant à ces catégories. Il a pour objet de compenser, dans une certaine mesure, pour les fonctionnaires en cause, les inconvénients qui résultent pour eux de la mesure qui leur est imposée. En Algérie, comme dans les autres territoires intéressés par la loi précitée du 1^{er} août 1957, cet avantage, qui a été accordé à compter de la publication de la loi, n'a donc pas eu pour objet de compenser le « risque » particulier ou toute autre servitude inhérente à la résidence sur ce territoire. Il n'y a donc pas lieu dans ces conditions d'en étendre le bénéfice aux fonctionnaires antérieurement fixés en Algérie non plus qu'à ceux qui y sont affectés en dehors du champ d'application de la loi précitée. Il convient, par contre, de préciser que pour les risques et servitudes inhérentes à la résidence sur le territoire de l'Algérie la totalité des fonctionnaires en Algérie bénéficie bien des mêmes dispositions et avantages, tels que : majoration du traitement de 33 p. 100 et indemnités spéciales, variables suivant les zones et les localités, accordées aux fonctionnaires affectés à l'intérieur de l'Algérie, pour tenir compte de l'éloignement, du climat, de l'isolement ou du risque.

10573. — M. Baouya expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes que le décret n° 61-88 du 25 janvier 1961 a établi que les personnels des communes et des établissements publics communaux d'Algérie étaient soumis au statut général du personnel communal fixé par les lois n° 52-432 du 28 avril 1952, n° 57-361 du 22 mars 1957 et le décret n° 58-879 du 12 août 1959. Il lui demande de lui indiquer : 1° quelles dispositions ont été déjà prévues par lui en vertu de l'article 2 du décret n° 61-88; 2° à quelle époque il envisage que sera terminée la réalisation complète de ces dispositions. (Question du 10 juin 1961.)

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire : 1° que vient d'être publié au Journal officiel du 11 juin 1961 l'arrêté du 3 juin 1961 relatif à l'application de l'article 2 du décret n° 61-88 du 25 janvier 1961; 2° que le délégué général en Algérie a adressé aux préfets les instructions nécessaires à la mise en œuvre rapide de la nouvelle réglementation, qui, compte tenu de la nature des opérations de reclassement, nécessitera néanmoins un certain délai.

INFORMATION

10191. — M. Carter appelle l'attention de M. le ministre de l'Information sur le rôle pour le moins inhabituel tenu par la télévision française dans l'instruction de certaines affaires criminelles récentes. Il paraît étonnant, en effet, à l'auteur de la présente question, qui croit se souvenir qu'il y a quelques mois est intervenue une réforme de la procédure de l'instruction criminelle en vue de mieux en garantir le secret et donc l'efficacité, que des accusés, leurs complices ou mêmes leurs victimes puissent, au cours d'interviews généreusement accordées, soit nous gratifier de leurs confessions, soit, plus gravement encore, formuler en public des accusations ou des dénégations sur des points précis constituant ou pouvant constituer des chefs d'inculpation. Il lui demande de lui faire connaître si de telles émissions ont reçu l'accord du ministre de la justice et lui fait part de l'étonnement de nombreux téléspectateurs qui estiment que l'action de la justice s'accommode mal de semblables initiatives. Il est à souligner, au demeurant, que l'habileté ou la maladresse du présentateur peuvent contribuer à créer des courants d'opinion à tort favorables ou défavorables aux personnes interviewées, ce qui ne peut que gêner par la suite les tribunaux, seuls compétents pour le prononcé d'une peine. (Question du 9 mai 1961.)

Réponse. — Le caractère général de la question posée par l'honorable parlementaire n'a pas permis de trouver trace d'une manière précise des émissions visées par lui. Les griefs formulés ne semblent pas, en effet, pouvoir s'appliquer aux deux seules affaires criminelles récentes auxquelles le journal télévisé ait consacré des séquences comportant des interviews : en effet, à l'occasion d'un rapt d'enfant, les seules personnalités interviewées ont été de hauts fonctionnaires du ministère de l'intérieur et le grand-père qui exprimait sa joie de l'arrestation des ravisseurs. A l'occasion d'une autre affaire qui a eu un grand retentissement dans la presse, un reporter a recueilli, sans porter de jugement personnel, les déclarations, d'une part de l'inculpée qui venait d'être mise en liberté provisoire, d'autre part de la mère de la victime. Les parties, en présence de leurs avocats, se sont limitées à l'exposé de leurs thèses contradictoires. Rien dans ce reportage n'a été dit qui n'ait déjà été du domaine public et on ne peut considérer que la radiodiffusion-télévision française ait violé le secret de l'instruction. En tout état de cause, des instructions ont été données au service de l'actualité télévisée pour que les reportages, déjà fort rares, sur les affaires criminelles ne soient faits qu'exceptionnellement et que dans tous les cas où il apparaîtrait nécessaire de rendre compte de faits divers importants, les plus grandes précautions soient prises pour que les émissions ne puissent donner lieu à aucune objection du point de vue de la légalité.

JUSTICE

10264. — M. Jacques Bérard expose à M. le ministre de la justice qu'aux termes de l'article 1^{er} de l'arrêté du 12 mai 1947 : « Par application des dispositions de l'article 7 de l'ordonnance du 17 mai 1945, les communes sont autorisées à attribuer des indemnités aux juges de paix et à leurs greffiers pour la tenue des audiences foraines. Sur la base d'une audience par mois, le taux maximum annuel de cette indemnité, qui doit éventuellement être partagée entre le juge de paix et le greffier, est fixé à 20.000 francs (arrêté du 12 juillet 1955). » Dans une localité où le nombre d'audiences foraines a été fixé à trois par mois par le premier président de la cour d'appel, et où la commune est d'accord pour attribuer le taux maximum de l'indemnité, l'inspecteur central du Trésor fait connaître au magistrat chargé du service de l'audience foraine qu'il ne sera possible de lui verser qu'une indemnité forfaitaire annuelle de 20.000 francs. Il fait état des instructions qui lui ont été notifiées par la direction de la comptabilité publique et du recueil méthodique d'information concernant le service des communes, qui s'expriment ainsi : « Le but de l'indemnité en cause est simplement de permettre aux communes où sont organisées ces audiences d'accorder au magistrat et à son auxiliaire une certaine rémunération calculée de façon forfaitaire et sans référence directe au nombre des audiences. Dès lors le taux annuel de 200 nouveaux francs fixé par l'arrêté du 12 juillet 1955 constitue un maximum qu'il ne saurait être question, par exemple, de multiplier par le nombre d'audiences foraines mensuelles. » Il semble bien que, contrairement à cette opinion, il y ait dans l'arrêté du 12 mai 1947, et plus précisément dans les mots : « sur la base d'une audience par mois », une référence directe au nombre des audiences. Il a été admis, et plusieurs magistrats ont bénéficié pendant de nombreuses années de cette interprétation, que l'indemnité forfaitaire était doublée pour deux audiences par mois, triplée pour trois audiences par mois et quadruplée pour quatre audiences par mois. Il lui demande si les magistrats, et éventuellement les greffiers, peuvent continuer à devoir prétendre à une indemnité ainsi calculée et qui n'est qu'une faible rémunération pour les inconvénients inhérents aux déplacements hors du siège de leur tribunal, même compte tenu du fait que les frais de ces déplacements leur sont remboursés aux taux prévus pour les fonctionnaires de l'Etat. (Question du 16 mai 1961.)

Réponse. — Dans sa réponse à la question écrite n° 3098 posée le 8 septembre 1956 par M. Pierre Garet, la chancellerie a fait connaître que le taux maximum annuel de l'indemnité accordée au juge de paix et à son greffier par arrêté interministériel du 12 mai 1947 modifié par arrêté du 12 juillet 1955, sur la base d'une audience par mois, devait être doublé lorsque deux audiences par mois étaient tenues dans la même commune. Il apparaît en effet que le taux de cette indemnité doit varier en fonction du nombre d'audiences tenues par mois dans la même commune. Toutefois, en raison des modifications apportées à l'organisation judiciaire par la réforme de 1958 et pour éviter les divergences d'interprétation existant entre le département de la justice et celui des finances, il semble nécessaire de procéder à une refonte des textes qui régissent cette matière. C'est dans cet esprit qu'un projet a été mis à l'étude par les services de la chancellerie en liaison avec le ministère des finances et des affaires économiques.

Erratum

au compte rendu intégral de la séance du 20 juin 1961.

Questions orales avec débat.

Page 1179, 1^{re} colonne, question orale avec débat n° 10723 de M. Hostache à M. le Premier ministre, 5^e ligne en commençant par la fin de l'énoncé, au lieu de : « ...transferts de compétence peuvent avantageusement s'accompagner... », lire : « ...transferts de compétence pouvant avantageusement s'accompagner... ».

**LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES
auxquelles il n'a pas été répondu
dans le mois qui suit leur publication.**

(Application de l'article 138 (alinéas 2 et 6) du règlement.)

9364. — 7 mars 1961. — M. Davoust expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les veuves de guerre remarquées ne peuvent, en cas de second veuvage et lorsque leurs revenus sont insuffisants, percevoir de nouveau qu'à l'âge de soixante ans la pension qui leur était précédemment allouée. Il apparaît que des personnes devenues veuves pour la deuxième fois avant l'âge de soixante ans se sont trouvées du jour au lendemain totalement privées de toute ressource. Notamment une veuve d'officier non titulaire, âgée de cinquante-deux ans, n'a pu, après deux ans de recherches et de refus extrêmement pénibles, obtenir qu'un emploi à mi-temps lui assurant un salaire très minime. En conséquence, suivant l'esprit qui a présidé au rétablissement du bénéfice de la pension, dans les conditions précisées ci-dessus, il lui demande si, dans les cas très particuliers où les intéressés ne disposent absolument d'aucun revenu et rencontrent, d'autre part, les plus grandes difficultés à s'employer, en raison de leur âge et de l'état actuel du marché du travail il ne pourrait être envisagé de rétablir la pension dès la date du second veuvage.

9815. — 10 avril 1961. — M. Raymond-Clergue appelle l'attention de M. le ministre de la construction sur le fait que certains membres de la société anonyme coopérative d'H. L. M. de l'Aude, attributaires de logements économiques et familiaux F-4, en accession à la propriété, réalisés par cette société en 1955-1956 et 1957, ont été avisés par la caisse d'allocations familiales de l'Aude qu'en application d'un décret du 24 octobre 1958, l'allocation de logement ne pourrait leur être maintenue que pour une durée de deux à quatre ans, suivant le cas. Il précise qu'aux termes des conditions de peuplement desdits logements, telles qu'elles résultent du décret susvisé, deux chambres ne peuvent être considérées comme pièces secondaires en raison du fait que leur surface est inférieure à dix-sept mètres carrés, alors que ces logements ont été réalisés suivant des projets type agréés par son département ministériel et que ces deux chambres étaient dénommées, à ce moment-là, « pièces principales » au même titre que les autres. Il lui demande pour quel motif ces chambres, constituant des pièces principales au moment de la construction de ces logements, ne sont plus aujourd'hui considérées comme pièces principales ni même comme pièces secondaires et quelle mesure il compte prendre pour réparer cette injustice dont sont victimes les coopérateurs susvisés.

9828. — 11 avril 1961. — M. Crucis demande à M. le ministre de l'agriculture de bien vouloir lui faire connaître les motifs qui lui ont fait fixer pour la campagne 1961-1962 le prix du litre de lait à une somme inférieure à ce qui avait été prévu par la loi d'orientation promulguée par le Gouvernement en 1960, à savoir : 0,35 NF pour un litre de 43 grammes de matières grasses, compte tenu que ce prix correspond à une rémunération minima des producteurs de lait.

9866. — 13 avril 1961. — M. Clerget appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation du marché du lait en regard de la taxe de résorption dont la création est envisagée par le Gouvernement; rappelle en particulier: que le paiement du prix du lait aux producteurs dépend essentiellement du prix de vente des produits; que ces prix dépendent eux-mêmes du soutien effectif du marché; que ce soutien est lié aux moyens mis à la disposition des organismes d'intervention; que devant l'expansion de la production laitière, au demeurant souhaitable, vont se poser les problèmes de la transformation de quantités de lait toujours plus grandes et de l'écoulement des produits sur les marchés, nécessitant des investissements importants; souligne les inconvénients de la taxe de résorption envisagée et leurs répercussions inévitables sur les points exposés ci-dessus. Il lui demande de faire connaître son avis sur les différentes mesures ci-après, dont la réalisation serait de nature à aider au développement du marché du lait: a) abandon du projet de taxe de résorption retenue par les transformateurs sur le prix du lait; b) mise à la disposition du F. O. R. M. A. des sommes nécessaires au soutien effectif du marché, réalisé par priorité: par l'aide à l'exportation, par l'exportation des produits sous label, par le stockage, ensuite par les achats directs, enfin par l'arrêt des importations de produits laitiers, qui pèsent sur les productions; c) déblocage de crédits d'équipement égaux aux besoins réels et légitimes de la transformation, consentis à des taux tenant compte de la faible rentabilité des capitaux investis dans l'industrie laitière; d) institution de taxes compensatoires à l'entrée des produits laitiers étrangers faisant l'objet de subventions dans leur pays d'origine.

9879. — 14 avril 1961. — M. de Montesquiou demande à M. le Premier ministre, dans l'éventualité d'une sécession entre l'Algérie et la France, telle que l'a prévue le 11 avril 1961 au cours de sa conférence de presse le Président de la République: 1° si le Gouvernement a prévu le rapatriement et le reclassement des ressortissants français dans la métropole, surtout si l'on tient compte de la situation des 20.000 familles de rapatriés de la Tunisie non encore reclassées sur les 100.000 réfugiés en France; 2° à quelle date le Gouvernement pense faire paraître les décrets d'application de la loi du 5 avril 1960 sur les sociétés d'aménagement foncier et l'établissement rural, ces organismes devant être dirigés par des fonctionnaires pour éviter toute spéculation abusive sur les terres qui seront achetées; 3° dans quelles conditions sera assurée la protection des ressortissants musulmans qui auront opté pour la nationalité française.

9883. — 14 avril 1961. — M. Davoust appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les désastreuses conséquences, notamment pour les régions de l'Ouest, de l'effondrement du marché cidricole dû à la réduction massive de ses débouchés et sur la gravité des dangers que constitue pour la santé publique la présence de volumes importants de fruits et de cidres qui n'ont plus d'autre écoulement que la production d'un alcool vendu à vil prix. Il lui fait observer combien il est regrettable que les dispositions de l'ordonnance n° 60-1254 du 29 novembre 1960 portant plan d'assainissement de l'économie cidricole et celles du décret n° 60-1258 du 29 novembre 1960 relatif aux arrachages et aux plantations de pommiers à cidre et de poiriers à poiré n'aient pu être appliquées dès cet hiver, alors que les dispositions restrictives du décret n° 60-1259 du 29 novembre 1960 ont été, au contraire, mises en vigueur immédiatement. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement a l'intention de prendre en vue de réaliser rapidement l'assainissement du marché cidricole et s'il n'envisage pas, notamment: 1° de prévoir les moyens financiers indispensables pour l'application dans les moindres délais de l'ordonnance du 29 novembre 1960 et du décret n° 60-1258 susvisés; 2° de prendre toutes dispositions nécessaires pour permettre l'instruction immédiate des demandes d'arrachage afin que les travaux indispensables puissent être organisés et entrepris sans retard; 3° de surseoir pendant un certain temps à l'application des dispositions restrictives du décret n° 60-1259 du 29 novembre 1960 pour tenir compte du retard apporté à l'application du décret n° 60-1258.

9924. — 19 avril 1961. — M. Commenay fait part à M. le ministre de l'agriculture de la protestation des producteurs de lait face à la décision gouvernementale du 15 mars fixant le prix du lait pour la campagne d'été. L'institution d'une taxe de résorption de 0,015 nouveau franc par litre aura pour regrettable effet d'établir le prix de base du litre de lait à 0,30 nouveau franc; soit à un prix inférieur à celui de la précédente campagne. Dès lors, il s'étonne de ce que n'ait pas été entendue la revendication des producteurs qui réclamaient seulement que le prix du lait soit assuré en France à un niveau légèrement supérieur à celui promulgué pour la campagne 1960-1961 afin d'atteindre la parité des prix garantis aux producteurs de lait des pays du Marché commun. De plus, au moment où le Gouvernement élève le revenu d'autres catégories sociales, il est contradictoire de réduire ceux des producteurs de lait, alors que justement la loi d'orientation reconnaît la nécessité de maintenir la parité de leurs revenus avec ceux des autres travailleurs. Il lui demande s'il compte rapporter cette décision qui provoque un très vif mécontentement parmi les populations rurales landaises et, pour l'avenir, de rechercher avec le concours de la profession les mesures propres à assainir le marché.

9963. — 20 avril 1961. — M. Vats expose à M. le ministre de l'agriculture que la liberté d'établissement pour les vétérinaires des pays membres du Marché commun, prévue par l'article 57, I du traité de Rome, implique certaines conditions, à savoir: la reconnaissance mutuelle des diplômés et l'harmonisation des codes des devoirs professionnels ou déontologiques auxquels doivent se plier les membres de certaines professions libérales; qu'en attendant l'application du traité, il paraît souhaitable de prévoir des dérogations immédiates en faveur des vétérinaires étrangers originaires des pays membres du Marché commun, ayant fait toutes leurs études dans une école vétérinaire française et possesseurs du diplôme de docteur vétérinaire de ces écoles, sous la seule réserve qu'ils résident en France et qu'ils se fassent naturaliser; qu'actuellement, l'obtention du diplôme d'Etat nécessaire pour exercer en France est subordonnée à l'obligation de passer avec succès le baccalauréat et le concours d'entrée dans les écoles vétérinaires (décret du 18 août 1956) et que les intéressés éprouvent quelques difficultés pour préparer ces concours à la fin de leurs études vétérinaires. Il lui demande si la justification de ces diplômés ne pourrait pas être remplacée par une copie du livret scolaire de l'intéressé avec avis du professeur de l'école et si, en attendant l'application de ces mesures, les intéressés ne pourraient être autorisés à exercer comme aides ou assistants sous la direction de praticiens français.

9968. — 20 avril 1961. — M. Mirguct expose à M. le ministre de l'agriculture que les comités de gestion des différentes sections du Forma sont composés de fonctionnaires, de représentants des producteurs et de professionnels de la commercialisation. L'expé-

rience et de nombreux exemples sur lesquels il est inutile d'insister, notamment en ce qui concerne la viande, prouvent que ces comités sont nettement dominés par les professionnels de la commercialisation qui imposent en général leur point de vue; cet état de fait risquerait d'orienter les marchés extérieur et intérieur de certains produits agricoles dans le sens d'intérêts particuliers et de favoriser les professionnels influents, initiés ou bien renseignés. Par ailleurs la procédure d'examen de dossiers individuels d'opérations d'exportation ou d'importation, présentés pour décision devant une commission comprenant des professionnels qui peuvent être des concurrents, ne semble ni logique ni loyale, en raison d'indiscrétions susceptibles d'être éventuellement exploitées avec profit. Il demande: 1° si le ministre de l'agriculture ne devrait pas prendre toutes les décisions concernant l'orientation du marché des produits agricoles, en dehors de la présence des professionnels, ceux-ci n'étant invités qu'à donner par écrit leur avis sur l'évolution de la conjoncture; 2° si, au lieu de faire examiner les affaires individuelles portant sur des opérations d'exportation ou d'importation, le ministre de l'agriculture ne devrait pas fixer à l'avance, pour une période déterminée, d'une part, les droits de licence autorisant les importations et, d'autre part, le montant des primes accordées en vue de favoriser l'exportation. Cette procédure freinerait plus efficacement et avec davantage de souplesse les courants d'importation et faciliterait l'exportation, diminuant ainsi les interventions ruineuses et souvent irrationnelles de la S. I. B. E. V., elle éviterait aussi toute critique justifiée ou non à l'égard de l'administration et de ceux qui la conseillent. L'argument de la non-conformité de cette règle avec l'esprit du Marché commun ne peut être retenu tant que nos principaux partenaires refusent ou freinent l'importation de nos viandes pour des raisons discutables; il s'agit notamment: a) de l'Allemagne qui prohibe l'importation pour des raisons vétérinaires techniquement inacceptables; b) de la Hollande, qui refuse l'importation des viandes destinées à la boucherie; c) de la Belgique qui exige des droits de licence prohibitifs.

9970. — 20 avril 1961. — M. Lepidi attire l'attention de M. le ministre de la construction sur le découragement qui saisit certains candidats à un logement H. L. M. dont la situation de famille et les conditions actuelles de logement sont, à tous points de vue, dignes d'intérêt, lorsqu'ils s'aperçoivent que les années passent sans qu'il leur soit donné satisfaction. Il pourrait citer des cas, dans sa circonscription, de familles comptant de nombreux enfants et logées dans une seule pièce ou menacées d'expulsion qui se désolent de ne pas se voir attribuer d'H. L. M. après parfois près de dix ans d'attente. Sans qu'il mette personnellement en doute l'impartialité et l'objectivité des commissions d'attribution, il entend souvent prétendre que des H. L. M. sont encore attribuées à des familles moins mal logées que d'autres. Cette impression que des passe-droits sont commis ajoute encore à l'amertume des mal logés. Il lui demande s'il compte rendre publique, après chaque réunion de commission d'attribution d'H. L. M. pour la région parisienne, et imprimée dans le *Bulletin municipal officiel* une liste comportant, d'une part, l'emplacement et les caractéristiques des logements attribués, d'autre part, le nom des attributaires, leurs charges de famille et le numéro de leur dossier. Si la publication d'une telle liste ne semble pas possible, il lui demande quelles raisons précises s'opposent à ce qu'elle le soit.

10210. — 10 mai 1961. — M. Kuntz demande à M. le ministre de l'information pourquoi les récepteurs de télévision, installés dans les locaux scolaires et uniquement pour la réception des programmes destinés aux élèves, sont soumis à la redevance radiophonique, alors que les appareils de T. S. F., de même usage, en sont exemptés.

10240. — 16 mai 1961. — M. Darchicourt appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur l'urgente nécessité que présente le problème de la scolarisation des enfants infirmes afin que ceux-ci puissent être préparés à des activités intellectuelles, les seules pouvant être compatibles pour la plupart d'entre eux avec leur handicap physique, et lui demande de lui faire connaître: 1° ses intentions à ce sujet; 2° les programmes de constructions envisagés; 3° l'importance des crédits qu'il entend consacrer, dès cette année, à cet effort, tant pour l'enseignement du premier que du second degré et de l'enseignement supérieur.

10241. — 16 mai 1961. — M. Debray expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'aux termes de l'article 30 du code général des impôts, s'agissant d'un immeuble dont « le propriétaire se réserve la jouissance pour usage principal d'occupation » le revenu brut « imposable à l'I. R. P. F. » est « constitué par le loyer qu'il pourrait produire s'il était donné en location ». Etant noté que, dans une telle hypothèse, le propriétaire devrait nécessairement se reloger et acquitter effectivement un loyer qui doit logiquement être déduit de celui qui sert fictivement de base à l'imposition, il lui demande comment doit être calculé le loyer de relogement.

10242. — 16 mai 1961. — M. Battesti signale à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les rentiers viagers de l'ancienne administration chérifienne attendent avec la plus grande impatience l'amélioration de leur situation matérielle par la concession de rentes viagères garanties. Le règlement d'admini-

stration publique spécial préparé par ses services à cet effet ayant été soumis à l'examen du ministre des affaires étrangères en décembre dernier, on pouvait espérer que la question était en bonne voie de solution et on se félicitait de ce que le système adopté permit une liquidation plus rapide que celle des pensions garanties. Il lui demande quelles sont les raisons d'un retard aussi préjudiciable aux modestes agents en cause et s'il est exact qu'une retenue de change est opérée sur les sommes infimes que perçoivent les rentiers viagers.

10244. — 16 mai 1961. — M. Sy expose à M. le ministre de la construction qu'un permis de construire a été délivré pour un immeuble à édifier n° 8, rue de l'Abreuvoir (Paris-18^e) sans que la procédure régulière, en pareil cas, pour le site classé du vieux Montmartre, ait été suivie, la commission des sites n'ayant pas été saisie pour avis. Il demande: 1° quelles mesures sont envisagées pour faire respecter, à l'avenir, les règles édictées en matière de protection des sites; 2° si la prolifération d'immeubles neufs qui, depuis quelques années, se substituent aux jardins et aux maisons basses qui donnaient au vieux Montmartre son caractère pittoresque et traditionnel ne contribuera pas à la longue, à modifier entièrement l'aspect du paysage; et si des règles plus strictes en matière de protection des sites ne devraient pas être envisagées pour respecter intégralement les espaces verts et le caractère architectural des ensembles urbains.

10248. — 16 mai 1961. — M. Collette expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques la situation suivante: I. Par acte notarié du 22 mars 1960 M. X a vendu à la S.A.R.L. « Y » une parcelle de terrain d'une contenance de 1293 m² moyennant le prix de 24.500 NF. Audit acte le gérant de la société acquéreuse a déclaré que cette acquisition était faite en vue de faire édifier sur la parcelle acquise ainsi que sur celle contiguë de 2.818 m² acquise le même jour par ladite société des consorts Z dans le délai de quatre ans une résidence de dix-huit logements dont les trois-quarts au moins de la superficie totale seraient à usage d'habitation. — II. Par acte notarié du 22 mars 1960 les consorts Z ont vendu à la même S.A.R.L. « Y » une parcelle de terrain de 2.818 m² contiguë à la première moyennant le prix de 30.000 NF. Ladite société a pris le même engagement de bâtir dans le délai de quatre ans une résidence de dix-huit logements. Ces deux actes ont été enregistrés au droit réduit de 4,20 p. 100 conformément à l'article 1371 du C. G. I. — III. Par acte du 21 avril 1961 la S. A. R. L. « Y » a revendu les deux parcelles de terrain, d'une contenance totale de 4.111 m² à une société civile immobilière de construction, moyennant le prix de 60.000 NF (représentant le coût de son acquisition; prix + frais). Audit acte, la société civile de construction a déclaré l'acquisition en vue de faire édifier sur ces deux parcelles, dans le délai qui avait été imparti à la S. A. R. L. « Y » une résidence de dix-huit logements dont les trois-quarts au moins de la superficie totale seraient à usage d'habitation. Cet acte a été enregistré au droit réduit de 4,20 p. 100. — IV. Par acte du 25 avril 1961, la société civile de construction a vendu à M. T une parcelle de terrain de 460 m² formant un démembrement de la parcelle désignée au paragraphe I ci-dessus, moyennant le prix de 11.000 NF (soit net 8.950 NF). Il a été indiqué que M. T faisait cette acquisition pour agrandir sa propriété. En réalité cette revente partielle a été consentie par la société civile de construction à un riverain, pour éviter que celui-ci soulève des difficultés sur le projet de construction de l'immeuble collectif. L'acquéreur n'ayant pris aucun engagement de bâtir, cet acte a été enregistré au droit de 16 p. 100. — V. L'immeuble de dix-huit logements est en cours de construction et sera certainement terminé avant l'expiration du délai prévu. — VI. L'attention du notaire rédacteur des quatre actes ci-dessus a été attirée sur le fait suivant: L'article 1371 du C. G. I. prévoit qu'en cas de construction d'immeubles collectifs, le bénéfice du droit réduit est accordé sans limitation de superficie des terrains acquis, à la condition que les constructions à édifier couvrent, avec leurs cours et jardins, la totalité des terrains acquis. Dans la rigueur de ce principe, le bénéfice du droit réduit devrait être refusé tant à la S. A. R. L. « Y » qu'à la société civile de construction sur la parcelle revendue à M. T et un droit complémentaire de 6 p. 100 devrait être perçu, outre la taxe de publicité foncière. Etant donné qu'il apparaît que les deux sociétés dont il s'agit n'ont eu aucune idée de spéculation dans cette affaire, et que cette revente partielle a eu pour seul but de contenter un propriétaire riverain et éviter toute difficulté sur le projet de construction; que cette revente partielle n'a eu aucunement pour résultat de diminuer le nombre de logements à construire; dès l'origine, en effet, il a été prévu la construction de dix-huit logements; il apparaîtrait d'une rigueur excessive, et de nature à décourager les candidats constructeurs, de pénaliser les deux sociétés dont s'agit, en les privant partiellement du bénéfice du droit réduit. Par ailleurs la réponse de M. le secrétaire d'Etat aux finances en date du 5 février 1955 (publiée dans l'Indicateur de l'enregistrement sous le n° 8679) accorde définitivement le bénéfice du droit réduit à l'acquéreur d'un terrain inférieur à 2.500 m² même si celui-ci a revendu une partie du terrain dès l'instant où a été édictée dans le délai prescrit une maison d'habitation sur la parcelle revendue, même si l'acquéreur d'origine n'a édifié aucune construction sur le terrain restant sa propriété ou s'il y a édifié des constructions non destinées à l'habitation. Si cette dernière solution démontre une aussi grande tolérance, il apparaîtrait par trop rigoureux de ne pas en faire profiter des sociétés construisant un immeuble collectif, pour la seule raison que la superficie du terrain acquis à l'origine dépasse 2.500 m², alors que l'utilité sociale

est bien plus grande dans ce dernier cas. Il lui demande s'il ne peut pas être envisagé dans le cas ci-dessus exposé une solution de tempérament évitant le rappel des droits complémentaires et supplémentaires et la perception de la taxe de publicité foncière.

10251. — 16 mai 1961. — M. Pasquini expose à M. le ministre du travail qu'en vue d'une attribution de points de retraite un V. R. P. ou employé industriel ou commercial rattaché à une caisse de cadres doit fournir un certificat de tous ses anciens employeurs, indiquant les rémunérations qu'il a reçues chaque année. Il arrive souvent qu'un employeur n'est pas en état de fournir de chiffres exacts: a) qu'il est décédé ou disparu; b) pour une autre cause de force majeure (incendie, inondation, etc.); c) sa comptabilité ancienne ayant été régulièrement détruite: il arrive aussi qu'un employeur, toutefois, se souvient, à peu près, des faits et atteste que son ancien employé recevait des rémunérations dépassant le plafond de la sécurité sociale, et lui délivre une attestation dans ce sens, mais imprécise quant aux sommes versées. Il arrive, dans ce dernier cas, que l'intéressé a procédé, en temps voulu, au rachat de ses cotisations de la sécurité sociale, ce qui confirme ladite attestation. Il demande, dans ces différents cas, sur quelles bases de rémunérations la caisse en cause doit procéder pour établir l'attribution des points de retraite.

10256. — 16 mai 1961. — M. Deschizeaux expose à M. le ministre de l'intérieur qu'aux termes du code de l'administration communale, article 151 (dans son texte modifié par l'ordonnance n° 59-30 du 5 janvier 1959) il est dit au sujet des syndicats de communes: « le syndicat est formé soit à perpétuité, soit pour une durée déterminée par la décision d'institution: Il est dissout soit de plein droit par l'expiration du délai pour lequel il a été formé ou par la consommation de l'opération qu'il avait pour objet... ». Il résulte de ce texte très certainement que lorsqu'un syndicat de communes a été créé en vue de la création d'un établissement public hospitalier (hôpital, hospice, maison de retraite ou maternité), le syndicat créateur est dissout de plein droit dès que l'établissement public a été créé. Ainsi il n'existe plus de collectivité locale à laquelle on puisse rattacher l'établissement public hospitalier nouveau. Faut-il en déduire qu'en un tel cas l'établissement public en cause est pleinement autonome, et notamment n'a besoin de requérir aucune autorisation ou aucun avis quand il projette d'aliéner une partie des biens constituant sa dotation? Alors qu'au contraire, quand l'établissement public est communal ou départemental il doit dans une telle hypothèse obtenir qu'il soit statué sur son projet d'aliénation par les autorités compétentes municipales ou départementales. Par ailleurs, comment est-il possible de concilier la règle posée par l'article 151 avec celle incluse dans le décret n° 58-1202 du 11 décembre 1958 relatif aux hôpitaux et hospices publics, décret signé par le ministre de l'intérieur dont l'article 22 en son alinéa 3 stipule: « Les délibérations de la commission administrative — d'un établissement public hospitalier — portant aliénation de biens immeubles formant la dotation des hôpitaux et hospices sont soumises à l'avis, selon le cas, du conseil municipal s'il s'agit d'un établissement communal, du comité du syndicat des communes s'il s'agit d'un établissement intercommunal... », étant donné qu'en vertu de l'article 151 dont extrait a été cité ci-dessus, le syndicat de communes n'existe plus, dissout de plein droit qu'il est, et partant, qu'il ne peut plus exister de comité du syndicat. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il conviendrait, étant donné que la règle de l'article 151 est législative et que celle du décret du 11 décembre 1958 n'est que du domaine du décret simple, de modifier cette dernière pour la mettre en harmonie avec la loi.

10258. — 16 mai 1961. — M. Médecin expose à M. le ministre des affaires étrangères que l'article 79 du traité de paix avec l'Italie du 10 janvier 1947 et l'accord franco-italien du 29 novembre 1947 permettent à l'Etat français de saisir des biens appartenant à des ressortissants italiens; que la convention d'établissement conclue le 23 août 1951 entre la France et l'Italie, promulguée par le décret du 24 décembre 1957, accorde aux ressortissants des deux Etats le traitement de la nation la plus favorisée; qu'il est de principe que les traités internationaux, notamment les traités de paix ou certaines de leurs clauses, peuvent être abrogés soit expressément par la signature d'un nouveau traité, soit par dénonciation unilatérale, soit implicitement par la conclusion d'un nouveau traité dont les clauses sont incompatibles avec l'ancien. Il lui demande si les dispositions de la convention d'établissement du 23 août 1951 n'ont pas pour effet d'abroger implicitement ou de rendre caduques les dispositions de l'article 79 du traité de paix du 10 janvier 1947 et de l'accord franco-italien du 29 novembre 1947.

10261. — 16 mai 1961. — M. Garraud demande à M. le ministre de la santé publique et de la population: 1° s'il n'y aurait pas lieu d'envisager une spécialisation des stations climatiques comme il y a une spécialisation des stations thermales; 2° si des mesures sont déjà prises ou seront prises pour que les ressources thérapeutiques des stations climatiques françaises soient mises à la disposition des Etats européens et en particulier des Etats membres de l'Organisation économique européenne.

10263. — 16 mai 1961. — M. La Combe se référant aux indications données le 23 avril 1960 en réponse à sa question écrite n° 4819 demande à M. le ministre de l'éducation nationale la date approximative de publication du statut des surveillants des écoles nationales des arts et métiers annoncée comme prochaine il y a plus d'un an.

10265. — 16 mai 1961. — M. Bisson expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, conformément à l'article 19 de la loi du 28 octobre 1946, le sinistré qui renonce à la reconstitution effective de ses biens peut opter pour l'indemnité d'éviction, l'Etat se libérant alors par la remise d'un titre nominatif productif d'intérêts et exempt, pour toute sa durée, en vertu de l'article 1^{er} de la loi n° 48-1313 du 26 août 1948, de toutes taxes frappant les valeurs mobilières; le sinistré peut, toutefois, sur sa demande, obtenir que l'indemnité d'éviction soit réglée sous forme de rente viagère; celle-ci, en application de l'article 2, alinéa 2, de la loi précitée, est versée par la caisse nationale de retraites pour la vieillesse qui assure le paiement de la rente en conformité avec ses barèmes et tarifs; or, l'administration des contributions directes estime que ces rentes viagères, bien qu'étant une modalité de versement de l'indemnité d'éviction, sont imposables à la taxe proportionnelle puisque aucune disposition ne les en dispense. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cet état de choses.

10267. — 16 mai 1961. — M. Dusseaux se référant à la réponse à une question écrite n° 779 (*Journal officiel* de l'Assemblée nationale du 26 mai 1959), confirmée par le décret n° 60-805 du 2 août 1960, demande à M. le ministre de la santé publique et de la population pour quelles raisons l'hôpital de Petit-Quevilly, en Seine-Maritime, qui comporte 360 lits, est dirigé par un simple directeur économiste, au lieu d'un directeur et d'un économiste.

10270. — 16 mai 1961. — M. Vendroux expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'une S. A. R. L. dissoute n'ayant plus aucune activité est tenue de payer la taxe de 200 NF sur les véhicules à moteur, conduite intérieure, jusqu'à la liquidation totale de ladite société. Il lui demande si ce délai ne peut être ramené à la date de dissolution de la société, la liquidation définitive pouvant durer plusieurs années.

10273. — 16 mai 1961. — M. Sablé expose à M. le ministre d'Etat que, par délibérations prises en 1949, les conseils municipaux du département de la Martinique, à la demande de l'autorité préfectorale, ont élaboré un statut du personnel communal. Sous la rubrique « Traitement et avantages accessoires », l'article 20 de ce statut disposait que les agents ont, en outre, droit en sus de leur traitement à toutes les indemnités et à tous les avantages accessoires accordés aux fonctionnaires des cadres départementaux dans les mêmes conditions où les indemnités et avantages sont accordés à ces derniers. Trois communes seulement sur trente-six ont cru devoir ajouter un titre spécial concernant expressément le droit au congé administratif, alors que toutes les autres ont estimé que l'expression « avantages accessoires » accolée au mot « traitement » sous une même rubrique suffisait à reconnaître ce droit aux personnels du cadre départemental; que telle était bien l'interprétation des autorités de tutelle qui ont accordé à plusieurs secrétaires de mairie des congés administratifs à passer en métropole, au bénéfice de la seule mention « avantages accessoires ». La loi du 28 avril 1951, la circulaire ministérielle du 5 décembre 1952 ainsi que les instructions préfectorales du 8 décembre 1954 qui ont successivement défini les conditions dans lesquelles cet avantage ne pouvait plus être accordé aux agents communaux recrutés postérieurement à la promulgation de la loi susvisée, ont, au contraire, maintenu ce droit en faveur de ceux qui en bénéficiaient à la date de sa parution et en ont même précisé les modalités d'attribution en prévoyant notamment le visa des préfets. Il lui demande les raisons pour lesquelles les fonctionnaires municipaux de la Martinique qui, aux termes de la loi du 28 avril 1952 et des circulaires d'application y relatives, ont droit acquis au régime des congés administratifs à passer en métropole, s'en voient refuser le bénéfice.

10278. — 16 mai 1961. — M. Ernest Denis demande à M. le secrétaire d'Etat aux finances de lui préciser: a) les mobiles qui ont incité son administration à contraindre les contribuables à déclarer, comme revenu, le montant du loyer qu'aurait pu produire leur propriété si elle avait été donnée en location; b) le montant global approximatif de l'impôt soustrait aux contribuables par ce procédé; c) s'il n'envisage pas, pour les déclarations des revenus de l'année 1961 (impôt sur le revenu des personnes physiques), de supprimer purement et simplement l'annexe I bis à la déclaration modèle B pour le contribuable n'ayant pas réalisé de travaux de réparation et d'entretien et de laisser le processus en vigueur uniquement pour les contribuables dont le résultat des opérations de l'annexe I bis laisserait apparaître un déficit, celui-là plus réel que le bénéfice fictif déclaré par le passé.

10282. — 16 mai 1961. — M. Rieunaud fait observer à M. le ministre de l'information que les programmes de la radiodiffusion française, qui comportent des émissions sur les sujets les plus divers: sport, aviation, marine, anciens combattants, etc., n'ont, jusqu'à présent,

fait aucune place à des émissions consacrées aux problèmes de la vieillesse ; que, cependant, il serait intéressant pour les personnes âgées et les économiquement faibles, qui représentent 1/9 de la population (5 millions de personnes) et qui n'ont aucun moyen d'expression, de voir organiser à leur intention une tribune où l'on pourrait traiter des diverses questions les intéressant en leur rappelant leurs droits et les moyens dont ils disposent pour les faire valoir et où les responsables des diverses associations de personnes âgées pourraient prendre la parole. Il lui demande de lui faire connaître ses intentions en ce qui concerne l'organisation d'une telle émission.

10284. — 16 mai 1961. — M. Quinson demande à M. le ministre de l'Intérieur s'il espère obtenir pour la préfecture de police que l'indice des brigadiers soit porté à 340, afin que ce grade retrouve toute sa valeur, en se rapprochant de 20 points de celui de l'officier de paix.

10288. — 16 mai 1961. — M. Dreyfus-Ducas expose à M. le ministre de l'Intérieur qu'il a reçu à plusieurs reprises dans son courrier parlementaire des brochures de propagande intitulées « F. L. N. Documents » et éditées par « la Fédération de France du front de libération nationale ». Il lui demande où, et comment, de telles brochures ont été imprimées et comment cette diffusion a été autorisée.

10291. — 17 mai 1961. — M. Vidal expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, aux termes de l'article 270 ter du C. G. T., les ventes passibles de la T. V. A. peuvent être soumises à la T. P. S. chez les redevables dont le chiffre d'affaires soumis à l'une et l'autre de ces taxes n'a pas dépassé 400.000 nouveaux francs au cours de l'année précédente. Certains redevables sont cependant exclus de l'option. A la liste déjà existante, l'article 9 de la loi de finances rectificative n° 60-1356 du 17 décembre 1960 ajoute les contribuables appartenant à un secteur industriel dans lequel la matière première essentielle n'est pas assujettie à la T. V. A. L'administration précise que dans l'immédiat la mesure ne sera appliquée, à compter du 1^{er} janvier 1961, qu'aux entreprises se livrant : à la fabrication d'emballages en bois et de tous articles en osier ; à l'exploitation de carrières de pierre et de sablières. Ceci étant exposé, l'application de ces textes à l'exploitation de carrières de granit, telle qu'elle est pratiquée dans le Tarn, paraît poser certains problèmes d'interprétation. L'assimilation avec une exploitation de carrières de pierre ne peut, en effet, pas être faite de la même manière dans les différents cas suivants : 1° l'exploitant extrait le granit et le vend à l'état brut ; 2° l'exploitant extrait le granit, mais, par divers travaux (sciage, taillage, polissage), le vend sous forme de produits finis (bordures de trottoirs, monuments funéraires polis ou non). La part de main-d'œuvre entrant dans la fabrication est alors très importante ; 3° le granitier fabrique des produits finis en achetant la matière première (granit brut) à des artisans granitiers (non soumis au régime de la T. V. A.). Le granitier n'exploite pas de carrière et transforme seulement le produit brut ; dans un cas particulier, le granitier est locataire d'une carrière où ont été édifiées ses installations de fabrication, mais la matière brute de ladite carrière est épuisée et, par conséquent, il n'est plus extrait de granit brut. Il n'y a plus d'exploitation. Bien entendu, il existe des cas mixtes où le granitier exploite, d'une part, la carrière et, d'autre part, en raison de l'importance de son activité, achète également de la matière brute à des artisans granitiers. Il lui demande, dans un tel cas, quel critère on adoptera et si on conviendra de se référer à l'activité principale.

10292. — 17 mai 1961. — M. Devèze, ayant noté qu'un recensement de la population métropolitaine doit avoir lieu en 1962, expose à M. le ministre de l'Intérieur qu'à cette occasion va se poser à nouveau, pour de nombreux villages et villes, le problème créé par la présence sur leur territoire d'immeubles d'habitation ayant le caractère de résidences secondaires. Il est fréquent que des habitants de grandes villes acquièrent dans de petits villages, au bord des rivières ou dans des sites à caractère touristique, des immeubles d'habitation qu'ils utilisent pour leurs vacances ou leurs week-end. Il est fréquent également que des habitants de ces mêmes villages, ayant abandonné la campagne faute de débouchés professionnels, y conservent une habitation occupée également pour les vacances et les week-end et il n'est pas douteux que le prochain recensement va faire apparaître, pour nombre de ces communes, une diminution de la population fixe ayant souvent pour corollaire une augmentation de la population saisonnière. Cet état de choses, sans diminuer en rien — au contraire — les charges imposées à la commune dans la plupart des domaines (voirie, service des eaux, protection contre l'incendie, etc.), risque cependant d'aboutir à une sensible diminution des ressources en raison du système actuel de calcul de répartition de la taxe locale (répartition faite au prorata du nombre d'habitants) Il lui demande s'il ne lui apparaît pas souhaitable que, dans les communes où le nombre des résidences secondaires est particulièrement élevé, le chiffre de la population fixe soit affecté d'un coefficient de majoration permettant une répartition plus équitable de la taxe locale.

10293. — 17 mai 1961. — M. Motte expose à M. le ministre de la construction que les notes de renseignements dites « certificats d'urbanisme » délivrées aux notaires et que ceux-ci, en vertu d'une pratique généralisée, annexent aux actes emportant mutation de propriété immobilière, contiennent habituellement une mention ainsi libellée : « selon le projet d'aménagement communal, l'immeuble est inclus dans une zone... où les prescriptions générales sont les suivantes : ... ». Il demande : 1° si, à défaut d'aménagement dûment publié ou approuvé, l'administration est en droit de mentionner sur ces certificats que « selon le projet d'aménagement communal... l'immeuble en cause est susceptible d'être touché par l'autoroute de... et se trouve dans la zone non-aédificandi de celle-ci », une telle mention, qui vise une opération non encore officiellement publiée ni approuvée, et au surplus de réalisation incertaine ou lointaine, pouvant avoir pour conséquence d'écarter, en cas de vente, les amateurs éventuels, de rendre pratiquement irréalisable, pour un temps indéterminé, la transmission normale de cet immeuble, et de causer, de ce fait, à son propriétaire un préjudice considérable et d'autant plus important qu'il s'agit d'un immeuble bâti (privation de revenus, frais de chauffage et d'entretien, impôts, assurances, etc.) ; 2° si un projet d'aménagement ayant fait l'objet d'un arrêté préfectoral publié au Recueil des actes administratifs, mais non encore approuvé, est opposable ou non aux propriétaires des immeubles visés par ce projet ; 3° dans l'affirmative, de quel délai l'administration intéressée dispose-t-elle pour se rendre acquéreur d'un immeuble compris dans un projet d'aménagement publié, et que, pour des raisons impérieuses, le propriétaire se trouve dans la nécessité de réaliser (état de santé, besoin d'argent, charges trop lourdes, sortie d'indivision, etc.) étant fait observer que pendant ce délai : a) ledit immeuble sera pratiquement irréalisable, aucun amateur averti d'un tel projet ne pouvant raisonnablement courir le risque d'une expropriation certaine dans un délai imprévisible ; b) le propriétaire perdra le revenu de son immeuble et devra, pendant un temps indéterminé, supporter la charge des impôts, des assurances et des frais d'entretien.

10294. — 17 mai 1961. — M. Charret expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, dans le cas d'échange d'actions sans soulte, l'article 160 du code général des impôts n'est pas applicable et ne joue qu'en cas de plus-value éventuelle sur la vente des actions remises en échange. Il lui demande si, dans le cas où le cédant n'est pas administrateur de la société dont il possède des actions à la suite de l'échange, l'article 60 doit jouer sur la vente de ces dernières actions.

10295. — 17 mai 1961. — M. Charret expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les propriétaires d'immeubles ont à faire chaque année une déclaration au service de l'enregistrement des revenus des immeubles, partant du 1^{er} octobre de l'année passée et finissant le 30 septembre de l'année en cours. Le propriétaire a, trois mois après, à faire une déclaration des revenus de ses immeubles en prenant comme base les loyers partant du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année considérée. Il y a donc lieu pour les intéressés de faire deux fois les calculs de leurs revenus. Il lui demande s'il compte examiner la possibilité de simplifier ces formalités.

10296. — 17 mai 1961. — M. Vendroux expose à M. le ministre du travail que l'article 62 du règlement d'administration publique du 8 juin 1946 précise que les régimes spéciaux de sécurité sociale (mines, S. N. C. F., R. A. T. P., etc.) doivent assurer à leurs bénéficiaires des prestations équivalentes aux prestations du régime général de sécurité sociale. D'autre part, l'article 8 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 prévoit que les assurés sociaux choisissent librement leur praticien (médecin, chirurgien dentiste, sage-femme, auxiliaires médicaux) ; ils doivent donc être remboursés à 80 p. 100 des honoraires, prescriptions pharmaceutiques et frais annexes, aux tarifs du régime général. Or, les bénéficiaires des régimes spéciaux qui choisissent un praticien en dehors de ceux agréés par leurs caisses respectives se voient opposer un refus de remboursement par celles-ci ; ils n'ont d'autre moyen que de faire appel aux tribunaux qui leur donnent raison ; les caisses font alors appel ou font casser les jugements pour vices de forme jusqu'à ce que les assurés sociaux, lassés, abandonnent leurs demandes. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cet état de choses.

10298. — 17 mai 1961. — M. Raymond-Clergue rappelle à M. le ministre du travail : 1° que l'ordonnance du 4 octobre 1945 instituant le régime général de la sécurité sociale a maintenu en son article 17 (article L. 3 du code de la sécurité sociale) un certain nombre de régimes spéciaux propres à certaines branches d'activité et à certaines entreprises, et énumérées à l'article 61 du décret du 8 juin 1946 portant règlement d'administration publique ; 2° que l'article 8 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 (article L. 257 du code de la sécurité sociale) stipule que l'assuré social choisit librement son praticien ; 3° que l'article 62 du R. A. P. susvisé du 8 juin 1946 précise que les régimes spéciaux doivent assurer aux bénéficiaires pour chacun des risques des prestations équivalentes aux prestations du régime général des assurances sociales,

sans que les avantages de même nature qui leur étaient accordés, antérieurement au 1^{er} juillet 1946, puissent être réduits ou supprimés. Il attire son attention sur l'application de ce double principe légal (libre choix du praticien et équivalence des prestations) édicté en faveur des assurés sociaux quel que soit leur régime (général ou spécial) et sanctionné par deux arrêtés rendus dans un litige opposant un assuré social à la Régie autonome des transports parisiens, le premier par la 2^e section civile de la cour de cassation le 15 janvier 1960 et le second par la cour d'Orléans (cour de renvoi) le 18 janvier 1961. Il souligne qu'il résulte de ces décisions jurisprudentielles concernant le régime spécial de la R. A. T. P. : que l'assuré social d'un régime spécial a le droit de choisir librement son praticien ; que si ce praticien n'est pas agréé par ledit régime spécial, l'assuré peut perdre le bénéfice des avantages supplémentaires conférés par ce régime spécial (notamment la gratuité totale des soins) mais a le droit, de toute façon, de recevoir des prestations équivalentes à celles résultant des tarifs du régime général. Il lui demande de lui confirmer que cette solution de principe doit s'appliquer à tous les régimes spéciaux et qu'ainsi tout assuré d'un régime spécial a le double droit de choisir librement son praticien et de bénéficier de prestations au moins équivalentes à celles du régime général.

10300. — 17 mai 1961. — **M. André Beauguilte** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** : 1° si les cours complémentaires industriels, dépendant de l'enseignement général, seront intégrés dans l'enseignement technique et, dans l'affirmative : 2° à quelle date ; 3° quel sera le statut des professeurs qui y exercent. Seront-ils rattachés à l'enseignement technique.

10303. — 17 mai 1961. — **M. Robert Ballanger** demande à **M. le ministre de l'intérieur** : 1° pour quelles raisons n'a pas été publié le statut type des agents départementaux autres qu'hospitaliers, statut annoncé depuis plusieurs années par ses prédécesseurs, alors que les personnels des communes, des hôpitaux et des H. L. M. ont été successivement dotés d'un statut ; 2° si le conseil national des services publics départementaux et communaux demeure en fonctions et s'il sera convoqué pour l'examen des questions intéressant les agents départementaux ; 3° si cet organisme ne doit plus se réunir, quelle est la commission nationale consultative prévue pour les agents départementaux.

10304. — 17 mai 1961. — **M. Robert Ballanger** demande à **M. le ministre de l'intérieur** : 1° pour quelles raisons les effectifs du personnel des préfectures et des sous-préfectures de Seine-et-Oise ne sont pas révisés compte tenu d'un accroissement de population de 600.000 habitants ; 2° s'il est exact que le département doit se substituer à l'Etat en engageant du personnel rétribué sur son budget ; 3° le nombre exact des auxiliaires départementaux recrutés à cet effet, auxiliaires temporaires, vacataires, aides de consultation employés dans les bureaux, contractuels ; 4° les dispositions qu'il compte prendre pour régulariser la situation de ce personnel, tant du point de vue de son statut que de son traitement.

10307. — 17 mai 1961. — **M. Halbout** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la population** : 1° quelles dispositions il a prises pour assurer le remboursement des allocations d'aide médicale à domicile, lorsque les assistés sont des ayants droit d'assurés sociaux bénéficiant, à ce titre, de prestations de la sécurité sociale, la part non couverte par la sécurité sociale étant seule à la charge de l'aide médicale ; 2° quelles directives il a données en vue de la conclusion d'accords entre les départements et les organismes de sécurité sociale, afin d'assurer ce remboursement et laquelle des deux solutions suivantes il préconise actuellement : soit que le service d'aide médicale règle la totalité des dépenses et demande ensuite la participation des organismes de sécurité sociale, soit, au contraire, que les organismes de sécurité sociale prennent la totalité des dépenses à leur charge, les services d'aide médicale s'acquittant ensuite de leur participation.

10309. — 17 mai 1961. — **M. Palmero** demande à **M. le ministre de l'information** de lui indiquer les raisons qui ont prévalu dans le choix de la définition de 825 lignes pour la seconde chaîne de télévision, alors que les récepteurs existants devront être munis d'un convertisseur et que la qualité de l'image se ressentira de l'abandon du 819 lignes.

10314. — 18 mai 1961. — **M. Jouhanneau** demande à **M. le ministre du travail** de lui préciser les régimes complémentaires de retraites qui ont été rendus obligatoires, soit avant, soit après la parution de l'ordonnance n° 59-238 du 4 février 1959.

10315. — 18 mai 1961. — **M. Cermolacce**, se référant à la réponse faite le 25 mars 1961 à la question écrite n° 8768 exposée à **M. le ministre des armées** qu'au début de l'année, le directeur de l'établissement régional du matériel de Nice a invité les membres du personnel de cet établissement ayant, soit cinquante-six ans

d'âge, soit plus de quinze ans de service et susceptibles d'être dégagés des cadres à se faire connaître au plus tôt ; que, depuis, les intéressés sont dans l'attente d'une décision ; que, si quelques-uns d'entre eux ont réussi à trouver des employeurs éventuels, ils ne peuvent prendre d'engagement ne sachant pas s'ils seront maintenus en activité ou admis à une retraite anticipée ; qu'il y aurait donc intérêt à ce que le personnel en cause soit fixé sur le sort de l'établissement régional du matériel devenu atelier détaché. Il lui demande : 1° de confirmer ou infirmer que les membres du personnel de cet établissement ayant, soit cinquante-six ans d'âge, soit plus de quinze ans de service, seront admis à une retraite anticipée ; 2° dans l'affirmative, à quelle date et dans quelles conditions.

10329. — 18 mai 1961. — **M. Boscary-Monsservin** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** si les pistes de neige aménagées par des initiatives locales sont incluses dans les zones protégées visées par l'ordonnance du 29 novembre 1960.

10336. — 19 mai 1961. — **M. Regaudie** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'aux termes de l'article 1241 du code général des impôts, modifié par la loi du 28 décembre 1958, la première transmission à titre gratuit de certains immeubles est exonérée de droits de mutation ; qu'en pratique, dans les constructions en copropriété, l'attribution d'une partie spécifique de l'immeuble aux copropriétaires n'a pas toujours lieu rapidement ; que les copropriétaires restent bien souvent pendant un certain délai titulaires d'un compte courant dans la société. Il lui demande si, dans le cas où un copropriétaire décède en étant possesseur d'un tel compte courant qui représente, en fait, un appartement dans une copropriété, ce compte courant est imposable aux droits de mutation ou si l'article 1241 précité du code des impôts en permet l'exonération.

10339. — 19 mai 1961. — **M. Hostache** expose à **M. le ministre des armées** que l'article 2 du décret n° 67-123 du 22 juillet 1960 stipule que les anciens combattants de la guerre 1914-1918 nommés chevaliers de la Légion d'honneur avant le 18 octobre 1921 et possédant au moins cinq titres de guerre peuvent être promus officiers de la Légion d'honneur sous la réserve évidente que l'intéressé n'ait pas démerité depuis sa nomination. Il lui demande : 1° s'il est prévu un contingent illimité de croix d'officiers de la Légion d'honneur et, dans la négative, quel est le nombre dont il peut annuellement disposer ; 2° s'il est possible de hâter les enquêtes réglementaires de la gendarmerie en les faisant ordonner seulement dans les localités où résident actuellement les intéressés.

10340. — 19 mai 1961. — **M. Hostache** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que des associations constituées sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901 peuvent revendiquer l'exonération de l'impôt sur les spectacles et de la taxe locale sur le chiffre d'affaires jusqu'à concurrence de 5.000 nouveaux francs pour les quatre premières manifestations organisées à leur profit exclusif chaque année. Au-delà de 5.000 nouveaux francs de recettes ou à partir de la cinquième réunion, elles peuvent obtenir le bénéfice du demi-tarif pour quatre manifestations annuelles de leur choix. Ces dispositions s'appliquent à l'ensemble des spectacles. Il lui demande si les autorités municipales peuvent s'opposer au libre choix par l'association des jour et heure de la manifestation.

10348. — 19 mai 1961. — **M. Pézé** expose à **M. le ministre du travail** que la loi n° 59-939 du 31 juillet 1959 ne concernait le régime de retraite volontaire pour la vieillesse que pour les anciens et actuels salariés français de Tunisie et du Maroc. Il lui demande s'il compte faire en sorte que cette extension soit accordée aux anciens salariés d'Indochine, non bénéficiaire de la loi du 30 juillet 1960, qui ne concerne que les non-salariés.

10349. — 19 mai 1961. — **M. Camille Bégou** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** si un père de famille nombreuse exempté à ce titre de l'impôt forfaitaire sur les bénéfices agricoles peut néanmoins être assujéti à la taxe complémentaire et, dans l'affirmative, en vertu de quels textes légaux.

10350. — 19 mai 1961. — **M. Burlot** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'une société anonyme astreinte à une réévaluation obligatoire de ses éléments d'actif possède une participation de plus de 20 p. 100 dans une société en nom collectif. La société en nom collectif n'a pas opté pour être soumise au régime de l'impôt sur les sociétés et, par ailleurs, elle a procédé au 31 décembre 1960 à une réévaluation partielle et facultative de ses éléments d'actif. Il lui demande si, dans ces conditions, la société anonyme pourteuse de la participation est obligée de réévaluer, suivant les règles fixées par l'administration, les parts de la société en nom collectif, ou si elle peut se prévaloir de l'article 7 de la loi n° 60-1356 du 17 décembre 1960, pour ne pas procéder à cette réévaluation.

10352. — 19 mai 1961. — **M. Halbout** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** le cas d'un contribuable qui est dans l'obligation de subvenir entièrement aux besoins de son fils âgé de vingt-neuf ans, celui-ci exerçant la profession d'avocat stagiaire et n'ayant aucune clientèle ni aucune ressource personnelle. L'intéressé s'est vu refuser par l'administration des contributions directes l'autorisation de déduire de ses revenus, pour la détermination de son revenu imposable, le montant des subsides versés à son fils, motif pris que le fils doit être considéré comme poursuivant des études. Etant donné qu'il ne peut y avoir d'assimilation entre l'exercice de la profession d'avocat stagiaire et la poursuite des études, il lui demande si la position de l'administration des contributions directes est fondée et s'il n'estime pas équitable que les dépenses occasionnées à ce contribuable par l'entretien de son fils, pendant la durée de son stage d'avocat, puissent être considérées comme charges déductibles pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

10353. — 19 mai 1961. — **M. Charpentier** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que les affiches apposées dans les moyens de transport invitant les usagers à réserver les places assises aux personnes âgées ont généralement peu d'efficacité ; il lui demande s'il ne serait pas possible d'attribuer aux personnes âgées de quatre-vingts ans et plus une carte leur assurant une priorité pour l'accès aux places assises dans les différents moyens de transports en commun.

10354. — 19 mai 1961. — **M. Rault** expose à **M. le ministre de la construction** que dans certains départements, notamment dans celui des Côtes-du-Nord, un grand nombre de demandes ont été formulées par des candidats à la construction en vue d'obtenir le bénéfice des primes à la construction prévues par la législation en vigueur ; que, par suite de l'insuffisance des crédits mis à sa disposition pour assurer le paiement de ces primes, la direction départementale se voit dans l'obligation de retarder les décisions d'attribution de primes et que celles-ci n'interviennent, notamment dans les communes urbaines, que suivant un ordre de priorité déterminé en fonction de la date de délivrance du permis de construire ; que, en raison de cette situation, les constructeurs éprouvent de graves difficultés financières pour la poursuite de leurs travaux. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre toutes mesures utiles, afin que des crédits supplémentaires soient accordés aux directions départementales qui ont de nombreux dossiers de demandes de primes en instance.

10355. — 19 mai 1961. — **M. Dutheil** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la population** que si le plafond de ressources applicable pour l'attribution de l'allocation compensatrice des majorations de loyers a été porté à 1.752 nouveaux francs par an, par contre le plafond de ressources utilisé pour l'octroi de la carte sociale d'économiquement faible a été maintenu depuis plusieurs années à 1.352 nouveaux francs par an. Il lui demande s'il ne lui semble pas indispensable qu'intervienne rapidement un relèvement de ce plafond dont le montant est véritablement dérisoire en égard à l'élévation du coût de la vie

10361. — 19 mai 1961. — **M. Waldeck Rochet** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'au 31 mars 1961 les viticulteurs d'Algérie avaient déjà pu commercialiser 11.276.636 hectolitres de vin sur les 15.850.000 hectolitres de leur récolte 1960, soit 71 p. 100 de celle-ci, alors que les viticulteurs de France n'avaient écoulé, à la même date, que 26.803.151 hectolitres de vin sur une récolte de 61.691.151 hectolitres, soit seulement 44 p. 100 de cette récolte. On peut remarquer que les viticulteurs d'Algérie ont progressivement déclaré vouloir donner à une partie croissante de leur récolte une appellation d'origine simple. En 1953, aucune quantité de vin en Algérie n'était déclarée en appellation simple ; en 1957, 6.900.000 hectolitres étaient déjà en appellation d'origine simple, et en 1960 ce sont 10 millions d'hectolitres qui furent déclarés sous ce régime soit les deux tiers de la récolte des viticulteurs d'Algérie. Il lui demande : 1° sur la base de quels critères est octroyé le bénéfice de l'appellation d'origine simple ; 2° s'il n'estime pas qu'il y a lieu de considérer comme une fraude et une violation de la réglementation en vigueur l'extension de ce régime d'appellation à des vins de consommation courante et en tous cas pour un tel volume de la récolte ; 3° quelles sont les quantités ayant été effectivement commercialisées en France et en Algérie sous le régime de l'appellation d'origine simple pour la campagne 1959-1960 et pour les sept premiers mois de la campagne 1960-1961 ; 4° quelles furent les quantités de vin mises hors quantum en France et Algérie pour les campagnes 1959-1960 et 1960-1961.

10362. — 19 mai 1961. — **M. Waldeck Rochet** demande à **M. le ministre de la construction**, pour l'ensemble du territoire métropolitain, l'ensemble des organismes bénéficiaires de la contribution des employeurs à l'effort de construction : offices départementaux, offices intercommunaux, offices communaux, sociétés anonymes d'I. L. M., sociétés coopératives H. L. M., organismes privés, etc. ; 2° quel est le montant des divers versements faits à chacun de ces organismes au titre de cette contribution.

Ce numéro comporte le compte rendu intégral des deux séances
du jeudi 22 juin 1961.

1^{re} séance : page 1221. — 2^e séance : page 1245.

PRIX 0,50 NF